

LA GUEULE OUVERTE

Suisse 2,50FS / Belgique 42FB

FEU DE JOIE A GOLFECH, p. 24

DEPENALISATION DU H., p. 14,15

LE TIERS-MONDE
ACCUSE, p. 12,13

N° 285 / Hebdomadaire / 31 octobre 1979 / France 5FF

CONTRE L'ETAT



Photo Christian Weiss

SUFFIT-IL DE LEVER LE POING ?

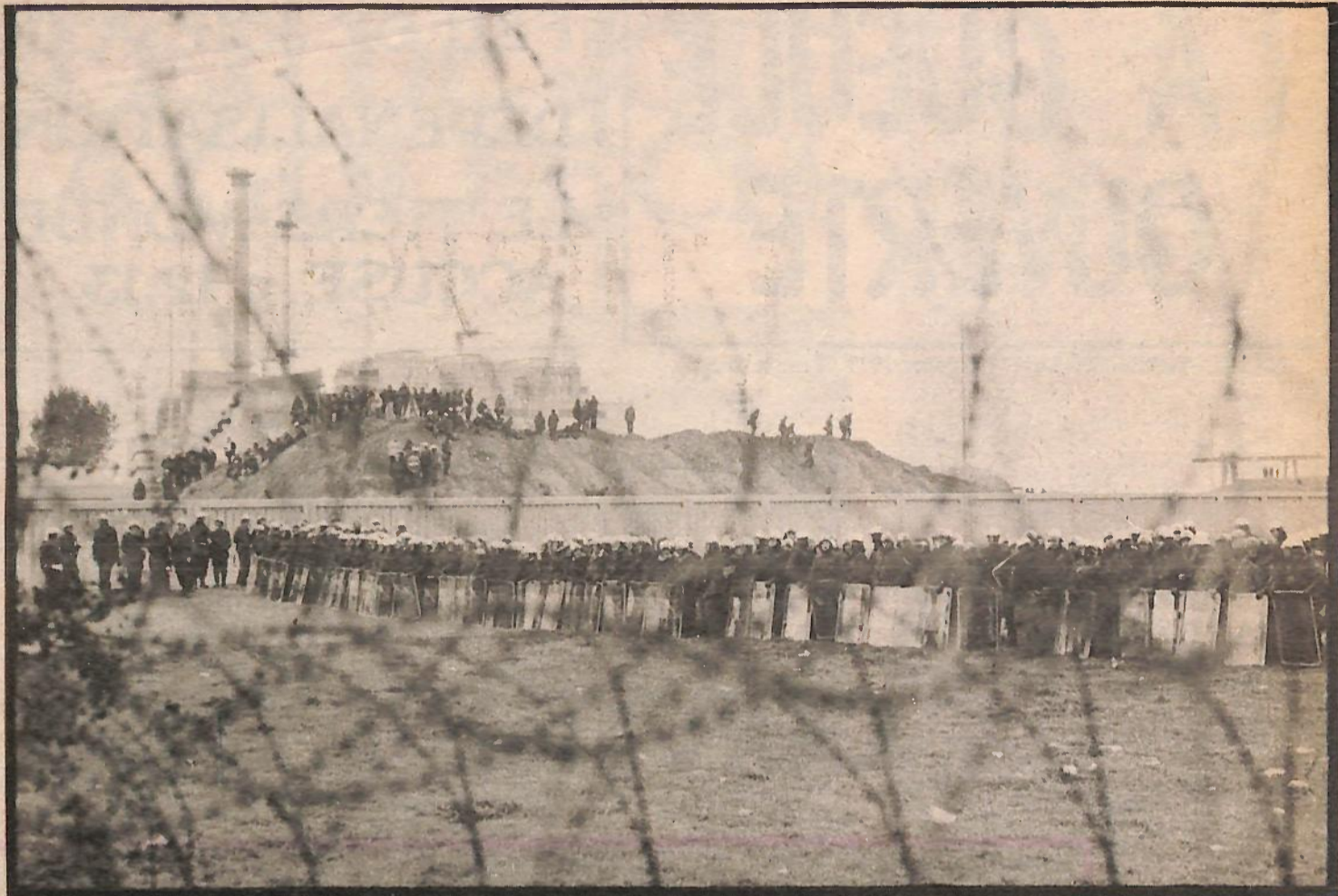
LA GUEULE OUVERTE

SARL Editions Patatras au capital de
2 100 F.

Administration : Bourg de Saint Laurent
en Brionnais, 71 800 La Clayette.
Tél. : (85) 28 17 21.
Télex : ECOPOLE 801 630 F.

Abonnements. Un an : 200 à 300F. Six
mois : 100 à 150F. Trois mois : 50 à 70F.

Bulletin d'abonnement P. 21



PhotoChristian Weiss

COUP D'ETATS

LA SEMAINE DERNIÈRE, LES PARLEMENTAIRES européens n'ont pas su trouver d'accord commun en faveur des dizaines de millions de personnes qui meurent de faim sur terre, chaque année. La répétition quotidienne de ce drame ne devra plus les émouvoir jusqu'à février 1980, date à laquelle l'Idée de la Raison d'Etat a fait remettre le débat.

L'Etat Démocratique a dans sa complexité d'Appareil, des pouvoirs de justification très simples dont on use pour se donner bonne conscience. La société nous embrigade tous au nom de valeurs, dont chacun est garant : bien-être, liberté, pari sur le futur...

Le Temps est à hypothéquer. C'est l'excuse, c'est l'explication rationnelle donnée à nos erreurs, à nos crimes. L'Histoire expliquera le bien-fondé d'un crime qui n'en serait plus un. En surdéterminant le futur, on s'assure que nos enfants n'auront d'autres choix que de poursuivre nos voies... Quand bien même mènent-elles à des impasses.

Jusqu'à quand ne sera-t-il pas trop tard ?

Y a-t-il un seuil fatal en-deça duquel il serait encore temps de «tout arrêter» ?

L'individu comme sujet et l'Etat comme somme de volonté théorique des sujets peuvent fixer ce point de non-retour.

A Strasbourg, les sujets représentant la masse des individus ont refusé de prendre leurs responsabilités. Ils ont perdu toute autonomie au nom de la Raison Démocratique.

L'Assemblée européenne a assumé sa fonction. Elle a couvert au nom de l'Etat des Etats une décision dont personne ne voudrait prendre la responsabilité.

Ce pouvoir transcendant toutes nos révoltes, nos volontés, c'est l'expression d'une société démocratique qui ne peut permettre la liberté.

Une liberté que l'on ne retrouve qu'en luttant contre tous les appareils d'Etat. Une Lutte qui s'appelle : insoumission, désertion, résistance civile. Une Lutte au-delà de l'envie de liberté, pour la simple audace de vivre.

Thierry Rannou



L'HISTOIRE DE SUPER PHENIX

AL'HEURE OÙ LA SOCIÉTÉ NOVATOME annonce pour 1982 le début des travaux du surgénérateur Super-Phénix II, et à l'heure où EDF démontre une fois de plus son irresponsabilité dans l'affaire des fissures, nous vous proposons la première partie de l'histoire de Super-Phénix, non pour figer dans l'inéluctable les Rapides-Sodium, mais pour contribuer à notre façon à la nécessaire connaissance de ce qu'il nous faut à tout prix empêcher.



I Le développement de la filière Rapides-Sodium depuis le CEA (1957-1972)

I-1) L'émergence des recherches sur la filière Plutonium Neutrons Rapides - Sodium au CEA (1955-1959)

C'est dans un contexte dominé par des préoccupations militaires de plus en plus affirmées et par le développement de la filière graphite-gaz à des fins électrogènes qu'ont germé les recherches sur les réacteurs Rapides-Sodium au CEA. Lancées vers 1955 à Saclay dans le service de Neutronique Expérimentale du Département d'Etudes des Piles dirigé par Jacques Yvon, les études théoriques furent intensifiées après la première conférence de Genève sur les usages pacifiques de l'énergie atomique d'août 1955 où l'enthousiasme régnait autour des recherches sur les réacteurs de puissance. En 1956, sept ou huit concepts de filières étaient étudiés.

Le second plan quinquennal de l'énergie atomique, voté sans grand débat en 1957 au moment où le Parlement ratifiait le traité de l'Euratom, prévoyait la création d'un quatrième centre nucléaire où serait implantée une partie des prototypes, et l'étude et le développement d'un réacteur à sodium fondu, un réacteur à neutrons rapides Rapsodie, un réacteur à eau lourde...

Le changement de régime politique en mai 1958 n'affecta en rien la réalisation de ces objectifs civils ; le décret de création du centre de Cadarache où les recherches sur les réacteurs Rapides devaient se situer fut

signé en mai 1959. Entre-temps, la seconde conférence de Genève d'août 1958 marqua un certain désenchantement devant les difficultés de mise au point des filières, et les responsables scientifiques du CEA (F. Perrin, J. Yvon en particulier) décidèrent de concentrer les efforts sur un petit nombre de projets.

Au départ, les concepts étudiés en 1955-56 étaient soit des concepts dérivés de la filière graphite-gaz, soit des concepts choisis par rapport aux études effectuées aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni. Les Rapides refroidis par métal fondu semblaient la grande affaire du nucléaire à long terme. Le choix de ces types de réacteur qui devaient permettre à l'humanité de s'affranchir des ressources naturelles pour produire de l'énergie permettait aux scientifiques de laver l'énergie atomique de son péché originel. La découverte de réserves d'uranium rendait les surgénérateurs moins indispensables dans le futur immédiat d'autant plus que leur performance neutronique poussée rendait plus difficile leur mise au point. Mais il n'en demeurait pas moins que les Britanniques ont mis beaucoup d'espérance dans les surgénérateurs rapides dès la période 1950-52 limitant au maximum les informations sur leur programme, et que dès 1952-53, aux USA, des entreprises électriques et des constructeurs se regroupaient pour élaborer un projet de centrale électrique Rapides-Sodium (projet Enrico-Fermi de Detroit).

D'aucuns ont cru voir dans le choix de 1952 en faveur du développement des réacteurs plutonigènes de Marcoule, l'amarce du programme surgénérateur français. Pendant plus de quinze ans, la doctrine du CEA s'articula en effet autour de la «voie du plutonium» : le plutonium produit par les réacteurs graphite-gaz, puis par les réacteurs à eau lourde devait permettre la constitution progressive d'un système électronucléaire fondé uniquement sur les surgénérateurs. La logique de cette doctrine fut contredite par la survie du programme Rapides-Sodium après l'abandon des autres filières françaises, en 1969.

I-2) La consolidation du projet Rapides-Sodium

La constitution d'une équipe

La très rapide extension du CEA depuis 1955 a entraîné en 1959 une modification de ses structures. Une grande Direction de la Physique et des Piles Atomiques coiffait dorénavant le Département des Etudes de Piles remanié (l'ancien service de Physique Mathématique) et un Département de Recherche Physique (DRP) (l'ancien service de Neutronique Expérimentale) auquel fut rattaché le programme Rapsodie et le groupe d'études des Métaux liquides.

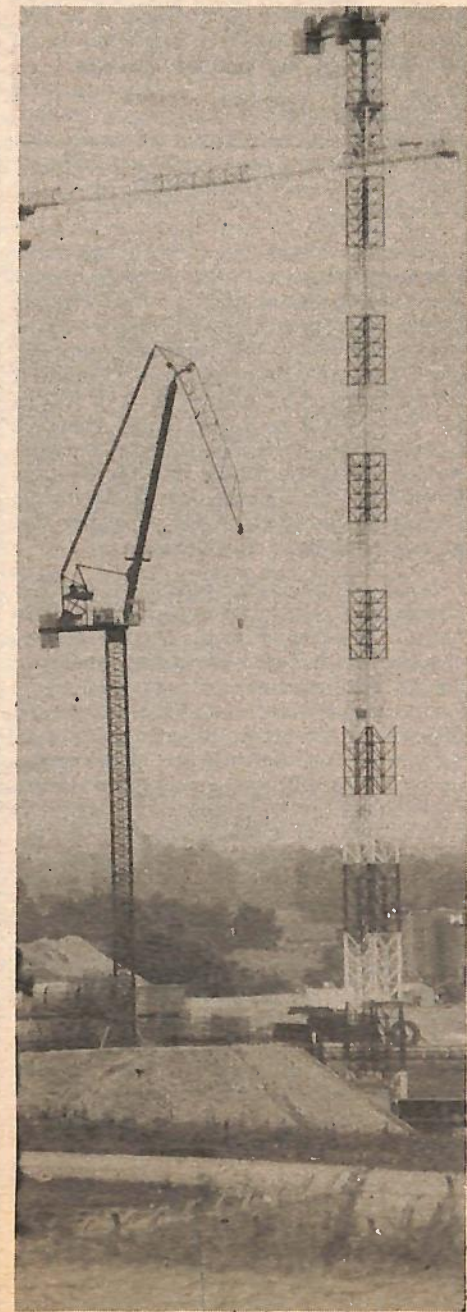


Photo D.R.

La majeure partie des activités du DRP dirigé par G. Vendryès se développèrent à Cadarache. Cette localisation permit la constitution d'une équipe jeune et très soudée au niveau du service d'études de la Physique des Rapides (SEPR). Centre éloigné de tout, s'y retrouvèrent beaucoup d'agents jeunes, dont un grand nombre étaient syndiqués et avaient milité contre le programme atomique militaire.

Pour ce programme Rapides, il y avait tout à inventer, tant sur la conception globale du réacteur, que sur celle du cœur, du combustible ou des circuits de sodium.

Le relatif mépris dans lequel le DRP était tenu contribua à souder les équipes et à leur donner le goût de la réussite.

Mal aimé, peu soutenu, le programme était condamné à réussir, car, au moindre échec technique, sa prolongation aurait été remise en question. L'enjeu de cette lutte sourde entre les différents services était le contrôle du programme Rapides qui a toujours échappé à la Direction des Piles ; le Service des Rapides constituait en soi un petit CEA d'une centaine d'ingénieurs qui étudiaient l'ensemble d'une technologie nucléaire. Le véritable noyau de la décision se situait donc au DRP dont les dirigeants ont toujours eu l'habileté de rechercher des alliances qui consolidaient le programme sans remettre en cause leur contrôle dessus.

L'alliance avec Euratom : Le renforcement du projet

En janvier 1958, furent mises en place les institutions et les programmes de la Communauté Européenne pour l'Energie Atomique EURATOM instituée à partir de l'idée qu'il était plus facile de construire

une entreprise communautaire dans les nouveaux domaines scientifiques et techniques. Mais la disparité des niveaux de développement nucléaire des différents pays, la volonté française d'accéder au rang de puissance nucléaire, la rivalité franco-allemande ont contribué, à travers des crises régulières, à geler toute possibilité de coopération européenne dans le cadre d'Euratom.

En 1959, Euratom proposa aux pays l'étude en commun du développement des réacteurs à neutrons rapides parmi d'autres projets. A l'époque, seule la France ayant étudié cette filière, la Commission proposa que l'ensemble du programme Euratom soit développé à Cadarache. Les études sur Rapsodie n'en étaient qu'au stade de l'avant-projet, mais, tant que les paramètres définitifs ne furent pas décidés, les scientifiques du Département de Recherche Physique n'acceptèrent pas de lâcher une part du contrôle sur Rapsodie.

Deux ans plus tard, pourtant, le CEA accepta de s'associer avec Euratom. Entre temps, l'Allemagne avait entamé des recherches propres sur les neutrons rapides au Centre de Karlsruhe. Le renversement de l'attitude française s'expliquerait par la nécessité de donner au programme Rapsodie une caution internationale, de permettre de financer une partie appréciable des recherches (35%) et aussi de fournir le montant de plutonium nécessaire par des achats aux Etats-Unis ou au Royaume Uni plutôt que de recourir à des prélèvements sur le plutonium produit par Marcoule et destiné aux usages militaires.

En 1962, Euratom signa trois contrats d'association sur les Rapides-Sodium avec la France, l'Allemagne et l'Italie. Le contrat français prévoyait la prolongation ultérieure du contrat à la phase de construction d'un prototype de taille commerciale pendant le second plan quinquennal Euratom.

Vers 1965-66, sur les 400 personnes impliquées dans le programme français, 29 provenaient du personnel d'Euratom ; toutefois, elle ne furent pas placées aux points névralgiques du Service d'Etudes des Piles Rapides, afin d'éviter des transferts de connaissance trop gênants. Des contrats lors de la construction de Rapsodie ont été signés avec les industries belge et hollandaise. Mais, alors que ces dernières proposaient de prolonger leur association pour la construction du prototype envisagé dans la phase suivante, le DRP préféra en 1965 se retrouver entièrement vers l'industrie française en même temps que le CEA refusait la prolongation de l'association.

Les dirigeants du CEA, et les responsables du DRP en particulier, ont toujours estimé qu'Euratom pouvait jouer un rôle appréciable lors de la phase de recherche, mais qu'elle devait s'effacer lors du passage à la phase pré-industrielle compte-tenu des

enjeux commerciaux et de sa lourdeur bureaucratique. Dans le domaine des Rapides, il s'agissait d'échapper à la suprématie industrielle de l'Allemagne et de prouver la capacité industrielle française en réalisant Phénix.

I-3) A la recherche de la réussite technologique : le déroulement du programme de 1959 à 1973

Jusqu'en 1972-73, le développement de la filière fut contrôlé par le groupe dirigeant du DRP. Tant que le projet ne fut pas mené jusqu'à l'étape décisive de la réalisation réussie de Phénix, le DRP ne céda aucune parcelle de pouvoir. Cette unicité d'acteur et d'initiative a permis la définition progressive d'un programme aux étapes bien marquées et qui laissaient le temps de profiter de l'expérience acquise au stade précédent et de procéder à des essais poussés de composants. En particulier les sauts de taille d'un stade à l'autre furent importants : 14 fois de Rapsodie à Phénix, et 5 fois de celui-ci à Super Phénix.

Au départ, les difficultés technologiques de mise au point de la filière avaient été surestimées, ce qui avait conduit pour Rapsodie à adopter certaines solutions techniques compliquées ; par la suite l'évolution de la filière consista essentiellement à simplifier la conception générale des réacteurs successifs.

Les grandes options technologiques étaient retenues à partir de l'expérience acquise en France, mais aussi à partir de l'étude du programme américain.

Les Français, dans le domaine des réacteurs rapides, avaient concentré tous leurs moyens sur un seul concept de réacteurs, contrairement aux Allemands par exemple qui exploiraient différents types de refroidissement (sodium, gaz ou vapeur). Cette concentration risquée sur un concept unique évitait une dispersion des efforts du CEA et des industriels et permettait de pousser à fond les études technologiques sur le réacteur lui-même.

Les objectifs étaient simples et réalistes : faire en sorte que Rapsodie fonctionne, pour tester les éléments combustibles sous de hauts flux d'irradiation (ce fut l'expérience Fortissimo en 1970 où Rapsodie passa de 25MWth à 40MGth), puis la réalisation d'un réacteur de taille industrielle.

L'année 1967 marqua un tournant dans le programme avec le démarrage réussi de Rapsodie après celui de l'assemblage critique Masurca en 1966, tournant important pour le DRP car cette première réussite technologique permettait de justifier l'effort engagé depuis 8 ans vis-à-vis de la Direction des Piles, de prouver la validité



Photo D.R.

des méthodes du DRP et surtout d'acquiescer le soutien définitif des niveaux hiérarchiques les plus élevés du CEA.

Ceci permettait également de renforcer la crédibilité du projet vis-à-vis des pouvoirs publics à un moment où des mises de fond importantes étaient nécessaires pour le projet Phénix, même si on pouvait observer un ralentissement des recherches sur les graphites-gaz.

La réussite technologique s'est trouvée confirmée par les bonnes conditions de construction de Phénix entre 1968 et 1973, le devis originel ayant été à peine dépassé, et les délais respectés. La divergence de Phénix en août 1973 avant celle du réacteur rival britannique PFR, les deux premières années de fonctionnement sans problèmes majeurs (1) ont progressivement convaincu les milieux nucléaires internationaux de la crédibilité du programme nucléaire français dans ce domaine.

Ce programme, mené avec vigueur, avait d'abord pour objectif la réussite technologique du prototype de taille industrielle de 250 MW. Les études sur la fabrication du combustible avaient forcément accompagné celles sur le réacteur lui-même. Par contre le retraitement combustible Rapides-Sodium n'a jamais été abordé avec la même diligence : il était nécessaire de prouver d'abord que les réacteurs sont fiables et compétitifs par rapport aux filières de la première génération. Quant aux études de sûreté, elles ont commencé en 1967 avec le programme Scarabée portant sur l'analyse et les conséquences des défauts de refroidissement du combustible.

I-4) Le soutien du Pouvoir Politique

L'initiative du développement des Rapides-Sodium relève au départ d'un petit groupe d'hommes au sein d'un organisme public, le CEA, qui disposait pendant la décennie soixante de rapports privilégiés à l'Etat et avait un accès direct au pouvoir du fait de sa mission spécifique de doter la France d'un armement nucléaire.

Au fur et à mesure de l'élargissement de l'assise technique du programme, il s'est avéré nécessaire de trouver des relais au niveau du pouvoir politique. En 1965 se faisaient sentir les premiers effets de la création d'une véritable «technostructure» scientifico-technique destinée à contrôler, à orienter et à coordonner le développement scientifique et technique français, suite aux réformes de novembre 1958 (2) ; ces effets se sont surtout manifestés par la politique des grands projets technologiques de la République gaulliste. Les recherches sur le nucléaire civil dans ce contexte échappaient encore largement au contrôle de la Haute Administration, du fait du statut très

particulier du CEA à l'époque (qui consacrait en 1964 66% de son budget à son effort militaire) dont le budget civil ne fut rattaché à l'«enveloppe-recherche» qu'en 1970 après la réforme de ses statuts.

Dans ce contexte, les Rapides-Sodium n'ont acquis le statut de grand projet que vers 1965-66. A cette époque, le département de développement des réacteurs de l'US Atomic Energy Commission concentrait l'essentiel de son effort sur les Rapides-Sodiums pour rattraper les Britanniques tandis que la General Electric annonçait pouvoir mettre sur le marché dès 1974 des surgénérateurs compétitifs.

C'est véritablement en novembre 1966 qu'A. Peyrefitte, ministre de la recherche à l'époque, donna aux Rapides leur baptême politique : «... Il est maintenant sûr que les Rapides-Sodium constituent la solution de l'avenir... Il est nécessaire d'intensifier nos recherches dans ce domaine... etc».

Par la suite, la classe politique, de la droite à la gauche, a toujours soutenu avec unanimité le projet Rapides-Sodium, s'en remettant entièrement aux techniciens.

Le DRP (à travers le CEA) a pu donc atteindre ses fins, c'est-à-dire développer de façon autonome son programme Rapides pendant la période 58-70 dans la mesure où ses fins correspondaient aux attentes de son environnement, en particulier à celles du pouvoir politique. Le passage au stade d'industrialisation de la filière nécessitait non seulement d'élargir les alliances, mais d'introduire un changement organisationnel complet où la source du pouvoir devait se trouver structurellement déplacée vers l'industrie pour préparer la phase de commercialisation des Rapides.

La semaine prochaine : la création de Novatome et le lancement de Super Phénix.

Paul Sigogneau

(D'après Décision publique et surgénérateurs français - communication au colloque international de Dijon, 22-24 mars 79 par Dominique Finon de l'Institut Economique et Juridique de l'Energie de Grenoble.)

(1) : Le moindre faux pas de Phénix était observé avec attention (fuites de vapeur, échange d'une pompe primaire). Toutefois en juillet 1976, des fuites sérieuses de sodium dans le circuit secondaire d'un des six échangeurs obligeait à un premier arrêt du réacteur. En octobre 1976, des fuites se reproduisaient ailleurs et le réacteur fut arrêté pendant quelques mois pour modification des échangeurs.

(2) : Création du Comité Interministériel de la Recherche Scientifique et Technique, du Comité Consultatif de la RST, de la DGRST ; institutionnalisation politique avec la création d'un Ministère chargé des questions scientifiques spatiales et atomiques ; début de l'«enveloppe-recherche en 1961», etc...

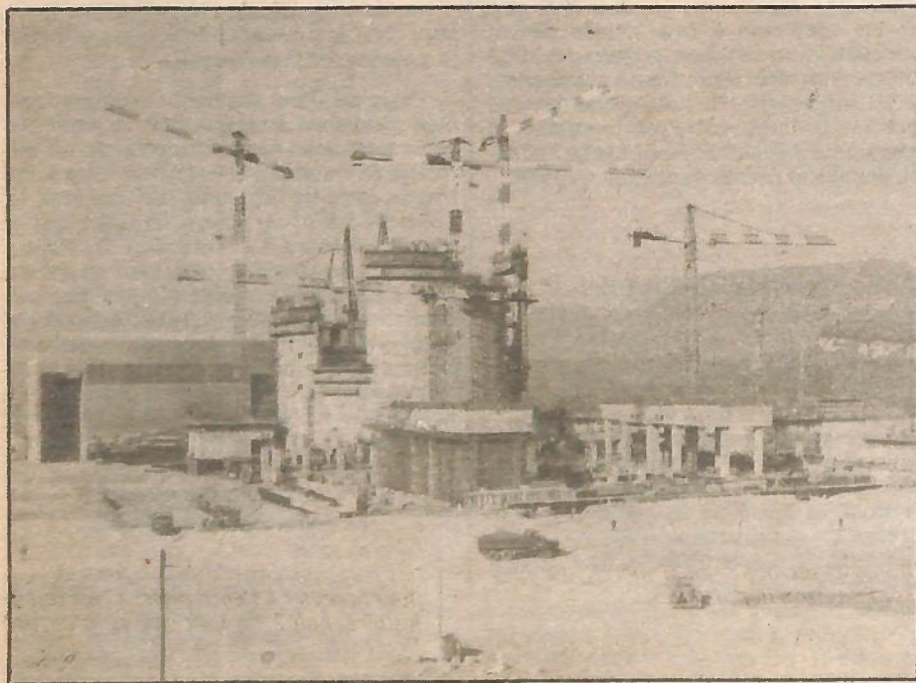


Photo D.R.



Faibles doses

LES PARTICIPANTS À LA coordination antinucléaire de Chalon avaient annoncé leur intention d'organiser la tournée en France d'un certain nombre de scientifiques spécialisés sur la question des faibles doses. Ceci afin de lutter contre le projet en cours de relèvement des doses radioactives minimales admissibles par la législation française.

L'affaire est bien emmanchée et nous pouvons d'ores et déjà annoncer que :

- le 7 novembre aura lieu à 20h à la Bourse du Travail (Salle des Congrès) de Lyon un débat organisé conjointement par le Comité Malville de Lyon, l'UFC, le SMG et l'Union départementale CFDT. Participeront à la discussion les très honorables Alice Stewart, George Kneale, Dieter Tenfel et Berndt Franke.

- le 8 novembre, rebelote à Chalon sur Saône avec les mêmes (Organisateur : le Mouvement Régional Antinucléaire, alias MRAN).

- le 10 novembre à Caen, il n'y aura plus qu'Alice et George, les Anglais, mais ils parleront encore mieux (c'est dans le contrat et d'ailleurs ce sont eux qui ont fait les études sur les travaux du centre de retraitement de Handford aux USA).

COMMUNIQUE

JEUUDI 11 OCTOBRE, AU mépris des règles élémentaires de sécurité, il a été procédé sur le réacteur Bugey V à un lâcher de xénon radioactif en mettant en liaison l'enceinte et l'air libre par un circuit de ventilation auxiliaire. Le réacteur étant divergé ceci, non pour des raisons impératives de sécurité, mais pour simplement permettre un accès plus aisé.

Par compensation, il y aura douze organisations pour les recevoir dont le CRILAN de Basse-Normandie, le CREPAN, l'UD-CFDT, la CSCV, les AT, la MAS et des partis (PS, PSU, LCR, OCT, JCR, ...). Allez les Normands, vous voyez bien que vous n'êtes pas volés. A Caen, ça se passera soit à la Salle des Congrès, soit à l'Université. Qu'on se le dise.

Ce cycle de conférences s'inscrit dans le cadre d'une vaste tournée européenne, dont on espère qu'elle sera le point de départ d'une campagne internationale (et en tous cas nationale) contre la relève des doses admissibles.

Par ailleurs, une manif s'est langoureusement déployée sous la pluie lyonnaise vendredi dernier. Sept cents personnes ont dynamiquement fait savoir qu'il y avait actuellement une pétition nationale sur le nucléaire qui circulait en France (1). Dommage que seuls les antinucléaires aient réussi à faire le plein. On a eu l'impression que les autres organisations s'étaient peu mobilisées.

(1) Contact : Campagne pour la Pétition Nationale c/o les Amis de la Terre, 14bis rue de l'Arbalète, 75 005 Paris.



E.D.F. revient



à la charge !

EDF A ORDONNÉ LA SEMAINE dernière aux ouvriers de Framatome de charger en uranium le réacteur de Gravelines, dont on sait que divers éléments sont fissurés. Décision historique. On ne pourra plus désormais mélanger science et technique.

Le syndicat CFDT s'est opposé aussitôt au chargement de manière, hélas, symbolique et a dû suspendre son mouvement le lendemain, 26 octobre. Car les autres syndicats dont la CGT ne se sont pas associés à la grève. La CGT a dit : « Nous ne nous sentons pas concernés ». Encore un mot historique !

Et cependant, les éléments sont les mêmes qu'avant : les cuves sont toujours fissurées et les réparations toujours aussi aléatoires. C'est donc bien un pari qu'EDF et la CGT engagent sur le dos du public et du personnel des centrales.

Mercredi, Mme Rozès, présidente du tribunal civil de Paris devait statuer sur

le référé intenté par les Amis de la Terre et les riverains de Gravelines et exigeant l'arrêt du chargement tant que les fissures existeront. Un tribunal de justice rendant la justice ? N'ayons aucune illusion ! La raison d'Etat sera la plus forte.

En attendant le « Three Mile Island français », qui pourrait survenir aussi bien à Gravelines qu'à Bugey ou Tricastin, la commission d'enquête américaine diligentée à la suite du fameux accident vient de conclure que « l'énergie nucléaire était dangereuse ». Bravo ! Et de recommander au gouvernement de revoir la réglementation. La moitié des enquêteurs serait même favorable à un moratoire dans la construction des centrales. Le constructeur de Three Mile Island a été condamné à 150 000 dollars d'amende, reconnu coupable de 17 infractions, notamment le fait d'avoir caché l'accident pendant deux jours. Les Américains sont de grands enfants : il n'y a que chez eux qu'un est négligent déficent et petit cachottier...



Petites nouvelles des sociétés

Attention: le crypto socialisme rôde

NOS LEGISLATEURS ET NOS JUGES SONT devenus fous, ou gauchistes, ce qui est pareil. Ne voilà-t-il pas qu'ils se trompent complètement de cible et qu'ils s'acharnent maintenant sur les patrons !

Nous vivions, insouciant que nous sommes, dans l'ignorance de cette tragédie nationale. Heureusement les avocats de la Confédération Syndicale, lors de leurs « entretiens de Nanterre », ont dévoilé brutalement la vérité. Le professeur Brière de l'Isle (Paris V) a courageusement lancé le débat : « L'extension indéniable, tant par l'effet de la législation que par celui de la jurisprudence, de la responsabilité pénale du chef d'entreprise pose des questions de principe et, au-delà de l'aspect économique, remet en cause jusqu'aux bases de notre société. On

peut, en effet, sérieusement se demander si, au lieu de la société néo-libérale qui serait la nôtre désormais aux dires de certains, nous n'aurions pas déjà une société crypto-socialiste ».

Le chef d'entreprise est une bête traquée. De tous côtés, des pièges lui sont tendus, sous forme de lois, de règlements, etc. Et forcément, malgré sa vigilance, il lui arrive de tomber dans ces pièges, en toute bonne foi. « Toute activité n'est-elle pas aujourd'hui enfermée dans un carcan administra-

tif, pour ne pas dire bureaucratique, d'autant plus étroit et contraignant qu'il est impossible de connaître toute la réglementation tant elle est abondante, obscure et dispersée » (c'est toujours le professeur Brière de l'Isle qui parle).

Un ouvrier se blesse ou se tue sur un chantier, que se passe-t-il ? On traîne le patron en justice. Et il y a pire encore. Maintenant il existe tout un fatras de lois pour protéger les consommateurs ; fatalement, un jour ou l'autre, sans le savoir, on en enfreint une. Et c'est le procès ! Même le code de l'urbanisme est désormais assorti de sanctions pénales. Ce n'est plus possible !

En apprenant tout cela, un de nos dignes confrères au Nouveau Journal (organe quasi-officiel du patronat giscardien) a failli s'étrangler de rage. « S'agit-il de la faute commise par un préposé dans le cadre d'une infraction par commission, on poursuivra le chef d'entreprise sans même toujours incriminer l'employé sous prétexte que c'est la négligence ou l'esprit de gain de l'employeur qui a provoqué la commission de l'infraction. Et lorsqu'on est en présence d'une faute par omission, c'est encore plus simple : (...) à défaut de précision, le chef est condamné parce qu'il est le chef ». Le mot est lâché. Le chef, voilà l'ennemi ! sus aux chefs !

Alors, poursuit l'infatigable défenseur du libéralisme pur et dur, à force de vouloir trop en faire, on arrive au résultat contraire : « Lorsque tout le monde à la limite est poursuivi et pour n'importe quoi, la répression n'a plus aucun sens et les gens en viennent à ne plus attacher d'importance à la poursuite et à la condamnation qui peut s'en suivre ». Là, tout de même, on pousse un soupir de soulagement. Un patron n'est pas traité comme un vulgaire voleur ou un autonome. Il peut se permettre de ne pas « attacher d'importance » à ses condamnations. C'est donc, Dieu merci, qu'elles ne sont pas trop importantes...

A propos de Dieu, une bonne nouvelle : Il est revenu ! Et mieux, c'est lui qui va s'occuper de diriger les usines. Pas directe-

ment bien sûr, Dieu ne va pas se salir les mains, mais par grands-prêtres interposés. Vous ne me croyez pas ? Demandez à Maurice Bidermann. C'est quelqu'un de confiance, qui a les pieds sur terre. Chaque fois qu'une entreprise bat de l'aile, il la rachète et la redresse. Henri Thiéry, Balsan, Big Chief, Mas, Ugeco, Daniel Hechter, Saint-Laurent, tout ça, c'est à lui maintenant. Eh bien, il peut le dire : Dieu existe, il l'a rencontré. Voici comment.

La société Sapitex de Rennes, qui produit des imperméables, fait faillite. Maurice Bidermann veut la racheter. Malheureusement, un concurrent sérieux a déjà posé ses jalons : c'est la « Enlightenment holding » (holding de l'Illumination), filiale de la « Méditation transcendantale », secte religieuse patronnée par le maharischi Mahesh Yogi... En 1978, lorsqu'il a voulu acheter les restes de l'empire Boussac, Bidermann s'est heurté aux redoutables frères Willot, les nouveaux Dalton. Maintenant il doit affronter les nouveaux curés ! Les voies de Dieu sont impénétrables.

Enfin, il y a un patron heureux, c'est Maurice Lagardère, P.D.G. de Matra et vice-président délégué d'Europe 1. Non seulement tout lui réussit en ce moment (rachat de Jaeger et Solex), mais jeudi dernier, René Monory soi-même, ministre de l'Economie, lui a remis le diplôme de « manager de l'année ». Quand on est le président d'une des premières sociétés mondiales de fabrication d'armes pour l'aéronautique, on mérite bien un peu de considération.

Mais les plus heureux, ce sont les patrons américains, et ceux de Chrysler en particulier. Leur entreprise traverse une passe difficile ; compréhensif, le syndicat UAW a accepté de mettre une sourdine à ses revendications salariales, et, merveille des merveilles, il a même proposé de prélever une part substantielle de son fond de retraite pour la prêter à l'entreprise. C'est une belle histoire, non ? En tout cas, ce n'est pas en France que l'on verrait ça !

Le nouvel économiste

LE MONDE A L'ENDROIT

LE DROIT A LA JOUISSANCE REMBOURSÉ par la Sécurité Sociale ou le droit à l'amour garanti par l'assurance libidineuse nous font encore sourire. C'est qu'ils n'existent pas, sinon dans les rêves les plus déments des gestionnaires de la vie.

La dimension du plaisir reste hors d'atteinte parce que le plaisir ressort des climats individuels, des humeurs internes, soumis seulement aux ultimes flux d'énergie vitale que la sécheresse sociale n'a pas taris.

Danser sa vie reste le seul moyen de faire entrer le gratuit dans la sphère des activités marchandes. Danser ou swinger, ou s'éclater, ou traquer l'absurde par l'humour, qu'importe la formulation, c'est différer la sclérose de l'élasticité originelle, la métamorphose du muscle souple en os rigide, bref la vieillesse qui atteint d'abord les premières lignes de l'âme.

«Professeurs, vous nous faites vieillir», disait la Sorbonne en Mai 68. Insulte suprême.

Constat : la révolution mondiale se fait attendre. Raison : le détournement des aspirations à l'insurrection dans le cul-de-sac du marxisme bureaucraté. Vous vous souvenez du Vietnam ! US, go home ! On sait aujourd'hui qu'un fascisme, qu'un impérialisme en ont remplacé un autre. L'histoire a ceci de bon qu'elle passe la surmultipliée. Plus nécessaire d'attendre trente ans pour découvrir les goulags staliniens.

L'écrasement des conseils ouvriers de Cronstadt préfigurait le génocide du peuple khmer par les bureaucraties successives de Pol Pot et de Saïgon.

Ces constatations - évidemment utilisées par l'autre version du fascisme, la version libérale avariée de la marchandise - ne sont pas anti-communistes. Elles sont pro-communistes, dans la mesure où respecter la révolution, c'est en dénoncer les fossoyeurs. Les juges de Prague et de Pékin, en muselant la dissidence, désignent clairement au monde la trace de la voie royale enfouie sous la jungle des aveuglements quotidiens. La fin (heureuse) des sociétés sans classe passera par la dissolution des Etats et de leur attirail : raison d'Etat, tribunaux d'Etat, climat de guerre mondiale, nécessité d'une caste militaire (quasiment religieusement gardée par l'arme nucléaire).

Qui a intérêt à ce que les peuples restent sur le qui-vive angoissant au lieu de fraterniser, de partager les ressources de la terre et celle de la science ? Qui sinon les dirigeants des Etats dont l'assurance-vie est le climat de guerre froide ?

La société, puisqu'on ne peut y échapper, ni par la drogue, ni par la fuite, devrait être organisée en conseils de producteurs (ouvriers ou paysans ou techniques) sous la seule loi de l'échange gratuit, du don. Ceux qui aiment donnent sans contrepartie et c'est pourquoi ils reçoivent tout. Les privilégiés ont toujours anéanti cette utopie :

1) par les armes quand elle se matérialisait : «l'autogestion généralisée est l'organisation sociale du pouvoir reconnu à chacun sur sa vie quotidienne et exercé directement soit par les individus eux-mêmes, soit par les assemblées d'autogestion. Elle est apparue dans l'histoire du mouvement ouvrier chaque fois que la base a voulu imposer et réaliser ses propres décisions sans abandon-

ner son pouvoir à des chefs et sans se laisser guider par aucune idéologie. Elle a été écrasée par l'effet conjugué de sa faiblesse constitutive, de ses irrésolutions et confusions, de son isolement et des dirigeants qu'elle a commis l'erreur de se donner ou de tolérer et qui l'ont menée à sa perte en prétendant l'ordonner ou la fortifier. Les exemples les plus riches d'enseignements sont les conseils ouvriers de Russie en 1905 (écrasés par le tsarisme), 1917 (récupérés et détruits par les bolcheviks), 1921 (écrasés à Cronstadt par Lénine et Trotsky), en Allemagne en 1918 (écrasés par les socialistes), en Italie en 1920 (détruits par les socialistes et les syndicats), en Espagne en 1934 (révolution asturienne écrasée par le gouvernement républicain), en 1936-37 (récupérés par le syndicat anarchiste et écrasés par les staliniens), en Hongrie en 1956 (écrasés par l'Etat dit soviétique). (1)

2) par l'idéologie aujourd'hui en menant deux actions parallèles : d'abord insinuer (nouvelle droite) que l'homme étant inégalement pourvu de dents et d'appétit sera toujours un loup pour l'homme. Place aux plus gros estomacs, à la malédiction originelle du chacun pour soi et vive les plus malins ! Cette idée communément enfoncée dès la maternelle justifie la préparation des guerres sociales (un gros ennemi nous menace) et la nécessité des luttes de classes (un petit envieux nous reluque). Ensuite en répandant partout sur la planète une religion censée unir les hommes et en fait destinée à les aliéner un peu plus : celle de la marchandise. Attaché au travail et lessivé par les cadences, soumis au rendement, aveuglé par l'échelle des revenus et la pacotille qui s'y rattache, achevé par le pouvoir d'achat (sorte d'impotence existentielle), l'homme ne sait plus pourquoi il vit. Les mirages de la survie nécessaire l'égarent. Il en tombe malade. Malade dans sa tête en voulant faire une carrière. Malade dans son corps en se heurtant au stress de la hiérarchie, aux bacilles du pouvoir (plus on en a, plus on en manque). Reich a montré que le cancer était en réalité un suicide, une peine-à-jour de la vie si douloureuse, un self-mépris qui débouche sur l'auto-mutilation mortelle. C'est la fin que s'offre le scorpion cerné par les flammes. Les névroses, psychoses, tournées en maladies somatiques, ont toutes des origines sociales. La «pollution» n'est pas celle qui empeste le plus.

La religion de la marchandise explique en partie les génocides actuels. On sait que l'«ordre de la faim» ne fait pas de cadeaux. L'enfant cambogien meurt deux fois : il est assassiné par l'«échange inégal» des deux hémisphères, par nous, Occidentaux paraplégiques, assistés de nos prothèses métalliques et hydro-carburées. Il est ensuite achevé par l'impérialisme vietnamien renforcé par sa victoire sur le colosse américain. Enfant d'Auschwitz et d'Hiroshima, l'Occident, dans les années 60, a décidé de balayer devant sa porte, tout au moins la partie consciente de sa jeunesse. Grande lessive radicale. Les seuls à présenter une analyse cohérente, à la fois politique et culturelle, furent les situationnistes. Les murs de Mai 68 leur servirent de vitrine. Rappelons quelques articles de première nécessité :

- consommez plus, vous vivrez moins !
- à bas le sommaire, vive l'éphémère !
- sous les pavés, la plage !



Photo Didier Maillac

- ne travaillez jamais !
- vivre sans temps morts, jouir sans entraves

Les situationnistes, gêneurs universels, furent évidemment boycottés par l'ensemble des courants de pensée. Notamment par la gauche stalinienne ou socialiste qui utilise le sacrifice militant et la culpabilité humaniste pour sa volonté personnelle de puissance. Hommes de spectacle, les chefs de la gauche ne crachent pas dans la soupe de la société du spectacle. Camelots du monde marchand, ils respectent amoureusement la marchandise au service de laquelle ils ont généralement reconverti leur «réalisme» (publicité, presse, édition), sous prétexte qu'il «faut bien vivre». Sous-entendu : vivre mal, mais survivre.

Cependant les situationnistes, en bons héritiers du surréalisme papal de Breton, n'ont pas évité le piège des ukases et des liquidations. Raoul Vaneigem (2), le «vampire du Borinage» s'est trouvé exclu et ne s'en porte pas plus mal. Il fait paraître aujourd'hui «le livre des plaisirs» (3). La jouissance est subversive, explique-t-il en substance, dans ce monde marchand où la vie se transforme en travail. A l'échange, Vaneigem oppose la gratuité. On remettra

sur pied le monde à l'envers quand on réconciliera la tête et le corps, l'intellect et la sensualité aujourd'hui séparés. Il y a du Reich dans le Vaneigem nouveau, du Reich et du Fourier, mais aussi de l'Artaud.

Nous sommes apparemment très loin du prix du baril de fuel et des fissures nucléaires. Très loin et au beau milieu, dans cette crise du travail humain où nous cherchons la signification de l'existence. Vaneigem a probablement raison sur toute la ligne et pose les questions essentielles. Mais qui l'entendra ? Les bruits de bottes actuels et les cliquetis de la ferraille belliqueuse, les «parasites» de la crise économique, couvrent les dernières voix sensées.

A quoi bon avoir raison, garder raison, quand on est seul dans un monde aliéné ?

Arthur

(1) extrait de «De la grève sauvage à l'autogestion généralisée» (Ratgeb, alias Vaneigem, 10-18).

(2) auteur du «Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations» (Gallimard).

(3) Editions Encre.



Photo Christian Weiss/Adja

ESSAI D'INTERPRETATION DES CAUSES DES GUERRES

par Yves Le Hénaff

Le refus de la guerre n'est pas seulement affaire de morale. Notre ami Yves Le Hénaff analyse les ressorts écono-psychologiques de notre vieille ennemie...

Dans son *Traité de Polémologie* (1), G. Bouthoul définit la guerre comme : « une lutte armée et sanglante entre groupes organisés ». Il décrit les multiples causes partielles (économiques, démographiques, religieuses, ludiques...) d'où découlent des explications partielles et souvent contradictoires sur l'origine des guerres passées. Il me semble possible de donner un schéma global cohérent sur l'origine des guerres en partant des cinq besoins fondamentaux de l'homme, ainsi définis :

- Les besoins individuels : nourriture (y compris habits et habitations), sexuels (au sens de la psychanalyse, c'est-à-dire sexe plus amour).
- Les besoins sociaux : justice sociale et liberté politique.
- Le besoin métaphysique : le jeu, au sens large (loisirs, sports, aventure, jeux de hasard, religions, arts, sciences...), apparaissant comme une réponse à l'angoisse existentielle.

Ces besoins sont appelés ici fondamentaux pour plusieurs raisons. Notamment parce que la seule privation réelle ou imaginée de ces besoins permet la manipulation psychologique des individus. Dans les époques de pénurie, la nourriture est une faveur. A partir de l'augmentation de la productivité en Europe au XIXème siècle, il devenait difficile de frustrer des gens de la nourriture, ce fut une des plus importantes périodes de frustration sexuelle. Aujourd'hui, avec la libération des femmes, la frustration sexuelle décline. Dans les pays

communistes l'accent est mis sur la justice sociale, la liberté est considérée comme une notion « bourgeoise » absurde. Dans les pays capitalistes, l'accent est mis sur la liberté individuelle, et l'inégalité naturelle, des hommes sert d'alibi aux inégalités sociales. En fait, ces deux besoins sont indissociables et restent insatisfaits l'un sans l'autre. Enfin l'activité ludique professionnalisée échappe au grand public.

On peut alors définir la guerre comme : la recherche collective armée et violente de la satisfaction réelle ou imaginaire des besoins fondamentaux des individus. En effet, les guerres défensives et offensives font apparaître essentiellement cinq motivations répondant ou tentant de répondre aux besoins fondamentaux énoncés ci-dessus.

Quelles guerres ?

Les guerres défensives : le besoin de justice sociale engendre les révoltes des opprimés d'autant plus violentes que ce besoin est plus durement ressenti. Le besoin de conserver une liberté réelle ou imaginée anime la guerre contre l'envahisseur.

Les guerres offensives : Le besoin de nourriture et, par extension, du superflu, ont animé les premières guerres du type vol ou conquête des biens d'autrui : nourriture, esclaves, terres (le Lebensraum d'Hitler),

etc. ; de même les guerres dites de « conquêtes de marchés » du type colonial soit pour se procurer des produits (par vol ou achat), soit pour s'assurer des débouchés de vente.

Le besoin sexuel frustré conduit à chercher des moyens de satisfaction plus ou moins artificiels. L'aspect physique du besoin sexuel s'exprime dans la capture des femmes (considérées également comme force de travail esclave) observée dans les guerres ou pirateries du passé ou les viols par les envahisseurs. L'aspect psychique du besoin sexuel : le besoin d'être aimé, « reconnu », admiré, se retrouve dans les motivations « nobles » de la guerre qu'exaltent ses divers apologistes selon leur tempérament : physique : sport, virilité, aventure ; intellectuel : tactique, stratégie ; esthétique : la beauté d'une charge de cavalerie, d'un bombardement de nuit ou d'une explosion nucléaire est indéniable pour un Néron ; mystique : la guerre exalte les vertus. Pour les survivants, c'est exact mais ni plus ni moins que les autres calamités ou tout simplement... le travail. Elle exacerbe également les vices, motivations assez puissantes des guerriers que la propagande militariste n'a même plus besoin d'invoquer aujourd'hui. Quant à l'aspect « sélection naturelle » des individus par les guerres, elle se ferait plutôt à rebours puisque les meilleurs sont en majorité contraints au sacrifice (2).

Le jeu, qu'il soit physique ou intellectuel, outre son rôle dérivatif de l'impulsion sexuelle, permet d'éluder pacifiquement la

réponse à l'angoisse métaphysique de l'homme : Qui suis-je ? D'où vient, où va l'humanité ? C'est le mythe de Sisyphe, l'homme occupé n'a pas le « loisir » d'être angoissé. Privé de cet exutoire naturel, le jeu, l'angoisse métaphysique se transforme en agressivité. La guerre est l'illusion tragique d'un jeu suprême avec la mort dans ses « théâtres » d'opérations dérisoires. A la manière de l'homme qui se jette à l'eau de peur d'être mouillé par la pluie.

Pour F. Fornari, dans *Psychanalyse de la guerre* (3), le doute métaphysique exacerbé est également source d'intolérance, qu'elle soit religieuse : dans les guerres « saintes » l'individu qui doute de sa foi tente de se convaincre lui-même en massacrant les infidèles, ou bien raciale : l'individu qui doute de sa propre valeur se prouve sa supériorité en décrétant l'infériorité de l'autre.

Les remèdes

Si les hypothèses précédentes sont exactes, les causes des guerres relèveraient de processus sinon simples du moins accessibles à l'analyse et pour lesquels, au XXème siècle, à l'ère des armes de destruction massive, il devrait être possible et urgent d'apporter des remèdes.

- Les besoins de base, voire même ceux du



Photo Christian Weiss/Adja

NOUS SOMMES TOUS DES JEAN FABRE, PARCE que nous avons tous envie de vivre. Et si tu veux la paix, ne prépare pas la guerre ! Histoire de logique élémentaire.

Je voudrais fuir l'être humain, ses odeurs, son regard. Je voudrais me terrer, m'enterrer, envie de creuser un trou et d'y méditer sur le sens du carnaval universel. Je vois des cadavres de gosses qui me secouent de révolte. Pas normal ! Chut ! Serre les dents... Pas moyen d'articuler... Les mots ? Etouffés dans ma gorge, avortés. Si je parle, ce sera toujours falsifié. Je vois partout dans le monde des regards de types qui visiblement regrettent d'y avoir été jetés. Des faibles ! Allons donc ! Faible de parler, le ventre plein... La faim ! Pas la spirituelle ou la sexuelle, mais celle de l'estomac, en direct avec la folie, l'abîme. Les voilà les affamés, en direct sur la deuxième chaîne de TV, ça arrive de l'intérieur brûlé du pays, parlent seuls, au soleil, à la vague, aux étoiles... Que sais-je ? Des paysages à s'agenouiller devant... Et la faim...

Regarde ce que l'on prépare derrière la façade banale d'une caserne. L'art de la mort y est codifié avec un sérieux et une précision impeccables. Il repose sur

une arbitraire et artificielle chinoiserie d'attitudes, de gestes. Ici, on figole des actes monstrueux contre un ennemi interchangeable. Imagine-toi, bidasse parmi les bidasses, encore à moitié civil mais plus tout-à-fait sûr de l'être. La valoché à la main, les cheveux mi-longs, conduit au troupeau par un sous-off. Ici, tout est en place pour briser ta révolte sous le cérémonial, le respect, avec tout un jeu de corvées, de punitions, qui te fait courir, saluer, ramener comme un chien un caillou qu'on a jeté au loin. Et si les brimades déclenchent en toi une colère blanche, proche du meurtre, on met le paquet : le tribunal militaire, la forteresse... Tu n'étais pas un esclave avant l'incorporation, « ils » te disaient citoyen français... Marche ou crève... Tu es né pour crever, le soldat inconnu, c'est toi.

Regarde l'insoumis emprisonné, son refus viscéral, global, d'envelopper sa viande dans un drapeau.

Mandrin

SIL'ON VEUT TROUVER UNE explication à mon arrestation, je crois qu'elle réside dans le fait que j'ai pris au sérieux les déclarations des principaux chefs d'Etat et personnalités internationales. J'ai pris au sérieux la première déclaration de Sandro Pertini lorsqu'il a été élu Président de la République italienne : «Videz les arsenaux, remplissez les greniers». J'ai pris au sérieux les déclarations de M. Giscard d'Estaing à la tribune des Nations Unies lors de la session extraordinaire sur le désarmement. J'ai pris au sérieux les déclarations que le Secrétaire Général de l'ONU, Kurt Waldheim, a faites au début de cette année, l'année internationale de l'enfant, affirmant que cinquante millions de personnes, dont dix-sept millions d'enfants, mourront

cette année de faim ou de malnutrition, tandis que quatre cents mille millions de dollars sont dépensés chaque année pour les armements.

J'ai pris au sérieux les sentences du tribunal de Nuremberg qui déclarait la responsabilité de ceux qui devant faire un choix moral précis, ont coopéré à la préparation de crimes contre la paix et l'humanité. Je crois que face à des massacres plus graves que ceux d'Hitler ou de Staline, conséquence directe d'un fou développement des armements, contraire aux intérêts de cette moitié du monde qui est en train de mourir de faim, nous nous trouvons devant le choix moral de ne pas collaborer à cet ordre injuste.

En ce qui me concerne, j'ai fait ce choix. Il faut obliger ceux qui nous gouvernent à faire de même et à traduire dans des initiatives concrètes ces déclarations de bonne volonté qui, pour la plupart du temps, servent seulement à leur donner bonne conscience.

Le désarmement unilatéral, l'aide immédiate aux populations en détresse, doivent être nos buts. Mais il faut en même temps combattre le dessein qui consiste à transformer l'Europe en un grand espace policier.

La paix, la justice et la démocratie dans le monde dépendent de ce que nous saurons conquérir en Europe.

JEAN FABRE.

Jean Fabre doit vivre libre...

JEAN FABRE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL du Partito Radicale Italien a été arrêté le 19 octobre par la police française en tant qu'objecteur de conscience. Depuis des années, au sein du Partito Radicale et des principaux mouvements pacifistes et anti-militaristes internationaux, Jean Fabre se bat, avec des méthodes non-violentes, en faveur du désarmement, contre toute forme de militarisme, contre l'extermination par la faim dans le monde. Comme Secrétaire Général du Partito Radicale, il a contribué à l'affirmation des luttes pour les droits civils en Italie.

Dans un monde où déferlent la violence, souvent même au niveau de l'Etat, et la course aux armements, l'emprisonnement de Jean Fabre est un défi à tous ceux qui luttent pour la paix, la liberté et la justice.

Nous demandons que Jean Fabre soit immédiatement mis en liberté, avant d'être jugé, afin qu'il puisse poursuivre son action de militant non-violent et exercer normalement le mandat de Secrétaire Général qui lui a été confié par le Partito Radicale. Nous souhaitons aussi que le procès de Jean Fabre soit l'occasion d'une révision de la loi sur l'objection de conscience, et, qu'en attendant, tous les détenus pour motifs de conscience soient libérés.

Les premières adhésions sont

Roger Garaudy
Bernard Henry Lévy
Philippe Sollers
Pierre Thibaud
Michel Crépeau
Roger Gérard Schwartzberg
François Loncle
Jean-Claude Colliard
Gisèle Halimi
Paris de la Bollardière
Jean-Jacques De Felice
Henry Leclerc
Jacques et Claudie Broyelle
la rédaction de la «Gueule Ouverte»
Les Amis de la Terre - Paris
Gilberte Desboisvieux
François Gèze
Paul Blanquart
Francis Jacob
Huguette Bouchardeau
Solange Fernex
Ester Peter Davis
Femmes pour la Paix
Martine Coisne
la rédaction de «Acte»
Régine Dhognois
Alain Pierre
Marie Ange Leprince
Catherine Maisse
Cabu

lendemain, pourraient être satisfaits simplement (Adret, Travailler deux heures par jour, Seuil, 1977) avec une meilleure répartition des ressources et un contrôle démographique tout-à-fait réalisables dans l'état actuel des sciences et des techniques. La lutte pour le surplus ou la thésaurisation des biens a pour origine lointaine un désir de sécurité. Or celle-ci est illusoire - tant au niveau des individus que des nations - sans un minimum de solidarité, une sorte d'assurance mutuelle. La conquête ou le désir de conquête des biens d'autrui, contraire à toute idée de solidarité, détruit les fondements mêmes de la sécurité. La course aux armements qu'elle implique non seulement menace la vie des uns et des autres mais, tel un gigantesque potlatch, gaspille en vain les ressources nécessaires à cette même sécurité.

- Les entraves religieuses ou socio-économiques à l'épanouissement sexuel sont en voie de disparition dans nos sociétés mono-

gamiques et permissives, et la frustration sexuelle se réduit à un problème individuel relevant de la psychanalyse. Enfin, il faut espérer qu'une éducation sensée pourra éviter que le besoin d'être aimé ou « reconnu » ne tourne à l'obsession. Le rejet des femmes de la vie sociale, l'éducation exclusive des jeunes enfants par leurs soins ne leur fait-elle pas transférer sur eux ce besoin pathologique d'être « reconnu » ?

En fait, à l'ère de l'électronique, les danses guerrières rituelles autant qu'anachroniques type « défilé du 14 juillet » ont un pouvoir érotique très limité ou, comme le disait A. Einstein : « L'homme qui se réjouit de marcher au pas aux accents de la musique... a reçu son vaste cerveau par erreur, la moelle épinière y suffirait amplement ». (Ph. Franck, Einstein : sa vie et son temps). Quoiqu'il en soit, le sport, la littérature, la science, l'art et éventuellement la religion,

offrent beaucoup plus de débouchés que le métier des armes aux tempéraments avides de gloire terrestre ou céleste.

Les besoins de justice sociale et de liberté sont intimement liés. Pour A. de Tocqueville (De la démocratie en Amérique, Eloge du fédéralisme, coll. 10-18), la justice sociale ne peut pas exister dans les grands Etats où les richesses sont suffisantes pour tenter la convoitise des groupes puissants avides de privilèges, et la liberté ne peut pas exister dans les petits pays qui sont tôt ou tard conquis par de plus puissants voisins. La solution préconisée est la libre fédération de petits Etats indépendants. Aucun d'eux ne présente suffisamment de richesses pour qu'un groupe despotique puisse y régner indéfiniment et aucun d'eux n'est suffisamment fort pour menacer la sécurité de ses voisins fédérés ; c'est la philosophie qui a prévalu à l'organisation des cantons suisses.

Ainsi, plus efficace que les vaines discussions de désarmement, le démembrement des grands Etats, par la libre détermination des provinces qui revendiquent justement leur autonomie, leur ôterait les moyens de mener des guerres mondiales.

Reste l'angoisse métaphysique, tout le monde n'a pas le loisir de « jouer ». Capitalisée par des appareils d'Etat désarmés ou affolés, sinon complices ou sans scrupules, l'agressivité individuelle peut se transformer aujourd'hui en catastrophe mondiale. Dans le répit qui nous est accordé, souhaitons une prise de conscience rapide des populations pour faire pression sur leurs gouvernements - le français en particulier - afin d'obtenir des Etats de l'ONU, outre le droit à l'autodétermination citée des provinces, la condamnation au titre de crime de guerre : des transferts d'armes entre nations : ventes, achats ou « dons »,



Photo Christian Weiss/Adja

comme tous les insoumis

EN JUILLET 78 JEAN-LUC Fraizy demandait son statut d'objecteur de conscience en envoyant une lettre-type, la lettre « OP 20 » que la Commission Juridictionnelle du Ministère de la Défense avait déjà acceptée plus de 500 fois depuis 1973. Mais un brusque revirement s'est produit en novembre 78 et cette commission a refusé le statut à plus de 300 personnes qui avaient fait cette demande « OP 20 ». Pourquoi cet arbitraire ?

Le refus de cette demande fut notifiée à Jean-Luc en janvier 1979. Il engagea une procédure de recours et commença un service civil en tant que permanent d'une équipe d'animation sur une cité de transit, dans la banlieue lyonnaise à Vaulx-en-Velin (Foyer Notre-Dame des Sans Abris). Fin juillet 1979, il fut averti de l'échec de sa procédure de recours. Il reçut un ordre de route pour Chambéry et le 13ème bataillon de chasseurs alpins le 25 septembre.

Le 3 octobre, il se rend à son lieu d'incorporation. Il réaffirme aux autorités militaires ses principes de non-violence et de pacifisme et refuse de porter l'uniforme. Il est mis aux arrêts de rigueur (60 jours) à Annecy. Il est transféré à la prison de Saint Paul (Lyon) pour être inculpé devant le TPFA de Lyon d'un refus d'obéissance pou-

vant aboutir à une peine maximale de deux ans de prison civile.

Nous rappelons que lors de sa réunion du 13 juillet, le conseil d'Etat a cassé la décision que la Commission Juridictionnelle concernant Jean-Marc Dollet, qui s'était vu refusé, par deux fois, le statut d'objecteur pour les mêmes raisons que Jean-Luc (lettre OP 20). Cette victoire juridique est un argument supplémentaire pour exiger sa libération immédiate. Mais il reste aujourd'hui emprisonné par l'armée qui veut prochainement le juger. Sa famille et ses amis vous remercient d'avance pour l'éventuel soutien que vous pourrez lui donner en écrivant au : TPFA, 1 rue Mouton Duvernet, 69003 Lyon.

Pour le comité de soutien à Jean-Luc Fraizy : Christophe Conway, 9 rue transversale, 69009 Lyon. (78) 72 75 51.

LA GUERRE TUE

CINQ CENTS MILITANTS ONT occupé pacifiquement le relais de télévision TDF à Lyon, la semaine dernière, au sommet de la colline de Fourvières, sous l'œil bienveillant de la Notre-Dame. Une dizaine d'entre eux ont réussi à s'enfermer dans le relais et ont distrait les Lyonnais en faisant partir des fusées de feux d'artifice. Il s'agissait de réclamer la libération de Christian Grimaud, un insoumis en grève de la faim depuis 44 jours. Insoumis à quoi ? Au service militaire et au commerce des armes. Bien, chef ! Nous aviserons !

INSOUMIS EMPRISONNÉS

Philippe Levigoureux - 682 357 32/321 - 1 Avenue Division Leclerc, 94 261 Fresnes.
Gérard Derbesse - 680 774 3/283 - Fresnes
Gilles Stéphane Poignonec - 683 464 3/4 Fresnes
Gérard Letessier - 3ème division - Fresnes
Guy Chatainier - Maison d'Arrêt, BP 1071, MAT 3025, 57 038 Metz Cedex
Philippe Giroud et Alain Port - Metz (déserteurs)
Gérard Derbesse - Division 2, cell. 52, MAT 20704, 1 rue de la Motte, 76 038 Rouen Cedex
Philippe Lhermitte - Arrêt de rigueur, 4ème régiment d'Infanterie (en grève de la faim)
Bernard Bolz, Lyon, Prison St Paul
Christian Grimaud - Lyon, Prison St Paul (en grève de la faim)
Andrieu : Desgrenettes Lyon.



Photo André Dezisse/Adja

AUJOURD'HUI, EN FRANCE, plusieurs milliers de personnes sont déférées chaque année devant les Tribunaux Permanents des Forces Armées (TPFA).

L'existence des tribunaux militaires, en temps de paix, violent les principes fondamentaux des Droits de l'Homme énoncés dans les préambules de la Constitution française, les dispositions de la Convention Européenne des Sauvegardes des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, les garanties accordées par la loi.

L'existence des TPFA crée un régime d'exception en réduisant la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire bien que la Constitution française précise que seule l'autorité judiciaire doit assurer le respect des libertés fondamentales accordées au citoyen.

Aujourd'hui, en France, les tribunaux militaires sont étroitement liés à l'autorité militaire et ne présentent aucune garantie quant à l'indépendance des juges, à la conduite de l'instruction et, au respect des droits de la défense, comme l'a déjà révélé l'affaire Dreyfus.

Considérant que toute infraction aux lois, quelle que soit sa nature, ne peut faire en aucun cas l'objet d'un jugement prononcé par un tribunal qui est à la fois juge et parti.

Considérant que les tribunaux militaires ont été abolis dans de nombreux pays et notamment en RFA sur demande, entre autre, du gouvernement français :

Nous, signataires, exigeons l'abolition des Tribunaux Permanents des Forces Armées en temps de paix.

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

SIGNATURE

des alliances militaires, des « aides » militaires ouvertes ou camouflées qui ne seraient pas approuvées par l'assemblée de l'ONU ainsi que le franchissement de leurs frontières aux armes et aux soldats de tous pays.

Ni ange, ni démon

Ce schéma simplifié des causes des guerres et de leurs remèdes demanderait à être approfondi. Le désir individuel de procréation, source de sécurité individuelle mais aussi de problèmes démographiques n'a pas été mentionné : il semble modifiable par l'environnement social. En outre, la motivation profonde, sinon la cause avouée, des conflits est multiple et tente de répondre aux différents « besoins » des participants. C'est la raison pour laquelle, aussi horribles

soient-elles, les guerres voient souvent cohabiter l'ignominie, l'inconscience et l'altruisme, chacun la justifiant à sa manière. Pourvoir aux besoins réels, comprendre et démasquer les pseudo-besoins de substitution est la tâche difficile des pacifistes.

Notre recours à l'ONU, ce « machin » d'après C. de Gaulle, fera sans doute sourire les sceptiques de même que le recours à l'institution parlementaire est souvent décevant à l'intérieur d'un grand pays. Mais, d'une part, il s'agit beaucoup plus d'obtenir une prise de conscience et la pression de l'opinion publique mondiale dont on aurait tort de sous-estimer l'importance (voir le problème de la Rhodésie, du Viet-Nam et même des dissidents russes). D'autre part, il n'y a pas d'autre alternative démocratique : « La démocratie est la plus mauvaise forme de gouvernement, les autres exceptées » disait déjà W. Churchill.

Il n'y a guère d'aide à attendre des autres idéologies qui se partagent la Terre. Pour les « chrétiens », l'homme, ce pêcheur éternellement tenté par le démon, doit gagner le paradis à travers la souffrance, ce qui leur permet d'absoudre sereinement 2000 ans de violence et d'exploitation capitaliste de l'homme par l'homme. Au contraire, l'homme est naturellement bon dans la société dont les communistes détiennent seuls le secret et les opposants, même nombreux, sont très logiquement dirigés vers les camps de « rééducation » ou l'hôpital psychiatrique.

Les anarchistes et bien d'autres savent l'homme ni ange ni démon ; sachant aussi que le pouvoir corrompt, que le pouvoir absolu corrompt absolument, ils préfèrent ne pas lui laisser le pouvoir ou les moyens de nuire et en particulier les armes de destruction massive. ●

Tiré de la brochure « Les armes de destruction massive et la politique de défense française » disponible à l'APRI, 15F, 12 rue des Noyers, Crisenoy, 77390 Verneuil l'Etang.

(1) Payot, 1970.

(2) Outre le fait que les malades, les simples d'esprit et les bancroches ne sont pas enrôlés, il est bon de rappeler que les guerres napoléoniennes firent baisser de 8 cm la taille moyenne des Français (G. Zwang, La fonction érotique, II, p. 150). N. Buonaparte, il est vrai, était lui-même petit.

(3) Ed. Feltrinelli, Milano, traduit en français dans la Revue Française de Psychanalyse. Voir aussi du même auteur Psychanalyse de la situation (guerre) atomique. Gallimard, 1969.



Photo André Dezisse/Adja



Photo André Dezisse/Adja



Photo Christian Weiss/Adja

HEXAGONAL'S ROCKERS



Photo D.R.

FRUSTRANT POUR ceux de provinces, mais il y a moyen de se rattraper ailleurs...

Je ne vois pas pourquoi il faudrait toujours coller à l'actualité au poil près. Effectivement ce film est sorti il y a un petit moment : à la rentrée. Ben moi, j'aime bien prendre mon temps pour sortir, écouter ce qui se dit avant et tranquille, pépère, m'enfoncer avec un copain dans la salle minuscule du Vidéostone, à Paris.

Paris, encore, c'est sûr, c'est pas de ma faute ! mais ce film a été tourné en vidéo. Autrement dit, personne ne le verra jamais en salle de cinéma. Seule Lyon possède une salle équipée pour. D'ailleurs « Hexagonal's Rockers » passe là-bas. Et c'est la moindre des choses, le film ayant été tourné durant l'été 78 aux arènes de Fourvières. Il n'y avait pas que des groupes français à ce festival, mais pour les besoins de la cause, les réalisateurs n'ont retenu, hormis les Cimarrons (et je n'ai pas bien compris ce qu'ils faisaient là), que nos rock-stars locales. Alors hein, tention ! moi j'aime bien, même si on dirait parfois que je donne dans l'ironie.

Un rien de chauvinisme dans la voix, je continue : ça fait plaisir de rester une heure et demi à écouter-voir un film de rock où on ne s'ennuie pas, et où les musiciens sont français ; ce qui dans le temps n'allait pas forcément de pair. « Téléphone », y'a pas qu'eux, mais j'aime bien sur scène. J'aime bien aussi dans les coulisses pourquoi ils sont venus à la rescousse de « Marie et les Garçons » qui recevaient des canettes de bière sur la poire. J'aime moins « Startshooter », mais après tout je ne suis pas toute seule dans la vie, à voir le succès qu'ils remportent. « Bijou » et « Little Bob » se fermentent en mythe tout doucement derrière leurs lunettes noires, et c'est pas mal comme ça. Quant à « Ganafoul »... aie je ne vais sûrement pas être sympa... leur façon d'expliquer le rock : « C'est une musique dure parce que la vie est dure », ça me rappelle trop les sociologues des années 65 ! Mon copain a été encore plus vache. Quand leur guitariste a expliqué que leur rock était né entre une usine chimique et des abattoirs, il m'a glissé à l'oreille : « Bref, ce sont des veaux élevés aux hormones ». Tout le monde a compris que Ganafoul ne me branchait pas trop. M'enfin, pour une fois

Les murs ont des oreilles

MOI QUI ADORAIS prendre le thé, à cinq heures, avec en fond sonore quelque sympathique chanteur anglais, me voilà fort dépourvu. Les musiques anglo-saxonnes se font rares et le marché commence à être envahi de vedettes d'ici : pas de semaine sans qu'apparaisse une nouvelle étoile qui sent fort le camembert. C'est dit : je me fache avec le premier qui me traite de nationaliste et je renonce au thé pour me consacrer désormais corps et âme au gros rouge et à l'oignon cru.

A cause du nouveau Matioszek, par exemple, **Rainy nights in Clichy** (Polydor 2473 098). Un petit Français qui a la chance de posséder la voix de Lou Reed et qui en profite, la vache ! Il raconte les mêmes histoires de solitude, de mauvaise cuite, de béton et de vague-à-l'âme. Comme ses quatre précédents disques n'ont pas marché, il joue, en plus, au poète maudit et désespéré. Il accumule donc les clichés. Pourtant son disque est une incontestable réussite. La preuve : je l'écoute au moins une fois par jour. C'est que Matioszek a le don de la chaleur communicative, même quand il baratine sur la solitude. Une musique « profonde », un son caveurneux qui gronde dans la tête, et cette voix... qui rappelle aussi Iggy Pop, tiens, il ne se refuse rien, ce mec. Le tout donne un rock fiévreux, une ambiance malsaine à souhait, une violence feutrée : tout ce qui pour moi évoque l'univers urbain, attirant et repoussant tout à la fois. Matioszek, c'est la France des parkings, des échangeurs d'autoroutes et des boulevards périphériques la nuit. Vous ne pourrez pas dire le contraire : parfois ces paysages donnent des frissons bien agréables quelque part



Photo D.R.

dans l'estomac. Surtout après quelques whiskies. Que je mélange à un autre verre de gros rouge pour le premier album de Nightrider (CBS 83886) qui risque de s'imposer très rapidement sur la scène internationale. On attend que Giscard reçoive ces petits jeunes à l'Elysée, pour tout le bien qu'ils font à la culture française. Car Nightrider, du premier coup, a fait dans la perfection, à l'égal de Rainbow ou de Kansas. Il a su trouver un « produit » original, qui mêle harmonieusement hard-rock et pop progressive avec partout, tout le temps, des inventions. Il y a un chanteur écossais, un espagnol et des parisiens : cet internationalisme est plutôt sympathique.

En un tout autre genre, mais avec autant de hargne et de classe, c'est Trust (CBS 83732). Du hard-rock, encore, avec une particularité qui retiendra sûrement votre attention : ces gens-là font dans la politique : « Police Milice Organisées/Police Milice Prêtes à tirer/Police Milice Tout est factice ». Vous voyez le genre :

encore des fanatiques des Brigades Rouges. A quand l'extradition ? Les esprits chagrins diront que le « message » nuit à la poésie et que leurs paroles ressemblent à des slogans. Qu'ils crèvent ! Il n'y a que de la sincérité chez Trust. Ce qu'ils chantent vient des tripes, parce qu'ils ont eu la vie dure et qu'ils ont beaucoup vécu. L'univers de Trust c'est le nôtre : les goulags, la dissidence, les hôpitaux psychiatriques, l'Etat policier. Ça fait plaisir de constater que l'amour du rock n'empêche pas la révolte : il y a tant de groupes qui comptent les poils des fleurs !

Bernard Blanc

P.S. Si vous n'avez rien d'autre à faire, suivez les concerts : ce soir, John Mc Laughlin et Billy Cobham au Théâtre de Verdure de Nice. Trust, le 6, au Théâtre Municipal de Chartres. Supertramp le 1^{er}, au Pavillon de Paris. Backstage le 2 à Saint Briec. Et le concert de la semaine : les Straglers le 6 au Palace à Paris.

qu'on reconnaît l'existence officielle et sociale du rock en France et du public qu'il mobilise, je suis bien contente.

Et puis il y en a d'autres. Pas dans le film. Ça ne vaut pas dire qu'ils sont moins bons. Simplement pas encore bien connus. Mais vraiment ça va venir. Ce sera impossible de passer à côté sans s'en apercevoir. Par exemple **12°5** ce nom ne vous dit rien ? Je ne pense pas qu'un film soit déjà prévu à leur programme, mais des concerts, oui : 2 novembre à Toulouse, le 3 à Cap de Nac, le 9 à Fontenay aux Roses. On sort de la salle en général en pestant parce qu'il n'y a pas encore de disque à acheter. Ça vaut vraiment la peine d'écouter ce que chante Joyce, qui nous lance à la gueule des trucs à asseoir tout le monde par terre. Sa voix rauque et ses mitaines en dentelle noire crispées autour du micro, personne ne peut les oublier. En Bretagne il y a quinze jours, **12°5** a surpassé le chouchen et le pinard qui ont d'ordinaire le monopole d'excitation des foules.

Je resterai française jusqu'au bout pour signaler qu'il existe aussi du reggae bien de chez nous, et que ça vaut également le déplacement. J'ai nommé « Digital ». Ils étaient au Bataclan en première partie d'« I-Roy » le 3 octobre ; pour tenir honorablement le coup avant un gars pareil, valait mieux assurer correctement. Ce qu'ils ont fait. Ce qui permet de recommander aux ceusses de province d'aller faire un tour à leurs concerts : les 2 et 3 novembre à Saillans, le 8 à Rochefort, les 9 et 10 à Angoulême, les 16 et 17 à Fontenay le Comte.

En résumé je dirai qu'il ne faut pas trop pleurer parce que Nina Hagen ou Dc Feelgood ne font pas de concerts toutes les semaines dans notre coin. Il y a de quoi se rattraper pour l'instant, suffit juste de ne pas forcément attendre que les canards spécialisés causent d'un groupe pour se déplacer à un concert.

Hélène C.



A constater l'euphorie des médecins de la confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) après la journée de grève du 25 octobre, on pouvait se douter que leurs revendications dépassaient le seul « droit à une médecine de qualité » qu'ils revendiquaient. Une responsable de ce syndicat jointe au téléphone exultait au bout du fil : « 95% de grévistes, une réussite totale... », mais son allégresse semblait suspecte, c'était trop, une journée de grève ! Même si le phénomène est exceptionnel dans le corps médical, il apporte rarement un résultat immédiat et une immédiate satisfaction des revendications qui motivent la grève.

En fait, dans cette affaire, tout est complexe : le pourquoi, le comment, les tenants et les aboutissants, les perspectives, etc. Et puis cet enthousiasme des uns face au dépit des autres. Quels autres ? D'une part ceux qui doivent profiter théoriquement de cette journée d'action, c'est-à-dire nous, les usagers, les malades en puissance et d'autre part, le Syndicat de la Médecine Générale (S.M.G.) qui avait fait de cette journée de grève une journée « cabinets : portes ouvertes ». Ce syndicat qui regroupe environ 600 médecins (sur 53 000 praticiens), partisan d'une médecine lente, ne mâchait ni ses mots ni son amertume : « Le CMSF défend d'abord sa croûte. A force de concessions et de main dans la main avec le patronat et le Conseil de l'Ordre, le voilà contraint de faire grève et de s'inventer des raisons généreusement altruistes... ». Bref, cette grève laissait un goût amer à ces partisans de la médecine lente. Pourquoi ?

Vitesse ou qualité ?

Rien n'est simple dans ce mouvement. Quelle est la situation ? Un déficit chronique, critique et persistant de la Sécurité Sociale et pour tenter de la rétablir, le projet de loi Barrot visant, entre autres, à instaurer le système de l'« enveloppe globale » qui établit un rapport décroissant entre les honoraires des médecins et le montant de leurs prescriptions. Plus un médecin prescrit de soins, médicaments, analyses..., bref, plus il fait travailler la Sécurité Sociale, plus ses honoraires sont réduits.

A première vue, la colère des médecins est légitime car ils sont placés devant l'alternative suivante : baisse de leur pouvoir d'achat ou baisse de la « qualité » des soins prodigués aux usagers. Colère légitime à condition de considérer que quantité des prescriptions et qualité des soins sont synonymes, ce qui n'est non seulement pas évident, mais évidemment faux.

Santé politique

On ne peut réduire en chiffres, planifier et vouloir rentabiliser à tout prix la santé, le « bien le plus précieux », et c'est pourtant vers cela qu'on tend, puisqu'il existe une « politique de la santé ». C'est que la santé est un problème politique et que les solutions ne peuvent donc qu'être politiques.

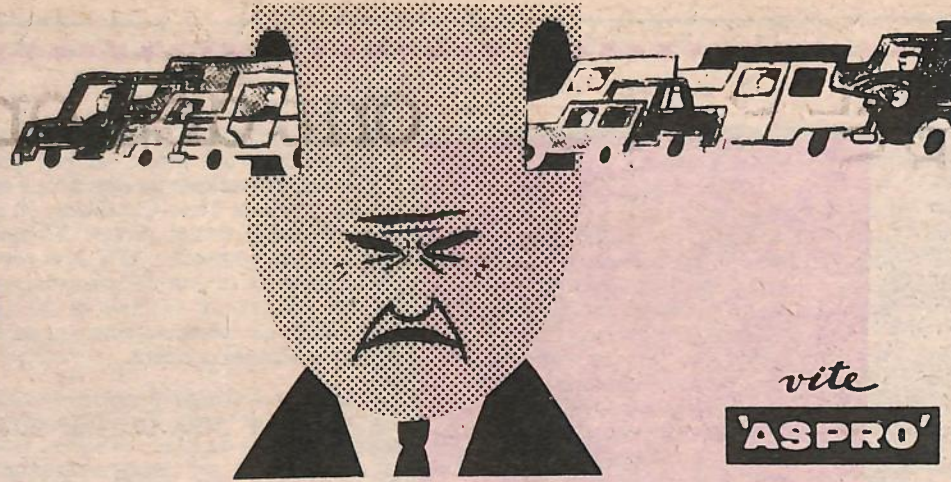
Face au déficit de la Sécurité Sociale, chacun se rejette évidemment la faute, de l'une à l'autre des trois parties concernées : les usagers, le corps médical et l'administration, et pour chacune, c'est toujours l'autre le responsable, bien sûr.

- Coupables les médecins qui prescrivent des examens coûteux et inutiles sans savoir leur prix...

- Coupable l'administration qui n'est pas fichue d'équilibrer ses budgets, malgré le poids toujours croissant des charges sociales...

- Coupables les usagers qui se gavent de médicaments, qui se font hospitaliser pour un mal de tête, qui se font établir des arrêts maladies pour un pet de travers, etc.

Bref, chacun est coupable et chacun est innocent, ce qui ne facilite pas la recherche d'une solution, of course...



vite
'ASPRO'

TANT QU'ON A LA SANTE

GRÈVE NATIONALE DES MÉDECINS ! POURQUOI ? Le médecin, parce qu'il sauve les corps, est placé sur l'autel divin des guérisseurs de l'âme. C'est Dieu-le-Père ! C'était, plutôt ! Trop nombreux, inquiets pour leur avenir et par les réformes de la Sécurité Sociale, les médecins devraient revoir à la fois le rôle qu'ils jouent de béquille sociale et celui qu'ils font jouer aux multinationales du médicament.

A première vue, la grève des médecins ne fait pas naître dans la population un sentiment de pitié. Difficile de les plaindre, difficile d'envisager d'organiser une quête de solidarité car, malgré une légère diminution de leur pouvoir d'achat depuis deux ans, leurs revenus n'en restent pas moins parmi les plus élevés de France (166 000F pour un généraliste, 230 000F pour un spécialiste en moyenne et avant impôts en 1977). Toutefois il est évident qu'ils ne sauraient être considérés comme les seuls boucs émissaires. Le principal reproche que l'on peut formuler à l'encontre des médecins, c'est leur « conscience professionnelle » poussée parfois jusqu'au cocasse, mais le cocasse alors coûte cher.

On suppose qu'un généraliste reçoive un client. Il l'ausculte puis l'envoie chez un spécialiste (relais souvent inutile et souvent coûteux pour la Sécurité Sociale, c'est-à-dire pour nous). Supposons que le spécialiste en question soit un radiologue. Il fait dix radios au client. Le client se retrouve à l'hôpital - pas nécessairement pour une hospitalisation - on lui refait rigoureusement les mêmes radios, plus quelques autres. Or quel est le coût d'une radio ? Il se calcule en ZN. En 1979, le Z vaut 7F. Quelques exemples : la radio vaut Z6 (mais il y a toujours au moins trois incidences à faire), la radio d'un demi thorax vaut Z12, celle d'un poumon vaut Z10, idem pour un abdomen. En cas de syndrome, le coût passe

à Z30, le même prix qu'une eurographie, une scanographie de la tête ou du tronc vaut Z90... Et chaque radio se fait une fois, deux fois, trois fois... Et l'on peut considérer qu'un tiers d'entre elles au moins est inutile parce que déjà fait ou non indispensable. Or combien de médecins connaissent le prix des examens qu'ils prescrivent ? Fort peu si l'on en juge par un petit sondage téléphonique réalisé auprès d'une quinzaine de praticiens parisiens...

De l'argent pour les riches

Dans les hôpitaux, nulle restriction, d'autant que plus un hôpital dépense, plus il reçoit de subventions. En plus, l'extrême hiérarchisation des fonctions hospitalières fait du « grand patron » celui qui décide souverainement et auquel personne ne s'oppose. La mentalité actuelle dans les hôpitaux est que puisqu'on dispose d'un matériel sophistiqué, il faut s'en servir. Pour rentabiliser c'est vrai, pour faire joujou, c'est vrai aussi.

La curieuse gestion des hôpitaux contribue elle aussi à creuser le gouffre du déficit de la Sécurité Sociale. Les médecins hospitaliers, comme les usagers remboursés à 100%, ne regardent pas à la dépense puisqu'ils sont sûrs d'être payés par un organisme solvable, l'Etat en l'occurrence, qui ne met que très légèrement son nez dans ces comptes-là.

La course à la modernisation technologique extrêmement coûteuse a pour contrepartie la nécessité de remplir les lits, obligation formelle si l'on veut couvrir les frais d'équipement. Dans les établissements publics, le prix de la journée est fixée par l'administration ; dans les établissements privés, le prix est fixé entre autres, par le préfet de la région, ces prix étant très légèrement inférieurs à ceux des établissements publics, cette différence de capacité bénéficiaire se traduisant, bien sûr, par une moindre capacité à s'autofinancer et à s'équiper.

L'utilisateur responsable

Les usagers ont eux aussi une lourde part de responsabilité. Les assurés remboursés à 100% ont le téléphone facile pour prendre rendez-vous ou pour faire venir le médecin, ils peuvent se gaver de médicaments, s'inventer des maladies, se faire hospitaliser, etc., sans déboursier un kopeck. Ne leur jetons pas la pierre, la tentation sans doute est grande. Il faut dire que les conditions de vie, travail, transports, pollutions, sont autant de facteurs favorisant la maladie, donc l'hospitalisation.

Mais peut-on condamner le recouvrement intégral des soins médicaux au nom d'une raison économique ?

Il semble que dans le domaine de la santé, on insiste plus sur la fin que sur les moyens. Normal, pourrait-on dire, puisque la fin d'une politique de santé, c'est la guérison, c'est-à-dire la vie. Mais les moyens ? Face à une médecine à la chaîne, il faut préconiser une médecine lente, ce qui sans doute éviterait un recours systématique à l'utilisation de la technologie lourde, donc coûteuse. Enseigner aux futurs médecins le coût des prescriptions serait également une mesure salutaire. Mais toutes les mesures à proposer sont dérisoires, une goutte d'eau dans la mer.

Il ne sert à rien de rêver en se disant que si le mode de vie des gens était différent... que si les conditions de travail... le taux de pollution...etc. Bien sûr, mais c'est en même temps trop peu et pas assez, et face au monstre tentaculaire qu'est la Sécurité Sociale, le rêve et l'utopie ne pèsent pas bien lourds. Et puis plutôt que d'envisager des solutions économiques, ce sont bien des solutions politiques qu'il faut apporter puisque le fond du problème de la politique de la santé est, précisément politique.



Photo D.R.

Personne ne pourra plus maintenant dire, avoir fin 1979 ignoré quelle était la situation économique du Tiers-Monde. Nul pays, chef d'Etat, responsable ne pourra plus se retrancher derrière le rempart de la non-information. Fidel Castro à la conférence des non-alignés, à l'ONU ; Mac Namara à l'assemblée annuelle du FMI et de la BIRD et les députés européens au conseil de l'Europe, ont dit, décrit, décrié, la situation économique mondiale.

Les ministres et responsables des pays riches ont fourni leurs analyses et les propositions du Nord. Les représentants des « 77 » pays les plus pauvres ont exprimé leurs analyses et revendications. Ils ont donné aux dix pays riches la possibilité d'agir pour tenter de récupérer un dialogue Nord-Sud mourant et une situation économique dramatique pour les deux tiers de l'humanité.

Le discours de Castro à l'ONU avait su exposer et faire saisir la valeur de chiffres, de faits terrifiants, apocalyptiques, à des gens pourtant blasés. Il ne s'agit pas de se limiter à dresser de sombres tableaux, à réciter de sinistres pourcentages. Il fallait faire prendre conscience d'une réalité dramatique à un moment où l'Asie du Sud-Est et plus particulièrement le Cambodge met au premier rang de nos sensibilités, les moyens de saisir une réalité qui n'a pas jusqu'à présent dépassé nos égoïsmes et intérêts privés.

Un triste bilan

Il s'agissait à Belgrade lors de l'assemblée annuelle de la Banque Mondiale de faire le bilan de la dernière décennie et de redéfinir les objectifs et les moyens de travail. Ce, afin d'aider les pays en voie de développement et de ne pas refermer sur eux-mêmes jusqu'à l'étouffement les pays industrialisés.

Surtout ne pas confondre les organismes issus de l'ONU ou créés pour une action spécifique d'entraide, avec un organisme qui s'il aide les PS ne le fait que parce que c'est indispensable à la survie et la prospérité des PD.

Le bilan des années 1970 est loin d'être satisfaisant. Le taux de croissance du PIB des PS a été inférieur à celui prévu - 5,12% contre 6%. Le taux de croissance de la production agricole a été de 2,8% contre 4% visés. Encore faut-il tenir compte de la distorsion entre les pays exportateurs de pétrole - 10% -, les pays à revenus intermédiaires, non exportateurs de pétrole - 29% -, et les pays les plus pauvres - 61% - où les taux de croissance sont respectivement de 9,5% (plus que l'objectif de la BIRD) 6,2% et 4%. Cette distorsion est encore plus

L'ESOTERISME EST CHOSE commune et pratique en économie politique. Si nous voulons sortir de tels articles c'est contre la pratique courante qui laisse à une presse spécialisée le soin d'informer et au reste celui de vulgariser à l'extrême. On évite ainsi une information politique gênante. Aussi voici la signification des abréviations et signes couramment employés :

PD : Pays Développés (Amérique du Nord, Europe Occidentale, Europe de l'Est, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande)

PS : Pays Sous-développés (tous les autres).

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

PNB : Produit National Brut (valeur totale des biens et des services produits annuellement pour une nation).

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique, groupant les 24 pays les plus riches du monde.

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.

USAID : Agence des Etats Unis pour le Développement International.

FMI : Fonds Monétaire International.

SMI : Système Monétaire International.

BIRD : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (ou Banque Mondiale).

IDA : Association pour le Développement International.

SFI : Société Financière Internationale.

apparente au niveau des revenus par habitant, l'augmentation est de 1,7% dans les pays les plus pauvres et de 0,2% en Afrique.

Avant d'analyser le pourquoi et de proposer des méthodes d'action, Mac Namara rapporte qu'en l'an 2070 la population mondiale se stabilisera autour de dix milliards d'âmes, contre 4,3 milliards aujourd'hui. Chaque matin le monde compte 200 mille habitants de plus.

D'après l'Organisation Internationale du Travail, environ 750 millions de personnes viendront grossir les rangs de la population active globale au cours des deux prochaines décennies. Les deux tiers de cette population vivront dans des pays en développement et ceux qui alors chercheront du travail sont déjà nés !

Les PD en crise

Le premier élément renvoyant une réponse de la part des PD tient à leur taux de croissance qui de 3% en 79 n'atteindra que

1,8% contre 2% visés en 1980. On aurait du mal à verser une larme sur leur sort, bien que leur déconfiture les poussera à exploiter plus encore le Tiers Continent. 50 millions de personnes seront mortes de faim en 79 dans le Tiers-Monde ; 70% de la population mondiale est en état de sous-alimentation ; 24% connaît la famine et 30 millions d'enfants de moins de cinq ans sont morts de faim l'année dernière.

Le lien qui existe entre ces chiffres, l'analyse de taux de croissance et les explications de Mac Namara, trouve un justificatif aux responsabilités des dirigeants des pays industrialisés quand il déclare : « A quoi bon fixer des objectifs globaux que les pays les plus pauvres, où est massée plus de la moitié de la population mondiale, n'ont pas le moindre espoir d'atteindre ? (...) On avait parlé à l'époque, de réduire l'écart relatif des revenus entre pays industrialisés et pays en développement. Or non seulement cet objectif est illusoire (...) mais il ferait bien peu pour soulager la misère des centaines de millions de victimes de la pauvreté absolue. Un objectif beaucoup plus important pour toute stratégie du développement c'est de chercher à réduire l'écart relatif entre les facteurs qui, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, déterminent la qualité de la vie : nutrition, alphabétisation, espérance de vie, environnement physique et social... ».

Des erreurs d'objectifs

Mac Namara peut en effet trouver maints exemples propres à illustrer une auto-critique. Durant des années, la Banque Mondiale s'est consacrée à de grands projets d'infrastructure, à l'aide de grosses exploitations. Ce surtout quand il s'agit qu'une société occidentale s'installe dans un PS, afin d'y produire un travail dont le fruit est voué à l'exportation. C'est le cas pour les fruits et légumes afin qu'ils alimentent hors saison les marchés des pays riches. De ces cultures qui rentrent dans le chiffre d'analyse de la production agricole du pays exploité, la population ne profite jamais. Il lui faut en attendre les retombées par l'enrichissement du budget de l'Etat... Pourtant on sait qu'en donnant à un paysan autant de chances qu'à une grosse exploitation, d'accéder à l'irrigation, aux semences améliorées, aux engrais, au crédit et l'assistance technique, la production à l'hectare des premiers est égale, voire supérieure, à celle des seconds. En outre, la petite agriculture utilise une main-d'œuvre plus nombreuse à l'hectare. Mais pour ce faire et pour aider aux autres activités rurales, pouvant fixer la population à la terre, il faut prévoir un système de financement équitable et efficace

Heureusement pour le Tiers-Monde, Mac Namara a « poussé un cri d'alarme » et M. Monory, notre ministre de l'Economie « comprend leur angoisse ».

Les PS, qui vont du fait de leur facture pétrolière, voir leur déficit global de paiement extérieur, passer de 32 milliards de dollars en 1978 à 55 milliards en 1981 ont quelques raisons de douter. Cet argent ils le doivent aux pays riches qui financent tous les prêts donc la Banque Mondiale. Dans cette affaire les intérêts des prêteurs sont très agissants. Comme le souligne M. Monory « c'est le développement de ces pays qui est en jeu, c'est-à-dire les chances pour des centaines de millions d'êtres humains d'échapper à la pauvreté pour eux et pour leurs enfants. Mais reconnaissons-le (sic) c'est aussi au moins pour partie notre niveau d'activité de pays industrialisés, notre niveau d'emploi qui sont ici partiellement en jeu. (sic). Regardons donc avec la plus extrême attention ce que nous pourrions faire dans le double domaine de la monnaie et du développement ».

LA CIRCULATION M pays riches et pays p Organismes BIRD, A nantis. A Belgrade le bilan d premier organisme de prêt au insuffisances du système. Plus responsabilité qu'ont à tous les lisés dans la situation économi Monde. Les propositions et solu difficultés du monde riche incompétence à agir pour les p pas. La part privée du capital da est la marque de l'intérêt des p sous-développés, qu'on veut vo ment ».

Différences d'analyses

Avant que d'étudier les propositions de M. Monory et de ses confrères confrères, nous pouvons voir avec intérêt la différence d'analyse politique politique des faits à l'Assemblée Européenne. Pour un courant d'analyse la solution est d'exporter plus de matériel et de technique modernes afin d'augmenter la productivité alimentaire des plus pauvres des PS. Des « socialistes » ont proposé de plutôt taxer les pays occidentaux en fonction de leur PIB et d'obliger les multinationales opérant dans le tiers-Monde à réinvestir sur place les profits issus du pillage des richesses naturelles des PS.

De cette assemblée générale de la BIRD sont sortis des propositions, analyses. D'une part il y a ce que les pays riches doivent faire au niveau de leur politique économique intérieure ; d'autre part ce que de concert ils peuvent faire par l'intermédiaire du FMI et de la BIRD.

Déjà, et afin que la croissance des PS ne soit pas remise en cause, la communauté internationale doit disposer d'un système monétaire stable. A cette fin les 138 pays de la BM ont voté pour un compte de substitution. Ce système vise à réduire la domination du billet vert sur le SMI (au mieux et s'il ne disparaît au fond d'un tiroir, ce projet ne verra jour que dans deux ans. D'ici là...)

Ce qui est remarquable, c'est de constater que sur les deux derniers exercices du FMI les remboursements ont dépassé les tirages bien que l'accès des PS au FMI ait été élargi. Autre problème, en 1980 la facture pétrolière

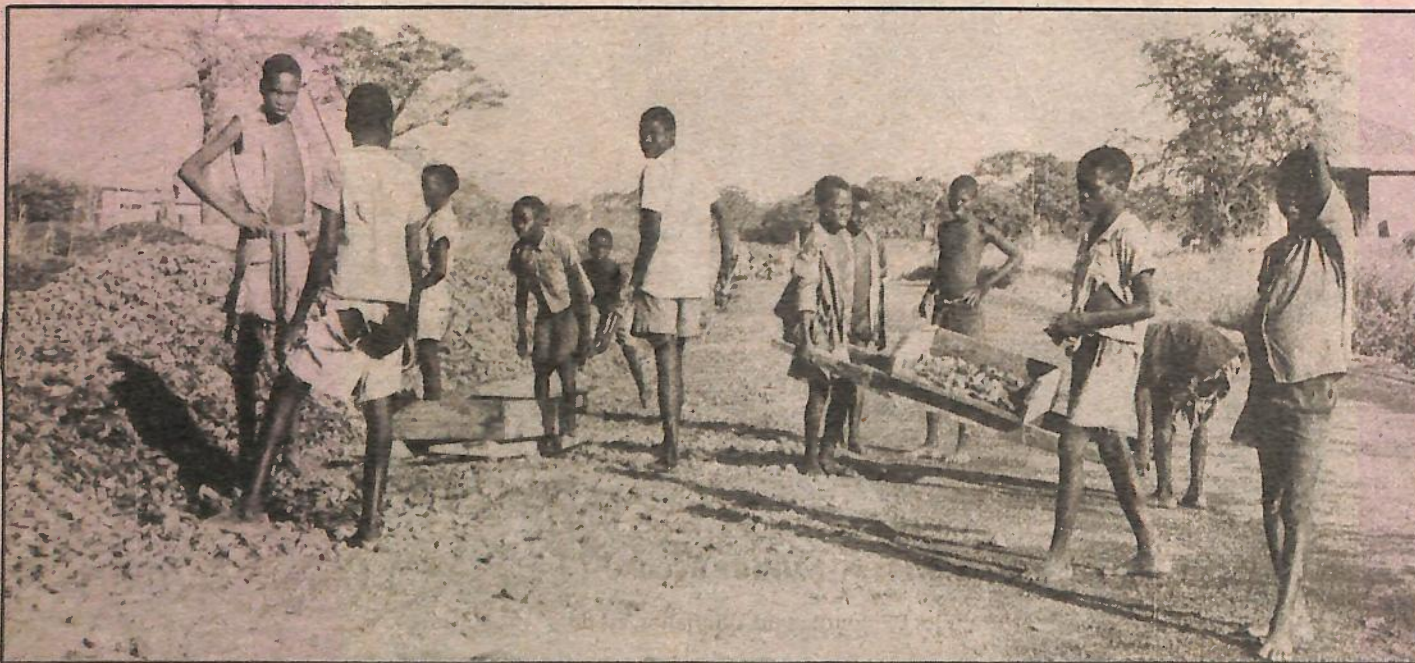
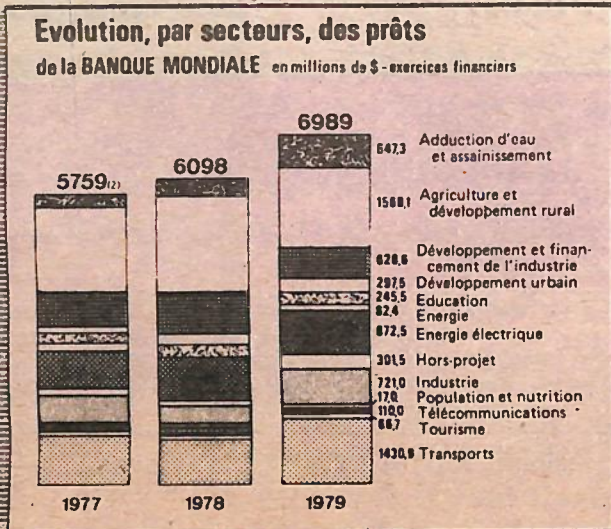
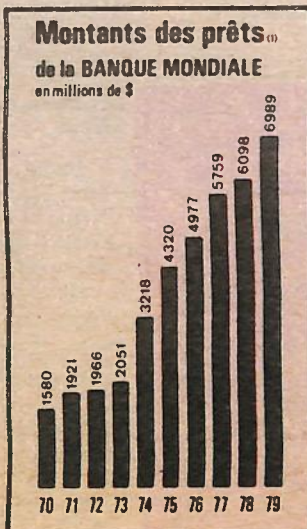


Photo D.R.

DIX ANS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT: LE TIERS-MONDE ACCUSE...



DE L'ARGENT ENTRE
autres est gérée par des
D, dépendants des pays
de dix années d'action du
Tiers-Monde, montre les
encore il désigne la part de
niveaux, les pays industria-
que dramatique du Tiers-
tions retenues marquent les
assumer la crise et son
us pauvres en ne les lésant
ns l'aide au développement
ays industrialisés aux pays
ir « en voie de développe-



(1) Non compris des prêts à la SFI de 100 millions de dollars pendant l'exercice 1970, 60 millions en 1972, 40 millions en 1973, 110 millions en 1974, 50 millions en 1975, 70 millions en 1976, 20 millions en 1977. Y compris des montants prêtés aux conditions du Troisième Guichet pendant les exercices 1976 et 1977.
(2) Dont 222,8 millions de dollars prêtés aux conditions du Troisième Guichet.

La BIRD est composée de 138 gouvernements affiliés au FMI. Chaque pays fournit une somme, calculée sur ses possibilités économiques (c'est l'ou), dont 1% en or ou devises convertibles. Les droits de vote sont proportionnels aux souscriptions : les USA contrôlent 23% des votes et avec les pays riches disposent d'une majorité absolue. A plus de 50%, les sources de prêts de la banque proviennent de marchés financiers privés. Ces prêts sont sûrs, car garantis par les gouvernements. La Banque fait un bénéfice : 220 millions de dollars en 1976, qui lui garantit les meilleures relations avec le capital privé.

L'IDA ou AID est un organisme destiné aux pays dont la dette extérieure est si lourde, qu'ils lui empruntent à des taux très bas afin de rembourser la BIRD. L'IDA est financé par les gouvernements et la BIRD. Dans ce circuit fermé, les grands intérêts privés ne sont jamais lésés.

La SFI prête de l'argent uniquement aux entreprises privées. Elle a les mêmes structures que la BIRD et l'IDA. En aidant des sociétés et banques commerciales privées, la SFI participe trop souvent au pillage du Tiers-Monde. Sa grande sœur, la BIRD, n'aura plus qu'à repasser derrière... Parfois, comme dans les lubies de grands travaux en passant tout à fait à côté des vraies nécessités.

Une phrase pour comprendre la logique du système : Mr Monory à Belgrade « Le FMI a pour principe d'imposer des règles orthodoxes de redressement aux pays qui bénéficient de ses concours ».

re des PS, représentera près de la moitié de l'aide publique au développement de l'ensemble des pays de l'OCDE et de l'OPEP.

Car de l'OPEP il faut en parler. Entre le « c'est de la faute aux Arabes » et le « y'a qu'à les laisser se débrouiller entre eux » la vérité est autre. En terme de PNB, leurs immenses richesses tant enviées ne représentent que 2,5% du PNB de l'OCDE et ne sera que de 35% par tête en 1980. Ainsi, au pourcentage de leur PNB les pays de l'OPEP apportent à l'aide publique au développement, une contribution supérieure à celle de l'OCDE ! Ce, sans compter les accords que l'OPEP passe avec les pays les plus pauvres, pour des paiements différés de leur facture pétrolière. Enfin l'OPEP est l'un des plus grands prêteurs de la BIRD.

La clé du compte de substitution

S'il y eut peu de décisions concrètes entérinées, par rapport aux problèmes soulevés, tout le monde ne fait pas la même analyse des résultats obtenus. Pour les PS, on s'est surtout occupé de la santé du dollar plus que de leurs problèmes.

Le premier axe de décision est d'aider les PS à avoir un accès plus aisé aux crédits de la BIRD. Ainsi :

- La durée des prêts aidant les pays ayant des difficultés de balance des paiements dues à des changements structurels de leurs économies va être portée de huit à dix ans.
- Abaissement des taux d'intérêt perçus par le FMI sur le crédit de financement supplémentaire.

- Reconstruction pour cinq ans des accords généraux d'emprunt. C'est-à-dire, mise à la disposition du FMI par les pays les plus riches de 6,5 milliards de DST (Droits de Tirages Spéciaux), qui peut être utilisé par le FMI quand il est à court de liquidité.

- On devrait aboutir à un accord sur le doublement du capital de la BIRD (40 milliards de dollars actuellement) et à la reconstitution des ressources de l'AID au bord de la cessation d'activité.

Ce qui restera surtout à signaler de cette réunion, c'est l'arrivée en force des pays du Tiers-Monde dans les discussions. En rendant public un document intitulé **Plan du programme d'action pour la réforme monétaire internationale** le groupe des « 77 » arrivait pour la première fois à un accord. Ce texte demande le doublement du capital et une refonte des modalités de fonctionnement de la BIRD. Ecrit sur la base de travail du groupe des 24 (pays les plus pauvres) alors qu'il épargne dans ses critiques les pays de l'OPEP, il reproche aux PD de ne pas avoir su remédier à la recession à l'inflation et d'avoir une attitude protectionniste.

Ceci prend d'autant de sens qu'avait échoué en mai à Manille la conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Alors que la politique française tente de le sauver (on sait combien VGE est sensible à ses relations avec l'Afrique...) c'est le dialogue Nord-Sud qui est en cause.

Le Tiers-Monde accuse

Pour les PS dont le taux d'inflation est de 30% en moyenne, le marasme économique,

la recession naissante, l'inflation incontrôlée des PD est responsable de leurs difficultés économiques. En posant ces problèmes et ces responsabilités, Belgrade marque un tournant dans l'histoire du SMI. Ce sont les formules de collaboration Nord-Sud que Castro et les pays non-alignés, présents dans le groupe des « 77 » proposent de chercher qui peuvent ouvrir une nouvelle voie permettant aux PD de régler leurs économies et par rapport aux PS de mieux gérer et utiliser le FMI et la BIRD.

Les pays riches disposeront

C'est dans la tentative de création du fond de substitution et la gestion par le FMI d'un compte de DST que le dialogue Nord-Sud marque les accusations des PS et des tentatives de résolution des PD. Mais en stabilisant le dollar, ce n'est pas seulement au bien du Tiers-Monde que les PD visent. Il faut se rappeler que la gestion de tout ceci revient aux grandes banques centrales et que les conditions d'emprunt faites aux PS par la BIRD relèvent pour une grande part d'intérêts privés.

A l'Assemblée Européenne on a décidé de reporter le débat à février 1980. Peu de temps avant la réunion d'avril prochain du comité intérimaire du FMI. En adoptant les mesures proposées à Belgrade le FMI, la BIRD, l'AID ainsi remaniés marqueraient la diminution de la part des Etats Unis dans le champ économique et politique mondial.

Thierry Rannou



1,8% contre 2% visés en 1980. On aurait du mal à verser une larme sur leur sort, bien que leur déconfiture les poussera à exploiter plus encore le Tiers Continent. 50 millions de personnes seront mortes de faim en 79 dans le Tiers-Monde ; 70% de la population mondiale est en état de sous-alimentation ; 24% connaît la famine et 30 millions d'enfants de moins de cinq ans sont morts de faim l'année dernière.

Le lien qui existe entre ces chiffres, l'analyse de taux de croissance et les explications de Mac Namara, trouve un justificatif aux responsabilités des dirigeants des pays industrialisés quand il déclare : « A quoi bon fixer des objectifs globaux que les pays les plus pauvres, où est massée plus de la moitié de la population mondiale, n'ont pas le moindre espoir d'atteindre ? (...) On avait parlé à l'époque, de réduire l'écart relatif des revenus entre pays industrialisés et pays en développement. Or non seulement cet objectif est illusoire (...) mais il ferait bien peu pour soulager la misère des centaines de millions de victimes de la pauvreté absolue. Un objectif beaucoup plus important pour toute stratégie du développement c'est de chercher à réduire l'écart relatif entre les facteurs qui, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, déterminent la qualité de la vie : nutrition, alphabétisation, espérance de vie, environnement physique et social... ».

Des erreurs d'objectifs

Mac Namara peut en effet trouver maints exemples propres à illustrer une auto-critique. Durant des années, la Banque Mondiale s'est consacrée à de grands projets d'infrastructure, à l'aide de grosses exploitations. Ce surtout quand il s'agit qu'une société occidentale s'installe dans un PS, afin d'y produire un travail dont le fruit est voué à l'exportation. C'est le cas pour les fruits et légumes afin qu'ils alimentent hors saison les marchés des pays riches. De ces cultures qui rentrent dans le chiffre d'analyse de la production agricole du pays exploité, la population ne profite jamais. Il lui faut en attendre les retombées par l'enrichissement du budget de l'Etat... Pourtant on sait qu'en donnant à un paysan autant de chances qu'à une grosse exploitation, d'accéder à l'irrigation, aux semences améliorées, aux engrais, au crédit et l'assistance technique, la production à l'hectare des premiers est égale, voire supérieure, à celle des seconds. En outre, la petite agriculture utilise une main-d'œuvre plus nombreuse à l'hectare. Mais pour ce faire et pour aider aux autres activités rurales, pouvant fixer la population à la terre, il faut prévoir un système de financement équitable et efficace



Heureusement pour le Tiers-Monde, Mac Namara a « poussé un cri d'alarme » et M. Monory, notre ministre de l'Economie « comprend leur angoisse ».

Les PS, qui vont du fait de leur facture pétrolière, voir leur déficit global de paiement extérieur, passer de 32 milliards de dollars en 1978 à 55 milliards en 1981 ont quelques raisons de douter. Cet argent ils le doivent aux pays riches qui financent tous les prêts donc la Banque Mondiale. Dans cette affaire les intérêts des prêteurs sont très agissants. Comme le souligne M. Monory « c'est le développement de ces pays qui est en jeu, c'est-à-dire les chances pour des centaines de millions d'êtres humains d'échapper à la pauvreté pour eux et pour leurs enfants. Mais reconnaissons-le (sic) c'est aussi au moins pour partie notre niveau d'activité de pays industrialisé, notre niveau d'emploi qui sont ici partiellement en jeu. (sic). Regardons donc avec la plus extrême attention ce que nous pourrions faire dans le double domaine de la monnaie et du développement ».

LA CIRCULATION DE L'ARGENT ENTRE pays riches et pays pauvres est gérée par des organismes BIRD, AID, dépendants des pays nantis. A Belgrade le bilan de dix années d'action du premier organisme de prêt au Tiers-Monde, montre les insuffisances du système. Plus encore il désigne la part de responsabilité qu'ont à tous les niveaux, les pays industrialisés dans la situation économique dramatique du Tiers-Monde. Les propositions et solutions retenues marquent les difficultés du monde riche à assumer la crise et son incapacité à agir pour les plus pauvres en ne les lésant pas. La part privée du capital dans l'aide au développement est la marque de l'intérêt des pays industrialisés aux pays sous-développés, qu'on veut voir « en voie de développement ».

Différences d'analyses

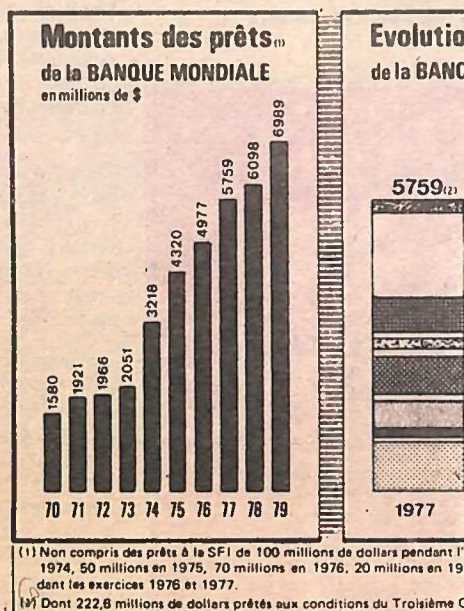
Avant que d'étudier les propositions de M. Monory et de ses confrères confrères, nous pouvons voir avec intérêt la différence d'analyse politique politique des faits à l'Assemblée Européenne. Pour un courant d'analyse la solution est d'exporter plus de matériel et de technique modernes afin d'augmenter la productivité alimentaire des plus pauvres des PS. Des « socialistes » ont proposé de plutôt taxer les pays occidentaux en fonction de leur PIB et d'obliger les multinationales opérant dans le tiers-Monde à réinvestir sur place les profits issus du pillage des richesses naturelles des PS.

De cette assemblée générale de la BIRD sont sortis des propositions, analyses. D'une part il y a ce que les pays riches doivent faire au niveau de leur politique économique intérieure ; d'autre part ce que de concert ils peuvent faire par l'intermédiaire du FMI et de la BIRD.

Déjà, et afin que la croissance des PS ne soit pas remise en cause, la communauté internationale doit disposer d'un système monétaire stable. A cette fin les 138 pays de la BM ont voté pour un **compte de substitution**. Ce système vise à réduire la domination du billet vert sur le SMI (au mieux et s'il ne disparaît au fond d'un tiroir, ce projet ne verra jour que dans deux ans. D'ici là...)

Ce qui est remarquable, c'est de constater que sur les deux derniers exercices du FMI les remboursements ont dépassé les tirages bien que l'accès des PS au FMI ait été élargi. Autre problème, en 1980 la facture pétrolière

DIX ANS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT LE TIERS-MONDE ACCUSE...



La BIRD est composée de 138 gouvernements affiliés au FMI. Chaque pays fournit une somme, calculée sur ses possibilités économiques (c'est flou), dont 1% en or ou devises convertibles. Les droits de vote sont proportionnels aux souscriptions : les USA contrôlent 23% des votes et avec les pays riches disposent d'une majorité absolue. A plus de 50%, les sources de prêts de la banque proviennent de marchés financiers privés. Ces prêts sont sûrs, car garantis par les gouvernements. La Banque fait un bénéfice : 220 millions de dollars en 1976, qui lui garantit les meilleures relations avec le capital privé.

L'IDA ou AID est un organisme destiné aux pays dont la dette extérieure est si lourde, qu'ils lui empruntent à des taux très bas afin de rembourser la BIRD. L'IDA est financé par les gouvernements et la BIRD. Dans ce circuit fermé, les grands intérêts privés ne sont jamais lésés.

La SFI prête de l'argent uniquement aux entreprises privées. Elle a les mêmes structures que la BIRD et l'IDA. En aidant des sociétés et banques commerciales privées, la SFI participe trop souvent au pillage du Tiers-Monde. Sa grande sœur, la BIRD, n'aura plus qu'à repasser derrière... Parfois, comme dans ses lubies de grands travaux en passant tout à fait à côté des vraies nécessités.

Une phrase pour comprendre la logique du système : Mr Monory à Belgrade «Le FMI a pour principe d'imposer des règles orthodoxes de redressement aux pays qui bénéficient de ses concours».

re des PS, représentera près de la moitié de l'aide publique au développement de l'ensemble des pays de l'OCDE et de l'OPEP.

Car de l'OPEP il faut en parler. Entre le « c'est de la faute aux Arabes » et le « y'a qu'à les laisser se débrouiller entre eux » la vérité est autre. En terme de PNB, leurs immenses richesses tant enviées ne représentent que 2,5% du PNB de l'OCDE et ne sera que de 35% par tête en 1980. Ainsi, au pourcentage de leur PNB les pays de l'OPEP apportent à l'aide publique au développement, une contribution supérieure à celle de l'OCDE ! Ce, sans compter les accords que l'OPEP passe avec les pays les plus pauvres, pour des paiements différés de leur facture pétrolière. Enfin l'OPEP est l'un des plus grands prêteurs de la BIRD.

La clé du compte de substitution

S'il y eut peu de décisions concrètes entérinées, par rapport aux problèmes soulevés, tout le monde ne fait pas la même analyse des résultats obtenus. Pour les PS, on s'est surtout occupé de la santé du dollar plus que de leurs problèmes.

Le premier axe de décision est d'aider les PS à avoir un accès plus aisé aux crédits de la BIRD. Ainsi :

- La durée des prêts aidant les pays ayant des difficultés de balance des paiements dues à des changements structurels de leurs économies va être portée de huit à dix ans.
- Abaissement des taux d'intérêt perçus par le FMI sur le crédit de financement supplémentaire.

LA CAMPAGNE POUR LA DEPENALISATION des drogues lancée la semaine dernière dans la G.O. se heurte à un obstacle majeur. Il s'agit évidemment de Madame Pelletier secrétaire d'Etat qui ne cesse d'affirmer qu'elle est contre toute dépénalisation. Pourtant celle-ci a rédigé avec l'aide d'une mission d'études un long rapport qui n'est pas tout-à-fait dénué d'intérêt. D'une part c'est de lui que viennent toutes les mesures prises en ce moment par le gouvernement. D'autre part, il est fort intéressant de voir de quelle manière Madame Pelletier et sa mission abordent « les problèmes de la drogue ».

Pour ma part, si je m'associe à une campagne pour la dépénalisation des drogues douces, ce n'est pas pour clamer haut et fort une marginalité que personnellement je refuse. C'est pour obtenir que l'Etat ne m'interdise plus, ne nous interdise plus une partie de nos plaisirs. C'est un strict problème de libertés. Le droit au plaisir ne se divise pas et n'a pas à être régi par l'Etat.

Dans toute l'étude, la mission de Mme Pelletier oscille toujours entre la compréhension et la répression. Cette dernière prenant régulièrement le dessus.

Dernièrement, les «affaires» de Liverdun, une trentaine de jeunes fumaient du H et quelques-uns prenaient du LSD, de Clermont-Ferrand, dix-huit jeunes de 17 à 27 ans interpellés parce qu'ils rapportaient d'Amsterdam et de Paris du H et un peu d'héroïne, de Thionville, douze jeunes arrêtés pour les mêmes raisons, montrent à quel point Mme Pelletier ne maîtrise en rien la situation.

Celle-ci déclarait pourtant le 18 juillet 1978 : «Il ne faut pas en arriver à la chasse aux sorcières... L'action sera d'autant plus efficace qu'elle sera menée avec sérénité et sans que l'action soit mise sur le sensationnel ni sur la confusion des fonctions.»

Or, c'est exactement le contraire qui vient de se passer. Radio France, notre chère radio d'Etat, criait au scandale toutes les heures le dimanche 7 octobre sur «l'affaire» de Liverdun. Elle parlait même d'écopiers qui se droguaient. «Des écopiers» qui avaient pour la plupart 16 à 17 ans. Action serene en évitant le sensationnel qu'elle disait ! A quoi peut donc servir le rapport d'étude si les seuls mesures appliquées sont celles concernant la répression ?

Pourtant celui-ci se voulait objectif, et en avant-propos, Mme Pelletier déclarait tout de suite avoir rencontré deux courants de pensée : «L'un appelle à la libéralisation des drogues et est pour la non-intervention de l'Etat en invoquant pour chacun le droit de disposer de soi et régler ou dérégler ses plaisirs comme d'attenter à sa propre vie, l'autre courant que nous avons fait nôtre, constate que la toxicomanie est une négation absolue de la liberté... Les toxicomanes que nous avons rencontrés ont confirmé le caractère illusoire de la liberté qu'ils espéraient avoir conquis par la drogue, ils ont parlé de souffrance... N'est-il pas dès lors de la responsabilité des adultes de tout mettre en œuvre pour garantir l'exercice d'une liberté à ceux qui risquent en recourant à la drogue d'en être privés ?».

Vous voyez, cela commence bien, Mme Pelletier se pose tout de suite en sauveur de la jeunesse. Que cette dernière crève par absorption d'éléments radioactifs, c'est normal puisque c'est le progrès. Mais avec la drogue, alors là non ! «De quoi manquent-ils donc ces jeunes, auxquels toutes les libertés ont été offertes d'emblée ? (NDLR : Merci, merci, merci...)», se demande-t-elle toujours dans l'avant-propos. Ouf ! dix lignes après, elle a



trouvé : «Tant que la famille et l'école n'assumeront pas l'apprentissage de l'échange...». Ce n'était pas long à trouver. Il suffisait d'arranger le fameux «Travail, Famille, Patrie» à la sauce giscardienne.

Et c'est comme ça d'un bout à l'autre de l'étude. D'un côté des constatations pas trop mal vues, d'un autre des aberrations bien vues elles aussi. Dans l'introduction par exemple, la mission d'étude déclare : «Il ne serait ni juste, ni moralement honnête à l'égard des toxicomanes

COOL! MONIQUE

de ne s'intéresser qu'aux adolescents et aux jeunes adultes sans souligner qu'il existe pour d'autres classes d'âge des toxicomanies aussi caractérisées et d'un coût social sans doute très supérieur, mais mieux supportées par la société.»

peur, de pénaliser, donc de marginaliser plus que d'informer.

Informé véritablement exige de faire de nettes distinctions entre les drogues, de légaliser, ou pour le moins de dépénaliser les drogues douces dont la consommation augmente de toute façon, qu'on le veuille ou non, dans toutes les catégories socio-professionnelles et dans toutes les classes d'âge.

Le faux problème des jeunes adolescents (12, 13, 14 ans) qui fument, cache celui, bien plus réel d'une société sans avenir, bureaucratisée, nucléarisée dont on se demande bien comment des gens sensés oseraient y entrer par la grande porte.

Pourquoi ne se presse-t-on pas de rendre publiques toutes les études réalisées ou en instance de l'être sur les effets physiologiques et psychologiques des dérivées du cannabis. Tout le monde pourra alors juger en connaissance de cause. En attendant, même si l'on ne connaît pas encore avec certitude tous les effets de la marijuana, on a déjà pu s'apercevoir qu'une cigarette de H n'est pas plus dangereuse qu'une cigarette normale.

Mme Pelletier cherche pourtant à expliquer son refus de la dépénalisation, allant trouver des arguments incroyables : «L'usage du H ne peut être considéré comme normal et anodin. Pourquoi proposer au nom du réalisme d'aller plus loin que la situation actuelle où, au moins à Paris et dans les grandes villes, la police n'interpelle qu'avec discernement (NDLR : ?) et en tout cas ne défère plus systématiquement à l'autorité judiciaire les simples usagers de H. Pourquoi modifier le droit, alors qu'il suffit d'étendre cette pratique...»

C'est le summum du changement dans la continuité et ça continue : «...Sur le plan des principes et par rapport notamment au rôle du Hashich comme élément de sub-culture (NDLR : Culture de quoi dites-vous ?) des jeunes comme mode d'expression : va-t-on dans le bon sens en admettant son usage ? Si c'est pour certains un langage de protestation, faut-il lui enlever cette signification et serait-ce un changement positif ? Et y a-t-il intérêt à lui retirer son caractère interdit face à un désir de transgression qui se traduira forcément par d'autres comportements plus dommageables ?»

Mais Mme Pelletier, c'est bien trop clair tout cela ! On comprend trop vite. «Au moins quand les jeunes fument, ils ne pensent pas à autre chose» songe-t-elle sans doute.

A nous de prouver le contraire. Allez, roulez !

«Supportées» n'est pas le bon mot. Il faudrait plutôt dire acceptées et capables d'amener des profits considérables sans pour autant perdre une partie de son électorat.

Continuons. Dans toute l'étude, la mission se refuse à différencier les drogues douces et les drogues dures ou tout du moins à rendre ces mots usuels. Chose tellement difficile qu'elle est obligée d'employer ces termes une bonne cinquantaine de fois. En fait, il y a volonté de faire



Marie-Jeanne au Parlement si...

LES AVOCATS A TROUVER, une campagne à mener en même temps qu'une initiative autonome, aucun pôle de regroupement pour la prendre en main, telle est notre situation présente. Mais il est clair que le journal peut devenir le centre d'un mouvement pour la dépénalisation du cannabis, si celui-ci se crée. La G.O. est prête à préparer et soutenir des initiatives allant dans ce sens. Déjà, nous collectons les premières signatures de notre appel et après mise en contact des signataires originaires de la même région, nous ferons suivre à qui de droit. Cela ne suffit pas cependant. Il faut vous organiser, faire circuler des pétitions dans vos villes, usines, bahuts, bureaux, MJC. Dans chaque région, des collectifs de défense doivent se former autour des cas précis d'incarcérations arbitraires et l'histoire répétitive des descentes de flics abusives. (1) Depuis 1969, la police peut perquisitionner chez n'importe qui, sans mandat, à toute heure du jour ou de la nuit, sous prétexte de drogue. Il est clair que ces condamnations et tous les sévices policiers qui les accompagnent sont absurdes. Comment s'opposer à cette juridiction et permettre d'arriver le plus rapidement possible à la libération des usagers des drogues interdites, nous ne le savons pas vraiment. Nous épluchons la question...

Le samedi 10 novembre, nous organisons une première rencontre au 46 rue Vaugirard Paris 6° (14H), afin d'élaborer en commun un programme d'action s'échelonnant sur plusieurs semaines. A cette occasion, nous aimerions rencontrer quelques représentants de la presse parallèle, de contre-information. Nul doute que ces petits journaux peuvent jouer un grand rôle dans cette campagne, servir de centres d'accueil locaux, de BP, diffuser une information rapidement, appeler à une manifestation, intervention lors d'un procès de fumeurs de shit. Pour notre part, nous publieront prochainement la liste de ceux-là mêmes qui auront déjà répondu à notre appel. De même qu'il me paraît important de «médiatiser» notre lutte, que ce soit dans la presse nationale ou la presse régionale.

Si, dans notre contexte politique, la lutte pour la dépénalisation du cannabis ressemble bougrement à une utopie ridicule, n'oublions pas que les modes les plus ridicules ont été

parfois des transitions vers quelque chose d'infiniment supérieur que nous n'aurions pas trouvé par d'autres moyens. C'est pourquoi, sans aucun doute, certains partis politiques seraient prêts à se positionner en faveur d'une dépénalisation du shit. A nous de les mouiller publiquement - on s'en charge - dans des déclarations autres que de bonnes intentions. A nous d'intervenir en masse dans le champ politique et juridique (Partis politiques, Assemblée Nationale, Commission de révision du code pénale) à dix-huit mois des élections présidentielles. Lorsque nous obtiendrons qu'un député s'engage à présenter un projet de loi à l'Assemblée Nationale et une identique démarche en ce qui concerne la commission de révision de code pénal, ce jour-là le reste ne sera plus qu'un détail administratif.

Mandrin

(1) : Envoyez-nous vos informations dans ce domaine.

T.H.C.

FUMER UN JOINT EN TRAVAILLANT. Fumer en faisant l'amour. Fumer en mer. En montagne. Fumer en concert. Fumer certes. Mais que fumer ?

- Si on cultive : quelle race de plante faire pousser ?
- Quand on récolte : que faire du produit ?
- Quand on transforme : faire du hash ou pas ?
- Quand on achète : qu'acheter ?

Tout d'abord il faut savoir que le cannabis est une plante, c'est même une herbe. Il y a 4800 ans, on la cultivait déjà en Chine. Avant que Linné en 1753 ne la baptise cannabis sativa, on l'appelait chanvre.

C'est une plante dioïque, ce qui signifie qu'il y a des plantes madame et des plantes monsieur. Comme dans beaucoup de cas, vous vous en doutez la plante madame est bien meilleure. Elles est plus touffue et plus verte et ses fleurs sont plus belles.

Dès qu'elle est arrivée à maturation on coupe la plante qui doit alors sécher. De là à différentes hauteurs, on tirera de l'herbe de plus ou moins bonne qualité c'est-à-dire plus ou moins chargée en tétra hydrocannabinol. Ainsi en Inde on distingue trois qualités d'herbe : le bang ou on trouve toutes les parties de la plante ; c'est un peu comme la marijuana que l'on trouve chez nous. La ganja beaucoup plus forte car faite de toute les sommités fleuries des femelles. Enfin le charas qui le nec plus ultra. C'est la quintessence de la plante ; la résine qui suinte des pistils sur les fleurs des femelles. La récolte se fait sur pied d'un bout à l'autre de l'Asie.

Au mieux en France on peut donc produire de la ganja. Mais il existe un produit issu de l'herbe, tout aussi fameux.

Dans les différentes herbes citées c'est la différence en taux de THC qui les rend plus ou moins fortes. Une herbe faible en contiendra jusqu'à 1%, une fleur jusqu'à 12%. Un très bon hashish ira de 1,5% à 15%.

Ce produit fameux c'est en effet le hashish. C'est un produit manufacturé plus commun en Afrique du Nord et en Asie Mineure. Il risque parfois d'avoir été préparé d'un mélange d'herbe pure à des plantes bien moins saines comme la datura ou la jusquiame. On obtient aussi de l'huile à partir des meilleures parties de la plante réduite en poudre puis bouillie dans un solvant.

Sachant que le THC n'est pas soluble dans l'eau, en faisant bouillir la plante avec un corps gras et en faisant réduire on obtient une substance qui est le hashish. Il ne faut pas le confondre avec le kif qui est un peu la ganja indienne. Le roi du hash est sans doute le népalais. Souple, noir, très odorant, il a le meilleur goût et le plus fort taux de THC. On trouve ensuite l'afghan, le pakistanais, le libanais et le marocain. Le dernier aura tendance à donner une grande baffe et à endormir. Par contre rien n'empêchera de faire l'amour à ceux qui auront fumer de la colombienne. Les effets de l'herbe sont plus légers bien qu'un chanas puisse atteindre 40% de THC et une grande huile 65%. Wouaouhhhh !!! La chimie comme ça, quel pied !

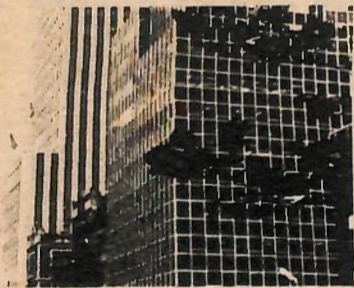
Ainsi dans les drogues douces, certaines sont plus violentes que d'autres. Il faut le savoir tant pour cultiver soi-même que pour acheter sans se faire arnaquer. Nous en reparlerons bientôt ; des méthodes de culture et de façons de consommer ou en quelque sorte : comment mener activement la campagne.

T.R.





CANARDAGE A GOGO



OUÏ, ENCORE UN journal qui va mal : **Sud** risque de disparaître. **Sud** a ouvert une porte dans l'information générale, elle ne doit pas être refermée. Il faut au contraire l'aider à l'ouvrir toute grande. Car **Sud** a la rage de vivre... De la crise actuelle, ils veulent faire un nouveau départ : un **Sud** mieux implanté en Languedoc pour mieux traquer la vie partout où elle bouillonne, un **Sud** toujours prêt à publier ce qui gêne un patron, un puissant ou un parti. Un journal libre, là-bas. Pour que **Sud**, profondément remanié puisse reprendre sa parution hebdomadaire en janvier 1980, il a besoin de 500 000F. Si vous êtes convaincus de la nécessité de **Sud**, si vous participez tous à sa souscription, l'objectif est réalisable. **Sud** a trois mois pour gagner ! Envoyez vos dons à **Sud**, 4 rue des Tessiers, 34000 Montpellier.

Après semaines d'interruption, **Avis de Recherche**, bulletin de liaison des insoumis, poursuit sa parution. Dési-

rant être plus adapté aux besoins actuels du mouvement d'insoumission et plus près de l'actualité, **Avis de Recherche** paraît désormais sous un format plus petit, et tous les quinze jours. Il sera à même de paraître et d'être diffusé très rapidement après des événements importants concernant le mouvement. Il sera aussi complété par la parution régulière de brochures/dossiers séparés approfondissant les débats théoriques, la problématique du mouvement et le quotidien des réfractaires. Au sommaire du n° 6 : les arrestations et les procès, des nouvelles du GRIT agression contre un militant insoumis, la torture : longue tradition de l'armée française

La Carotte, c'est le journal du lycée polyvalent de Vernon. Pourquoi **la Carotte** ? **La carotte**, ça se mange, ça rend aimable, ça fait les fesses roses et ça donne une meilleure vue. J'en entends déjà dire « J'peux pas l'acheter, j'ai pas un radis ». Pas de confusion, **la Carotte** n'est pas un navet. J'en veux pour preuve son dernier numéro (tiré à 500 exemplaires) axé sur la rentrée scolaire et le manque de profs. **La Carotte** donne aussi d'excellents conseils « Vous êtes en 3ème et vous aimeriez connaître la joie d'appartenir à des classes de 24 élèves maximum jusqu'au bac ? Un conseil : redoublez... ».

Pour garder toujours un pied dans le bahut, voici la

ORDONNANCE

Rétro : Encore une nouvelle collection de polars ! J'en lis douze par jour et je n'y arrive pas. Arrêtez s'il vous plaît ! C'est d'autant plus dur que la série **Le Miroir obscur** des Ed. Oswald est plutôt séduisante : de magnifiques couvertures de Jean-Claude Claeys, l'érudition de François Rivière et des auteurs très forts. C'est trop pour moi, je craque. Voyez **La Centrale d'Energie** de John Buchan, par exemple, une réédition que l'on attendait avec impatience pour la glisser au-dessus de la pile des lectures en retard... C'est la terrible histoire d'une société secrète qui enlève des hommes importants. Au point que j'en tremble, maintenant le soir, dans mon lit. Quand le polar rejoint la SF, c'est un vrai électro-choc. Nouvelles Editions Oswald, 38 rue de Babylone, 75007 Paris.

Fachos : Pendant que les Français se marrent avec la « nouvelle droite », les Belges de **Pour** déterrent la hache de guerre : ils partent en campagne contre les milices fascistes, les nazillons et les complicités entre leur gouvernement et la droite musclée. L'hebdo **Pour** vient de révéler, photos à l'appui, l'existence de camps clandestins d'entraînement armé non loin d'Anvers. Emoi dans les chaumières : pour les remercier, les flics perquisitionnent dans les locaux bruxellois de **Pour**, en prétextant une « recherche d'armes ». Comme quoi, il n'y a qu'un pas entre le journaliste et le bandit.

Il faut soutenir **Pour** en ce moment, en vous abonnant

Truie qui doute, journal satirique qui défraye la Seine et Marne. **La Truie qui doute**, enfin un journal qui élude les vrais problèmes : « La philosophie en 6ème ? Oui, à condition de pouvoir têter jusqu'en terminale ! La ceinture de sécurité calme-t-elle vraiment les élèves agités ? Féminisation du corps enseignant : un malé nécessaire ? ». Vous trouverez une réponse à chacun de ces épineux problèmes dans **la truie qui doute** n° 1... A noter également sur Paris **Effervescences lycéennes**, la feuille de chou de la coordination permanente lycéenne.

Hersant veut-il racheter le **14ème village** ? C'est la question que se pose l'équipe du journal, essentiellement des habitants du 14ème arrondissement de Paris, lorsque le « Figaro Magazine », l'une des plus reluisantes publications de M. Hersant lui consacra quelques mots. Après de longues semaines d'harassantes recherches, l'équipe du **14ème village** a trouvé un moyen smart, élégant de renvoyer l'ascenseur : une coupure de presse d'un journal québécois du 20 août 1940 relatant un épisode glorieux de la folle jeunesse de Robert

(1000F belges pour 6 mois, calculez vous-même combien ça fait en FF pour un mandat international) et en commandant les deux numéros qui font le point sur toute cette affaire (n° 278 & 279). **Pour** : 22 rue de la Concorde, 1050 Bruxelles, Belgique.

Alternatives : Non contente de lancer un important mensuel sur le thème des nouveautés dans les modes de vie, l'équipe d'**Autrement** continue son bonhomme de chemin, avec 6 grands dossiers par an, pour faire le point sur les changements dans les « pratiques sociales contemporaines ». Aujourd'hui : **Et si chacun créait son emploi ?** (n° 20, 39F. **Autrement**, 73 rue de Turbigo, 75003 Paris. Tél. 271 23 40. Diffusion : Le Seuil). De la Librairie Coopérative Bulle à Bordeaux, au restaurant lyonnais Les Tables rabattues, voici un tour d'horizon très complet sur les nouvelles entreprises qui fonctionnent sans chef, en collectif, en discutant beaucoup, en s'ouvrant à la participation de leurs « clients » et sans trop d'argent. Sans bruit, ces entreprises-là sont en train de remodeler peu à peu notre environnement social, bien mieux qu'un raz-démarée à l'aéroport de Nice. Ce très utile dossier donne envie d'essayer : qui veut monter avec moi une coopérative de récupération des crottes de nez ? M'écrire au journal.

Ectoplasmes : Loin des rigolos, des mystiques et des charlatans, le Groupe d'Etudes et de Recherches en Parapsychologie (GERP, 22 rue Tiqueton-

ne, 75002 Paris. Tél. 2330127 perm. mercredi et jeudi après-midi) se propose d'analyser les manifestations des phénomènes psy (télépathie, clairvoyance, prémonition et psychokinèse) à la lumière des sciences contemporaines, biologie, psychanalyse, physique, sociologie. C'est du sérieux. Sa volonté d'appréhender notre réalité autrement qu'à coup de rationalisme est finalement assez proche des désirs écolos. Vous pouvez jeter un œil sur leur revue **Parapsychologie** (60F pour 4 n°). Le GERP organise aussi des conférences d'information. La prochaine aura lieu le 14 novembre à la Salle Psyché 15 rue JJ Rousseau, 75001 Paris. André Dumas racontera l'histoire du spiritisme. Bon, excusez-moi maintenant j'ai rendez-vous avec un OVNI

Miam : Les Editions d'Utovie (64260 Lys) qui se battent depuis des années pour le développement des idées écologiques publient un intéressant petit livre de Michel Prothon, **La galette des rois pauvres** qui retrace l'histoire des réseaux parallèles de bouffe bio aux USA et au Canada. Des exemples concrets dont on pourrait bien s'inspirer ici. Une aventure de la débrouille collective, mais aussi une implacable remise en question de la société de consommation par l'exemple pratique. Michel Prothon prépare un tome 2 sur le mouvement français. Ouf ! J'en avais marre d'aller acheter mon riz complet tous les quinze jours dans le Kentucky !

Docteur Bernard Blanc

Avis de Recherche : c/GSI, 320 rue Saint Martin, 75003 Paris. 2,50F le n°. Trois somptueuses affiches-posters viennent d'être éditées par le GSI et sont dès à présent en vente, en solidarité avec les insoumis en cavale ou emprisonnés. Elles sont vendues au prix de 10F pièce. Leur achat doit être considéré comme un acte militant ou un geste d'entraide aux copains recherchés pour pouvoir continuer la lutte.

La Carotte : 2F. Mensuel. La fontaine Saint Marc, Vaux le Pénil, 77000.

Effervescences lycéennes : 1F c/« Prenons la Parole », 43 rue du faubourg Saint Martin 75010 Paris.

14ème Village : 5F. Bi-mensuel, 17p. 88 rue de l'Ouest, 75014 Paris.

Farci poitevin : 4F. Mensuel. c/Association « Le Tourteau fromager », 1 petite rue Sainte Catherine, Poitiers.

Poésie ininterrompue : c/Michel Champendal, 73 rue Orbe 76000 Rouen. 2F.

Mandrin

PROCÈS HISTORIQUE

JEUUDI 25 OCTOBRE, UN ÉTRANGE procès se déroulait au Palais de Justice de Paris. Désuet, même ! Il semble bien que les adversaires de l'avortement aient tenté un dernier « grand coup » avant l'issue irréversible : le renouvellement quasiment certain de la loi Veil en novembre prochain, par les parlementaires.

L'an dernier, en novembre, F-Magazine publiait un long dossier sur l'avortement tel qu'il se pratiquait en France à cette date, quatre années après le vote de la loi. Une carte des villes et leur situation par rapport aux centres d'IVG ; une enquête émaillée de nombreux témoignages de femmes, de médecins. C'est alors que «Laissez-les-Vivre» avait sursauté, en lisant les abominables choses suivantes : «Car ces médecins, sans toujours s'opposer directement à la volonté de leurs clientes, de suppositoires en piqures destinées à provoquer les règles, s'arrangent pour que les délais légaux soient dépassés. Se retranchant derrière leur morale personnelle et condamnant vertueusement leurs confrères «avorteurs», certains d'entre eux n'en servent pas moins de rabatteurs à des cliniques privées qui ne manquent pas d'en tirer de considérables profits.» Suivait un paragraphe où il était montré que les médecins étaient relativement démystifiés auprès des femmes, et que certains, ne le supportant pas, se «vengent. En paroles, et, ce qui est plus grave, en actes».

«Laissez-les-Vivre» pouvant difficilement poursuivre en diffamation (à quel titre, effectivement ?), ils avaient envoyé au front «l'Union Syndicale des Médecins respectant la Vie Humaine». «Au front» : les représentants de la partie civile étaient positivement engagés dans un combat sacré. Ils avaient leurs troupes massées derrière, la salle d'audience était bourrée de curés, jeunes de bonnes familles et vieux fanatiques de service. En fait, la contre-manifestation à la marche des femmes du 6 octobre était là au grand complet. Elle ne se privait pas d'applaudir copieusement les témoins de l'accusation, les soutenant dans leurs justifications traditionnelles de refus de donner la mort. Cette question de l'avocat Brunois, leur défenseur, revenait en leitmotiv : quand commence la vie biologique du fœtus ? Il alla jusqu'à porter à la cour des photos d'embryon humain. Il était vraiment stupéfiant d'entendre parler pendant des heures du concept spirituel de l'avortement, sans que soient abordés le moins du monde les problèmes posés par la «diffamation» de F-Magazine. Quoique...

le professeur Soutoule, pourtant cité par l'accusation, a été amené par l'avocate Claude Auger, à répondre que «la loi étant mal appliquée, elle entraîne des aspects magouilleux et lucratifs». A cet instant, Maître Brunois s'est fait tout petit derrière ses dossiers. Heureusement, le témoin suivant, le Pr Jamin, a su redonner un espoir à ses amis sur l'issue du procès. «C'est une plaisanterie de dire que les femmes sont abandonnées. Il y a de telles



facilités pour elles à trouver des centres que je ne vois pas comment mes confrères entraveraient leur choix.»

Il était grand temps qu'interviennent à leur tour les témoins cités par F-Magazine. Les déclarations larmoyantes et apprises par cœur des militants de «Laissez-les-Vivre» semblaient même laisser les juges de marbre. Tous ceux qui avaient témoigné dans l'article incriminé étaient là ; les médecins, des femmes du Planning Familial, une jeune fille ayant subi un avortement «de vengeance» à l'hôpital Saint-Antoine. Ils ont répété leurs expé-

riences quotidiennes ; ils ont expliqué pourquoi ils se battaient pour l'application de la loi Veil, et même au-delà.

Lorsque fut venu le temps des plaidoiries, le bâtonnier Brunois sortit sa culture classique en prévenant les juges : «Votres jugements fera écho à la sagesse socratique». En appelant nombre de philosophes grecs à la rescousse, ainsi que Moïse à plusieurs reprises, il réussit à énerver suffisamment Jouanneau et Auger, ses confrères de la défense, pour que ceux-ci, par des plaidoiries précises et conglantes, renvoient des balles très dures dans son camp. «A l'audition de vos témoins, il m'est apparu clairement que nous n'étions pas sur le même plan. D'un côté de la barre n'apparaissent qu'abstraction et principes : vous étiez l'inertie ! De l'autre, il s'agissait d'un vécu profond. Vous êtes tous dans une situation de privilégiés, face à des vies, à des détresses réelles. (...) Vous déplacez le débat, en faisant semblant de ne pas comprendre que les femmes ne veulent pas se faire avorter par un médecin qui est contre. Le résultat serait désastreux. Nous n'avons jamais remis en cause la clause de conscience. Nous attendons simplement des médecins qu'ils n'entravent pas la liberté des femmes, et ne les abusent pas.»

Et puisque la partie civile avait mis le débat volontairement sur le problème de la «vie», Colette reprenait avec beaucoup d'humour des éléments démographiques : «Si nous prenons les pourcentages officiels de croissance de la population, je peux vous assurer, loi ou pas loi, qu'il n'y a aucun danger de voir s'éteindre l'espèce humaine. D'ici l'an 2000, nous serons de toute façon 50 pour cent d'Hommes en plus sur la terre». En ce qui concerne l'accusation de diffamation portée contre F-Magazine, l'avocate cita longuement des passages d'interviews donnés au Monde et à Libération par le Pr. Lortat-Jacob et le Dr. René, respectivement président et membre du Conseil de l'Ordre des Médecins. Ils avaient admis et déploré l'existence de pratiques mercantiles, retardant volontairement les démarches des femmes. Bref, ils reproduisaient les mêmes propos que ceux parus dans F-Magazine, bien entendu sans être poursuivis par la Justice.

Cette démonstration du ridicule de l'action intentée par «Laissez-les-Vivre» s'ajoutant aux témoignages entendus précédemment, il ne restait plus à Colette Auger qu'à conclure sa plaidoirie. Ce qu'elle fit de façon particulièrement émouvante, une main posée sur son ventre, en martelant ces mots : «Messieurs, je sais en ce moment précis, ce que représente une vie naissante dans le corps d'une femme. Je le sens dans mon corps, sachez-le.»

Lorsque le tribunal annonça que le jugement serait rendu le 22 novembre, tous les «Laissez-les-Vivre» s'esquiverent bien déçus. Il semblait manifeste que la sentence ne serait pas en leur faveur. La preuve venait d'être faite qu'en France, tout au moins, un procès pareil appartenait à une époque révolue.

Mais soyons tranquilles, «Laissez-les-Vivre» ne désarmèrent pas pour autant. Leur dernière trouvaille va probablement être de mouiller les écologistes dans leur juste lutte pour la vie : c'est un témoin de l'accusation qui l'a dit, exprimant son étonnement que cela n'ait pas déjà été fait.

Hélène Crié



L'Urss et les baleines

LA DEMANDE DE QUOTA DE chasse de 1500 cachalots faite par l'Union Soviétique aux pays membres de la Commission Baleinière Internationale vient d'échouer. Remettant en cause l'interdiction de l'emploi des navires-usines pour la chasse aux cachalots, décidée en juillet dernier au cours de la réunion annuelle de la CBI à Londres.

Le vote par correspondance pour l'attribution d'un quota exceptionnel pour l'hémisphère Sud était ouvert jusqu'au 17 octobre.

Seuls trois pays, le Japon, le Pérou et l'URSS bien sûr, se sont prononcés en faveur de l'allocation de ce quota, tandis que seize pays ont voté contre. On enregistre trois abstentions, celles de l'Espagne, de la Corée du Sud et de l'Islande qui jusqu'à cette année favorisait toujours l'industrie baleinière par son vote.

La tendance constatée cette année à l'arrêt de la chasse aux baleines se confirme donc, prouvant une fois de plus que la détermination des associations écologiques et de conservation de la nature et le Greenpeace finit par porter ses fruits.

Je profiterais de l'occasion qui m'est offerte pour vous informer également que le gouvernement

britannique a renoncé cette année encore à appliquer son plan d'abattage annuel à coups de fusils de 5000 phoques gris pendant une période de six ans, ce qui représentait un tiers de la population mondiale. En octobre 78, le Com-battant de l'Arc-en-Ciel s'était rendu aux îles Orsades pour s'opposer à ce massacre avec l'appui de l'opinion publique. Alors que les phoques se sont nourris de poissons depuis des millénaires sans les mener au bord de l'extinction, le gouvernement britannique avait tenté de masquer sa déplorable gestion des ressources marines en voulant rendre responsables ces pauvres petites bêtes de l'épuisement des stocks de poissons. Un quota de 2000 phoques a donc été accordé cette année à la chasse locale comme c'est le cas depuis longtemps sans que cela nuise aux populations de phoques gris orciens.

Paul Sigogneau

Camarade beauf

UN DÉSACCORD AVEC L'ARTICLE paru dans l'*Humanité* du 8 octobre à propos de la Marche des Femmes du 6 octobre à Paris, des femmes de Rouen, participantes de la Marche, ont demandé à rencontrer Roland Leroy (afin de lui remettre une lettre ouverte) en tant que directeur de l'*Humanité* et député de la Seine Maritime.

Un rendez-vous a été accordé, avec difficulté, au bout de dix jours, pour le vendredi 18 octobre à 18 heures au Siège de la Fédération du Parti Communiste, place de l'Hôtel de Ville à Rouen. Une délégation de onze femmes a été invitée à entrer dans les locaux du Parti Communiste et à attendre l'arrivée « imminente » de R. Leroy.

L'attente a duré plus d'une heure.

Roland Leroy, feignant de confondre deux rendez-vous, n'accepta de recevoir de notre délégation qu'une femme, responsable départementale du Planning Familial, mais qui n'était pas là en tant que telle. Nous avons refusé cette proposition et avons attendu d'être reçues.

Trois quarts d'heure plus tard, nous avons vu descendre une dizaine de militants du Parti Communiste, manifestant clairement leur intention de nous sortir par la force et, de fait, nous fûmes traînées dehors et, pour deux d'entre nous, molestées. Les injures et pas n'importe lesquelles ont commencé. Au Parti Communiste, envers des femmes qui viennent parler politique, la réponse est nettement en dessous de la ceinture : « Va te faire enculer salope ! Mal baisées ! C'est pas sur toi que je tabasse, c'est sur ta merde... Tas de merde ! Sales connasses... ».

La raison de tout cela, nous disaient-ils, était que nous étions « des complices du Pouvoir appuyés par la presse bourgeoise, venues faire de l'anti-communisme ».

Il faut dire que pour le Parti Communiste la présence de 40 000 femmes dans la rue n'est pas un événement politique et que les luttes qu'il ne contrôle pas, il les nie.

N'ayant pas pu rencontrer Roland Leroy, le 18 octobre, nous savions que nous pourrions le voir le lundi 22 octobre, jour où il inaugurerait publiquement l'Université Nouvelle 1979-1980 (école de formation du Parti Communiste).

Nous nous sommes déplacées à 60 pour l'interpeller, mais il ne

vint. Nous sommes intervenues pour obtenir une position des militants présents sur l'avortement et sur l'attitude de leurs camarades le 18. La réponse ne se fit pas attendre : « Allez chez Anne Aymone ! Vous serez mieux chez Lecanuet !... ».



Roland Leroy, quant à lui nous a répondu ce matin dans l'*Humanité*, en portant à nouveau des accusations graves contre le mouvement des femmes : « Celles et ceux qui orientent la colère des femmes contre les médecins, réclament la démedicalisation de l'avortement ou proposent, sans égard à la santé des femmes, de légaliser l'avortement jusqu'à cinq mois, tel le P.S., celles et ceux qui se réfugient dans la formule vague de « gratuité de l'avortement », substituant ainsi à la notion de droit égal pour toutes qu'implique la prise en charge par la Sécurité Sociale, celle d'assistance à l'égard des plus modestes (assistance laissée de surcroît à la charge des collectivités publiques) Tous ceux-là dédouanent le pouvoir de ses responsabilités, lui permettent de s'en tenir à la simple reconduction de la loi et contribuent ainsi au consensus » !

Merci, Messieurs du Parti de la Libération de la Femme, à l'écoute de notre vie, de nos luttes.

Des femmes de Rouen

it's the only one we've got...

ROBB

LE 24 OCTOBRE 79, LE CAMS (Comité pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles) a été fondé par des femmes du Tiers-Monde et des Européennes, à l'instigation des premières (les africaines).

Le CAMS a pour premier objectif l'abolition de la clitoridectomie qui se pratique même sur le territoire continental, à l'aide d'exciseuses que des immigrés, pourtant de modeste budget, font venir en métropole pour mutiler des fillettes.

Mais le CamS ne compte pas s'en tenir là et veut également attaquer les autres modalités de mutilations morales et sociales qui sont infligées aux femmes du Tiers-Monde.

Les possibilités de réunions, d'action, etc., seront indiquées par la suite dans la GO.

F. d'Eaubonne

Barrage en Laponie

IL N'Y A PLUS DE TERRES PRESERVÉES. Aujourd'hui ce sont les Lapons, en Norvège, qui sont menacés par un complexe hydro-électrique. L'émotion internationale a permis de faire reculer le gouvernement norvégien. Vos lettres peuvent faire le reste.

L'agression industrielle est non seulement un danger physique, mais elle frappe l'homme dans tous les domaines de sa vie. Ce fait est particulièrement bien illustré par le projet hydro-électrique ALTA au cœur de la Laponie, dans la seule région importante pour les troupeaux de rennes dans toute la Scandinavie. Il détruirait la nation lapone en tant que communauté culturelle et achèverait ainsi la colonisation pluricentenaire des Lapons par une colonisation de deuxième degré.

La Norvège consomme quatre à cinq fois plus d'électricité par tête d'habitant que la France ou la RFA. La partie la plus importante de cette consommation n'est pourtant pas celle des ménages privés, mais celle de grandes industries chimiques et de fabrication d'aluminium, qui généralement font partie de holdings

multinationaux. Les produits correspondants quittent presque exclusivement le pays, de même que les profits. Ces derniers sont particulièrement élevés parce que ces industries (qui jouent le vieux jeu de chantage au chômage) paient des prix d'électricité particulièrement bas.

Pendant une semaine, neuf Lapons se sont engagés dans une grève de la faim censée durer au moins aussi longtemps qu'il le faut pour qu'une cour de justice prenne une décision de principe concernant les droits des Lapons. Les neuf Lapons avaient d'abord planté leurs tentes devant le Parlement à Oslo. Entretemps, ils ont été arrêtés deux fois par la police, la deuxième fois ensemble avec plus de 200 manifestants non-violents entre autres des défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement de renommée internationale - et détenus en prison

pendant plusieurs heures. Etant donné qu'entretemps, la place devant le bâtiment du Parlement avait été encerclée par la police, les Lapons continuent maintenant leur grève de la faim devant les barrières. La semaine suivante, 600 policiers seront détachés en Laponie pour faire disparaître le camp à ALTA qui, pendant tout l'été, a empêché la poursuite des travaux de construction. En même temps, de plus en plus de Lapons s'associent à la grève de la faim, car si leur culture est détruite, leur vie n'aura plus aucun sens.

Laisserons-nous se faire aussi cet ethnocide et dirons-nous ensuite : nous n'en savions rien ?

ECOROPA a lancé un appel pour une action internationale de solidarité ainsi que pour un boycottage du tourisme commercial vers la Norvège. Joignez-vous à cette action. Ecrivez des lettres de protestation au gouvernement norvégien. Informez vos amis et connaissances ainsi que la presse. Jusqu'à présent, 55 organisations de 15 pays avec un total de 10 millions de membres, soutiennent cette protestation. Contact : Marthe Kremer, 34 avenue de la Chasse, B - 1040 Bruxelles.

Bilbao procès renvoyé

A BILBAO ONZE FEMMES RIS-quaient de 55 à 60 ans de prison pour avoir avorté. Le tribunal prisonnier d'une loi dépassée et d'une mobilisation militante et politique importante, a trouvé un prétexte pour remettre le procès à plus tard. L'adhésion du secrétaire du PC espagnol à la campagne menée pour la libération des inculpés est aussi un fait politique très remarqué.

Le procès des onze femmes espagnoles accusées d'avoir avorté, qui devait se tenir vendredi dernier à Bilbao a été renvoyé. Les onze inculpées sont donc à nouveau en liberté provisoire et le resteront probablement, jusqu'à modification de la loi : la mobilisation très importante en Espagne et dans le pays basque espagnol a eu raison de la résistance des juges. Coïncés entre la perspective de devoir ne pas appliquer la loi qui prescrit six ans de prison par avortement pratiqué et d'après laquelle les deux faiseuses d'anges seraient passibles de soixante et cinquante-cinq ans de prison, ou d'affronter la désapprobation d'une large couche de la population du pays, les juges de Bilbao ont prétexté l'absence d'une des inculpées, qu'ils auraient jugée par défaut, pour remettre le procès. Non sans avoir protesté contre les conditions dans lesquelles la mobilisation en faveur des accusées les obligeait à siéger : en effet, 25 000 signatures réclamant la libération des onze femmes, l'irruption dans la salle d'audience d'avocatesses venues de toute

l'Espagne et d'Europe, 1300 déclarant avoir avorté, et 12 000 hommes déclarant les y avoir aidés, ont marqué, au cours de la brève audience de vendredi matin, la solidarité des Espagnols, hommes et femmes, en face d'une loi jugée «discriminatoire et périmée.

Parmi les hommes qui ont déclaré avoir aidé des femmes à avorter - qui devaient aux termes de la loi actuelle être condamnés à des peines de prison - le secrétaire du PC Santiago Carrillo. On aurait cru rêver, du temps des «343 salopes» qui, en 1972, en France, avaient déclaré avoir avorté, si Georges Marchais avait signé une proclamation de ce genre. Une façon de se positionner plus musclée que le simple dépôt d'un nouveau projet de loi.

Elisabeth Salvaresi

Des femmes en mouvement hebdo

S ELON UNE MAQUETTE connue et qui a fait ses preuves (cf. la mensuelle « Des femmes en mouvement ») les femmes du groupe « Politique et Psychanalyse » récidivent, mais cette fois sous la forme d'un hebdomadaire.

En janvier 79, elles avaient volontairement interrompu la parution de la mensuelle « pour ne pas devenir des journalistes professionnelles » disaient-elles. Comment vont-elles s'y prendre pour un hebdo, qui, quoi qu'on veuille et qu'on fasse, exige des gens qui le fabriquent (rédaction, maquette, gestion...) au moins un travail à plein temps ?

Le numéro 1 paraîtra en kiosque le 9 novembre. En attendant, « la politique (...) leur ayant imposé ce numéro », elles nous proposent un supplément au futur premier exemplaire. On peut donc en conclure que ce supplément est un échantillon, remarquablement bien fait, de leur prochain hebdo. Pour l'apparence, comme pour le numéro manifeste, il ressemble étonnamment à l'ancien. Il se présente sur huit pages comme une suite de communiqués des femmes en mouvement, lesquelles sont allées au Pays Basque apporter leur solidarité aux militantes d'Euskadi.

Pour le procès de Bilbao, pour rencontrer leur « amie politique » Eva Forest. Des communiqués, des lettres, des témoignages, des messages, une discussion avec l'amie Eva, bref, la suite de la mensuelle, le début d'un hebdomadaire.

COMMUNIQUE

Vendredi 26 octobre 79. Sortie de «Femmes en mouvements - hebdo», supplément au numéro 1, qui continue le magazine men-

suel «Des Femmes en Mouvements» de décembre 77 à janvier 79, réalisé par le collectif de «Des Femmes en Mouvements - Hebdo».

La politique, toujours au poste de commandement, nous a imposé la publication de ce supplément en anticipation au numéro 1 de «Des Femmes en Mouvements - Hebdo» qui sera dans les kiosques vendredi 9 novembre.

En Euzkadi, le peuple, femmes et hommes, luttent pour libérer leur pays, leur langue, les femmes luttent pour libérer leur corps.

Au sommaire :
- Nos communiqués des 19 et 22 octobre 79 (référendum pour le

statut d'autonomie du pays basque, le 25 octobre, procès de onze femmes inculpées d'avortement le 26)

- Du féminisme paternaliste et colonialiste,

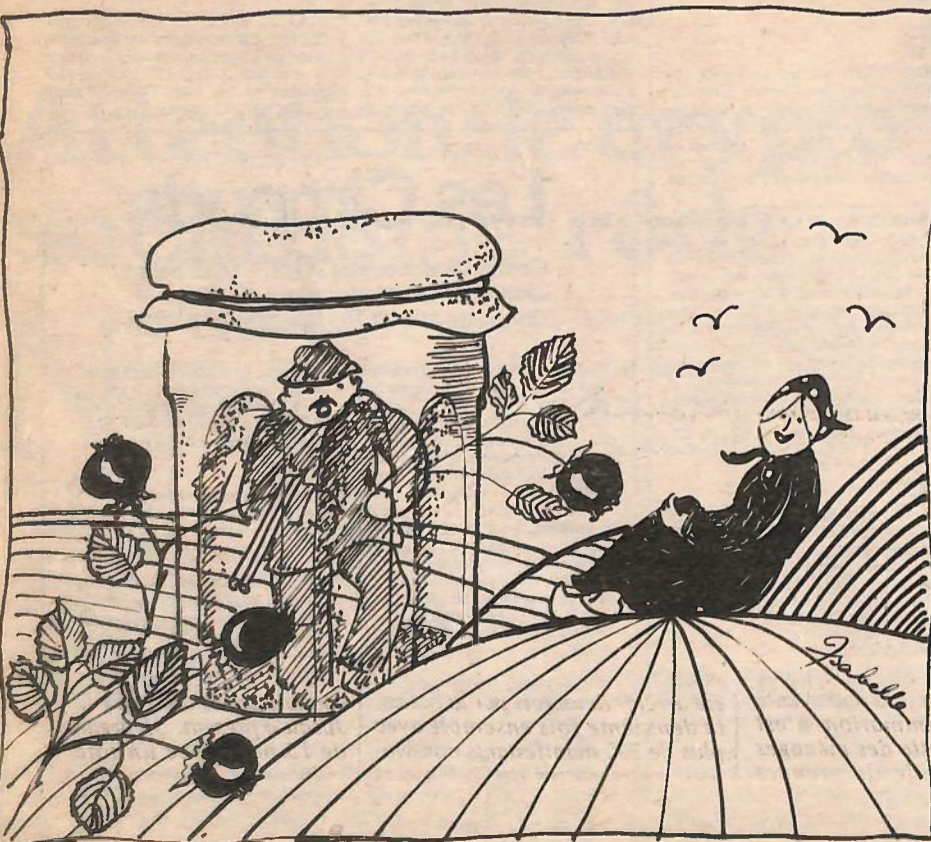
- Rencontre avec des femmes abertzales et socialistes et des femmes de l'assemblée des femmes de Biscaye,

- 25, 26, 27 octobre : occupations, manifestations, rassemblements à Bilbao, dans tout le pays basque et en Espagne.

La diffusion de ce supplément est assurée de manière militante et massive dans toute la France et au pays basque. S'adresser aux librairies des femmes de Marseille, Lyon et Paris et auprès des femmes en mouvements dans toutes les villes.



Une parisienne en Seine et Marne



U N AUTOMNE ENCORE vert bruine son dernier souffle en Seine et Marne. Les énormes machines rasant les champs de maïs, trient et égrenent jusqu'à la dernière panouille. Le tracteur et sa charrue prennent la relève : ça sent bon la terre retournée et des vols de corbeaux coassant et de moineaux piaillant se jettent sur la terre grasse et juteuse que caresse un soleil fugace.

Ils sont fiers, ils sont beaux. Ils sont grands, ils sont gros. Bardés de fusils et cartouchières, lardés de bons sentiments, de kaki et de brun vêtus, ils se déversent en pelotons, commandos, milices et patrouilles. Leur pas botté foule la terre parfumée. Ils aiment la nature, l'odeur des bois d'automne. Ils chassent. Au diable promenades, cueillettes et baiifolages. Ils chassent.

Sognolles : vieilles maisons de pierre aux toits pentus habillés de tuiles plates. Les murs lézardés affichent de belles prothèses de fer forgé. La vie, le temps, l'histoire emmêlés ont laissé leur empreinte. Ici, l'enseigne de pierre de l'atelier du forgeron, maison fondée en 1856. Là, une plaque vétuste : « La

mendicité est défendue dans le département de Seine et Marne »...

Cessoy : village bichonné dont nombre d'enfants a essaimé Paris. Le matin, les paysans joviaux partent aux champs montés sur leur altier tracteur. Quelques femmes paraissent dans les rues avant de disparaître dans les maisons silencieuses. Une petite vieille bien vieille astique ses carreaux. Les ouvriers portugais refont les canalisations tandis que des ouvriers arabes coulent du goudron.

Leçon de chose : l'églantier ou Rosa Canina ou Cynnorhodon pousse dans les lieux autrefois habités. Dans le Sud-Ouest, on dit qu'il signale les emplacements de vestiges gallo-romains. On fait cuire ses baies rouges à l'eau. Presser chaque baie entre le pouce et l'index pour extraire le noyau. Ecraser la chair dans l'eau de cuisson et ajouter du sucre selon le goût. Faire cuire jusqu'à ce que la confiture (car c'est de cela qu'il s'agit) tombe goutte à goutte d'une cuiller. Verser à chaud dans des pots et couvrir. Bon appétit.

Alice Braitberg

SUR LE TERRAIN

Alternatives

03

SI VOUS ETES CONTRE le nucléaire, pour le solaire et les énergies douces. Faites le savoir et envoyez tout votre courrier dans des enveloppes antinucléaires. Cinq modèles différents. Liste et tarif contre une enveloppe timbrée. Barabajagal. 03250 Le Mayet de Montagne.

13

OUVERTURE d'un centre d'information à Tubize à la Compagnie du Téléphone 133 rue de Mons, 1360 Tubize. Ce service comprendra un service job, un service étude, santé, loisirs, juridique, social. A cette occasion est prévue le 2 novembre à 20H une information sur l'affaire Graindorge.

31

VOTRE SANTE VOTRE LIBERTÉ et le nucléaire. Conférence débat organisée par la ligue des droits de l'homme avec la participation du docteur Ph. Dufetelle. Le lundi 5 novembre 79 à 20H30 Salle de Barcelone 22 allée de Barcelon à Toulouse. Entrée gratuite.

34

LE COLLECTIF LOCAL d'information et d'action sur l'uranium communique : Un rassemblement contre les permis de recherches du Lodevois aura lieu le samedi 3 novembre en après-midi à Octon. Pour tous renseignements contacter le secrétaire du collectif JF Vallot Castels 34700 Lodeve. 67/44 04 21.

38

WEEK-END DE TRAVAIL et de réflexion sur la définition de nouvelles perspectives d'actions en regard de l'évolution et de l'élargissement des luttes anti-nucléaires par rapport à Super Phénix les 17 et 18 novembre à Bouvesse. Inscriptions à renvoyer au comité Malville de Bourg 53 rue Charles Robin 01100 Bourg en Bresse en précisant le nombre de personnes et autres propositions pour l'ordre du jour. Rendez-vous à partir de 14H au Couvent de Bouvesse.

COMITES MALVILLE: Les dates suivantes sont à noter par ceux et celles qui souhaiteraient venir nous donner un coup de main pour la construction de la maison autonome de Poleyrieu près de Malville.

-Le Samedi 3 et le dimanche 4 novembre: en principe on continue le ferrailage de la coque de la maison autonome pendant qu'une autre équipe s'attaquera et avec le matériel nécessaire aux derniers mètres du puits.

-Le Samedi 17 et le dimanche 18 novembre: C'est le week end qui a été choisi par la dernière coordination antinucléaire Rhône Alpes pour tenter de débloquent l'action directe par rapport à Super Phénix. Le samedi il est prévu de travailler la mise en forme physique sur le terrain de la maison autonome. Le dimanche on passera à la gymnastique de l'esprit avec un débat sur l'action contre Super Phénix, le point et les perspectives.

Inscriptions: Joseph et Josiane Vincensini, Poleyrieu 38510 Morestel. Tel (74) 88 53 69. Prévoir un duvet et si possible une pince coupante.

42

LE PERMIS DE RECHERCHE d'uranium dans la plaine du Forez a été accordé au mois de septembre. Les communes pas plus que les habitants ne sont au courant. Les AT du Forez disposent d'un matériel (tracts, montages diapos...) POUR tous renseignements, prendre contact avec les Amis de la Terre du Forez Centre social La Boissollette 42110 Feurs.

67

LE GROUPE DES AMIS de l'Arche de Strasbourg reprend ses activités le

mercredi 7 novembre à 20H30 chez Gentner Daniel et Colette 6 rue Poincaré 67800 Bischheim.

ECOLOGIE ET INFORMATION est un centre à la disposition de tous ceux (associations ou individus) qui s'intéressent à l'écologie, l'antimilitarisme, le quart-monde, le tiers-monde, la non-violence, le féminisme, etc. Il rassemble le plus d'infos dossiers, adresses, etc et travaille en liaison avec les députés écologistes du Parlement européen. 2 quai Mulenheim 67000 Strasbourg. Tél. 35 45 51 Catherine Auberger

UN CONGRES INTERNATIONAL de jeunes sera organisé par la Fédération internationale Terre des Hommes sur le thème : La faim, ses vraies causes, quels moyens de lutte ? Dates 3 et 4 novembre à Strasbourg à l'Université des Sciences Humaines. Programme : Samedi projection d'un film canadien de Peter Foldes «La faim» suivi de six commissions. La faim et les multinationales, agrobusiness et écologie dans l'agriculture, colonialisme, aide officielle au développement, appareils répressifs et domination économique dans le tiers-monde. Samedi soir, conférence publique à l'Aubette, débat animé par un journaliste. Dimanche matin, présentation d'actions concrètes d'aides au développement.

69

LE COMITE MALVILLE de Lyon demande l'arrêt pour inspection des PWR en fonctionnement, la réparation, et donc le non-chargement, des cuves fissurées qui ne fonctionnent pas encore. Nous appelons tous les Lyonnais à soutenir la lutte des travailleurs de Tricastin et de Gravelines qui s'opposent à l'attitude irresponsable des pouvoirs publics et d'EDF. Permanences tous les mardis de 18H à 20H à son local 44 rue St Georges Lyon 5°. Adresse postale BP 6 St Jean 69245 Lyon cedex 1.

UN GROUPE DES AMIS DE LA TERRE est en création à Villeurbanne. Une permanence a lieu tous les vendredis de 13H à 14H au local situé 47 rue Phélypeaux, à proximité de la Dnua. La première réunion s'est déroulée le 29 octobre. Contact.

A TOUS CEUX qui reçoivent le journal Hebdo. Les Amis de la Terre-Lyon organise la récupération de ce canard boiteux, à des fins écologiques. N'ayez donc pas peur de (les) mettre de côté avec ceux de vos voisins et nous les amenons au 68 rue Mercière les jours de permanence. Lundi et Jeudi de 18H30 à 20H. Pareil pour les annuaires PTT dès que les neufs seront mis en circuit. Laissez venir à nous les gaspilleurs.

73

NOUS SOMMES INSTALLEES depuis un an dans une ferme en Savoie. Bertrand 29 ans, Françoise 31 ans, Sébastien 1 an et demi. Nous élevons des vaches laitières pour la fabrication de fromage. Nous voudrions rencontrer d'autres gens susceptibles de s'installer à côté de nous pour partager avec eux le travail et beaucoup d'autres choses. Il y a des maisons et des terres disponibles. Nous ne cherchons pas obligatoirement des gens tentés par l'agriculture. Il peut y avoir des artisans par exemple. D'autre part, si vous êtes en Savoie et faites une expérience similaire, on aimerait vous rencontrer aussi. Françoise et Bertrand Molliex. Le laudat Confians 73200 Albertville.

75

AMNESTY INTERNATIONAL dénonce les traitements infligés aux prisonniers politiques en Syrie. 18 rue de Varenne 75007 Paris.

LE COMITE LOCAL de la pétition pour une autre politique de l'énergie vient de rendre publique une première liste de 50 signataires. Pour préparer un meeting sur l'énergie il invite à une réunion le mardi 6 novembre à 12H30 aux Temps présents 68 rue de Babylone. Les signataires doivent être adressés à L'Union Locale des consommateurs, 42 rue Fabert 75007 Paris.

77

LE MOUVEMENT ECOLOGIQUE Briard 77120 Coulommiers 17 sentes des ruelles lance une affiche. Avis aux amateurs.

80

NUCLEAIRE DANGER immédiat de S. Poljinski à 18H30 - 21H - salle

Dewailly. Le 8 novembre. Le 9. débat organisé par Pourquoi pas ! à la salle Dewailly à 20H30 sur le thème Femmes en luttes, pourquoi, comment. Avec Simone Iff, présidente du planning Familial et Huguette Bouchardeau secrétaire nationale du PSU. Le 16 novembre, ciné lutte organise un concert avec Michèle Bernard à L'Amphi 600 du campus universitaire. Location. Librairie Cobra 23 rue Flatters.

91

NUISANCES ET ENERGIE Exposition du 10 au 17 novembre à la MJC MPT de Villebon sur Yvette 18 rue des casseaux 91120 Villebon Tél. 010 59 37. Le 10, à 16H diaporama sur l'énergie solaire débat. Le 13 à 21H film Marée noire colère rouge avec débat. Le 17 récupération de papier carton pour recyclage. Organisateur CCY Cliaide Club photo, défense contre le bruit des avions, MJC UFC des Ulis.

POUR PRENDRE de vitesse le syndrome français, on a décidé de s'activer sur Etréchy et sa région. Une première sortie avec la pétition nationale sur le nucléaire au marché d'Etréchy dimanche dernier. On veut remettre ça et faire d'autres choses. Antinucléaire et écologistes du coin venez nous voir le dimanche avec vos idées. Pour contact, Francis chez M. Zignini rue des Frères Bolifraud 91 Chamaing.

92

GROUPE AT RUEIL recherche tous renseignements sur pollution par le bruit (expériences de luttes de riverains contre le bruit normes admises recours en justice... etc) At de Rueil 16 rue Thiers 92500 Rueil Malmaison.

BELGIQUE

LA MANIFESTATION anti-nucléaire le 10 novembre aura lieu à Liège à 15H place Saint Paul.

BRUXELLES

UNE AUDITION parlementaire sera organisée par l'Assemblée Parlementaire du conseil de l'Europe à Bruxelles le 18 décembre cette audition est publique et aura pour thème le surgénérateur. On pourra discuter du pour et du contre devant une commission d'enquête. Qu'on se le dise une fois !

SUISSE

COLLOQUE et conférences publiques du 16 au 18 novembre. Programme détaillé du colloque et inscription Le Louvain, CH. 2206 Les Geneveys sur Coffrane 38/57 16 66. Conférences publiques : L'illusionnisme scientifique contre la raison par Louis Puisseu économiste à la Direction générale d'EDF. Contrôler la science pourquoi, comment ? par Konradin Kreuzer, chimiste indépendant, secrétaire de l'Association pour une utilisation responsable de la science. Le 17 novembre à 20H30.

Musique

08

LE GRAND ROUGE à Sedan le samedi 3 novembre, salle Marcellin. Musique traditionnelle française du Cantal, la Corrèze, le Limousin, la Creuse et la Bresse. Instrumentation exclusivement traditionnelle. Le spectacle : concert et bal folk. Location MJC place Calonne. (N'oubliez pas d'écouter leur dernier disque : Traverser du pays...)

26

BAL FOLK à Crest le 10 novembre joyeusement animé par le groupe CIDEX 12 60 à la Salle des fêtes. Venez nombreux !

42

UNE EXPOSITION d'instruments à cordes originaires de tous continents aura lieu à la Maison de la Culture de St Etienne du 10 novembre au 10 décembre 79. Un montage musical permanent illustrera cette expo. Un concert aura lieu le 22 novembre à la MJC théâtre. Le 28 novembre aura lieu une animation avec un montage diapo, une présentation et démonstration d'instruments et un montage diapo sur la lutherie avec un luthier. Guy Thievenon, 30 rue de la Résistance 42000 St Etienne.

54

STAGE DE DANSES bretonnes à Nancy MJC Haut du Lièvre le week-end 17 et 18 novembre organisé par les arts et traditions populaires Rens. ATP s/c Maryse Tondeur 259 rue Salvador Allende 54230 Neuves Maisons.

54 57

STAGES FOLK. En prévision de week-ends d'initiation aux danses folk traditionnelles et populaires : celles et ceux qui seraient intéressés veuillez vous faire connaître à Migaine folk s/c LSD 26 rue du Wad Billy 57000 Metz. FJT les Abeilles 58 rue de la République 58 Nancy.

71 69

STAGE DANSE FOLK AU CREE (Centre de Rencontre et d'Echange des Echameaux) avec des membres du groupe CIDEX 12 60 : Comment se débrouiller dans un bal folk. Le premier suivi : Les 17 et 18 novembre et 1 et 2 décembre. Pour tous renseignements : CREE s/c Michel Hut 43 rue des Granges 69005 Lyon. Tél. 78/36 00 85.

77

DUO DE JAZZ le 10 novembre en l'église de Dammarié les Lys avec Caratini et Fosset.

88

BAL FOLK à ST Dié au foyer de l'Orme avec le Darou des Brimbelles aidé par Vodiavagrelle. Cette soirée folk heureuse clôturera la quinzaine sur le folklore et l'artisanat le samedi 3 novembre. A l'issue du bal folk p'tite chasse au Darou. (sic) ;

Papiers

31

PEUPLES NOIRS peuples africains. 3 rue de l'Asile Popincourt 75011 Paris. L'abonnement de cette revue bimestrielle est pour six mois de 65F. Au sommaire : Main basse sur le Cameroun Remember, Ruben, Perpetue ville cruelle, le pauvre de chrisme de Bomba. Soweto sur Bangui, étudiants noirs, diplômés blancs le colonialisme des missionnaires. Recevez hors des habitudes la lutte d'un écrivain progressiste africain qui a pris la parole.

58

MANUEL DE CONSTRUCTION rurale N° 2 par Cf. Micmaker Christian Butters et T. Vallot. Ed. alternatives et collectif parallèle au architecture. Prix 26F 125 pages. Pierre Berhain 49 grande rue 58700 Premoy.

75

MON OEIL est un collectif de diffusion ayant pour but de favoriser l'intégration de la vidéo et d'autres techniques audio/visuelles. Location et projection. Pour tous renseignements : Association Mon Oeil 20 rue d'Alembert 75014 Paris. Tél. 327 69 00

COMBAT POUR LA DIASPORA BP 643 75161 Paris cedex 04 Les inconditionnels de l'état d'Israël et les institutions religieuses monopolisent la parole juive. Il est important qu'un autre discours s'élabore. Au sommaire : Les institutions juives de France, questions aux partis politiques français, être juif et communiste, minorités : les Arméniens, la culture judéo-espagnole. Abonnement aux Editions Synos 9 rue Bornomée 75015 Paris CCP 19 706 28.

76

LE GRAIN DE SABLE un bimestriel créé au début de 79 en est à son quatrième numéro : Une vingtaine de pages imprimées sur Femmes Ecologie Immigrés, Entreprises, etc... Contact Grain de Sable 4 rue Alfred Thillard 76620 Le Havre.

BRETAGNE

LE BRETON PAR LE CHANT. Album-disque qui comporte seize comptines ou chansons populaires. Kristen Noguez chante ou raconte d'une voix agréable, accompagnée par Talbenn un groupe de musiciens morlaisiens. Il est en vente chez les libraires et les disquaires et à Skol Vreizh, 1 place du Marché à M. Brelax.

SERGE MOSCOVICI a écrit cher Christian Bourgeois : Hommes domestiques et hommes sauvages. 240 pages 42,10F. D'où remonte ce vouloir, jamais brisé, d'ensauvager la vie ? Comment se fait-il que nous soyons aujourd'hui si concernés par le naturalisme ? Quel écho rencontre-t-il dans notre existence individuelle et dans notre culture ? Ouvrir ce livre et...

Insurgés

PROCES le 30 novembre de Claude Balcon à 8H30 au tribunal de grande instance de Brest 146

L'INCULPATION d'insoumission dont je (Jean-François Jaillais) relevais lors du procès du 20 février n'a pas été retenue. Relaxe, cela est très rare dans le mouvement objection insoumission aux affectations autoritaires. Il faut continuer. Le parquet fait appel à minima. Le 6 novembre à 14H dans la 7^e chambre de la cour d'appel du tribunal correctionnel de Versailles, 5 rue Carnot 78000 SE déroulera le procès.

De même, le 11 décembre même heure, même adresse, un copain du CLO Val d'Oise, Claude Bleton, condamné à un mois avec sursis à Pointoise passera aussi en appel.

75

A L'OCCASION DU CONGRES extraordinaire de la Fédération Anarchiste qui se tiendra à ANTONY les 1, 2, 3 et 4 novembre les groupes Fresnes-Antony et Louise Michel organisent le vendredi 2 novembre à 20H30 à la mairie de Fresnes un meeting sur la dissidence dans les pays de l'est et le boycott des J.O., la liberté de la presse, le féminisme, l'antimilitarisme... Pour s'y rendre : prendre le bus 187 (départ à la Porte d'Orléans et descendre à la mairie de Fresnes.

83

INSURGES

GERARD BLAIN, militant anarchiste passera en jugement le vendredi 26 octobre à 8H au tribunal de Toulon pour renvoi de livret militaire. A cette occasion le groupe anarchiste de la région toulonnaise appelle à un rassemblement. Venez nombreux.

Infos

FRUITS ET LEGUMES sains, ferme de Debasse Duravel 46700 Puy l'Evêque BP 4

J'ETUDE ACTUELLEMENT un projet visant à économiser une partie très importante de l'énergie consommée actuellement pour le chauffage et la production d'eau chaude de mon habitation. Il s'agit d'installer un récupérateur de chaleur dans la cheminée et des capteurs solaires. J'ai besoin de documentations, d'adresses de fabricants, de plans, de

prix, etc... Qui peut me fournir ces renseignements ? Jean-Claude Bergeret Professeur collège la Monnaie 26100 Romans.

26

CHEVRIER F. cherche chevriers pour travailler en stage barre (même autres bêtes) Gleyzec C. 13 bis rue Montplaisir 26000 Valence.

54

LES ECOLOS à la ville, ça vit chacun dans son coin. Je partagerai F3 WC cuisine chauffage eau chaude 450F/Mois avec qui veut faire l'expérience d'une vie collective. Crépare Jean-Luc 32 rue Pasteur Nancy. Existe-t-il en particulier, un CLIN, CRIN les Amis de la Terre à Nancy, je n'y connais personne et aimerais les contacter.

56

BOULANGER et boulangère plus bébé mitron cherche petit bourg sympathique entre le Morbihan et la Vendée où le fournil est éteint pour s'y installer et y faire du pain. Que tous les gens, conscients d'une population affamée, nous fassent signe, en écrivant à Daniel et Claude Testard Kergonfatz Bignan 56500 Locminé.

57

NOUS SOMMES TROIS un gars, une fille et une petite fille de 13 mois habitons Leyviller et cherchons groupe éco dans la région (St Avoird) et gens sympa pour apprendre à connaître le coin. Adresse Schwarz Danièle et Yvette 59 rue St Jean Rohatich 57600 Leyviller.

67

TREMBLEMENT DE TERRE. Couple, quatre enfants, préoccupé par ce problème cherche personnes intéressées par projet construction dans le Bas-Rhin petit immeuble communautaire d'architecture parasismique et solaire. Prendre contact avec J. Jacques Pion. 67240 Bischwiller. Tél. 63 00 37.

77

QUI PEUT ENVOYER des documents sur la pollution de l'eau pour pouvoir compléter un devoir ? Maria Pineda Cité scolaire André Malraux Etude F3 Montreau 77130.

80

APPEL A TOUTE PERSONNE connaissant l'île de la Réunion, notamment des Réunionnais vivant à la métropole. Je désire quitter ce pays gris pour la perle de l'Océan indien. J'attends vos tuyaux et adresses de boulot ou d'écologistes sympas. Ecrire Myriam Legrand 32 rue Marchal Foch 80200 Ponnine.

81

J'AI 21 ANS. Je recherche des femmes à la campagne ou montagne pour participer aux travaux, cultures ou élevages... déjà fais des chèvrès pendant un an. Patti Hisse 29 place Saissac 83310 Lisle sur Tarn.

Les Circauds

Centre de Rencontre, Oyé, 71 610 Saint Julien de Civry. Permanence téléphonique de 11h à 13h30 au (85) 25 82 89.

17-18 novembre : SD représentation de soi avec le centre de SD de Vincennes.

La SD est une forme et un moyen de communication, elle est toujours communicative et amusante. La forme donnée à une représentation apparaît comme un rôle qui devient la critique de soi-même. Le participant se regarde lui-même, de haut, il se distance de ses problèmes, il est capable de s'en amuser en les représentant comme des choses qui lui sont étrangères. Participation : 300F. Arrhes : 100F.

1-2 décembre, 19-20 janvier, 15-16 mars, 26-27 avril, écriture et expression. Ce cycle de week-end s'adresse à tous ceux qui veulent récupérer et développer leurs capacités d'expression orale, graphique, gestuelle, mais avant tout aux plus dépossédés, à ceux que l'on a persuadés que l'ex-

pression, ce n'est pas pour eux. A qui on a enlevé avec la parole, écrite ou orale, une partie d'eux-mêmes, une arme, un outil. Participation : 260F. Arrhes : 90F.

Renseignements et inscriptions : Les Circauds OYE 71610 Saint Julien de Civry. Tél. 85/25 82 29.

24-25-26 novembre, 15-16-17 décembre, 26-27-28 janvier, 23-24-25 février : Danse contemporaine Apprendre à découvrir, à aimer son corps, celui des autres ne plus en avoir peur, se mettre à l'écoute du geste sans le filtre du langage. Par le mouvement réinventé par chacun, restituer un espace intérieur au rythme d'une poésie quotidienne vers le monde extérieur. Inscriptions : Dominique Vassart 102 rue Léon Maurice Nordman 75013 Paris.

GET BAC

VOUS AVEZ DEJA ENTENDU PARLER d'Ivan Illich, cet « utopiste » qui prétend dé-scolariser la société ; peut-être qu'également vous avez eu quelques échos sur les fameuses « free schools » américaines ou anglaises. Et bien, si vous allez voir *Get bac*, laissez Illich et vos utopies au frigo et contentez-vous seulement d'user vos rétines sur ce sentiment de flottement apparent qui règne dans les bahuts cette année.

La communication, c'est le thème de *Get bac*, un film réalisé au lycée d'Etat mixte de Pontoise, par des lycéens. Film vidéo, deux cents minutes de tournage, un questionnaire élaboré avec des profs, puis présenté par la suite aux élèves qui ont bien voulu intervenir devant la caméra. Film à thèmes, interventions rapides, flash sur un quotidien que les lycéen(ne)s connaissent comme acteurs et qu'ils redécouvrent au bahut de Pontoise en tant que spectateurs.

Sur une chanson des « Enfants terribles », *Get bac* s'attaque d'emblée au manque relationnel entre des élèves divisés par classes, groupes, niveau d'études, et tente de collectiviser les problèmes de communication et les besoins affectifs sous-jacents que chacun croit personnels. La soli-

tude, c'est pas un problème personnel. C'est le problème de milliers d'individus qui cherchent à échapper à l'aliénation qui est leur pain quotidien. On bosse à un bout de la ville avec des gens qui ne sont pas des amis, et on dort à l'autre bout auprès de voisins inconnus. On perd la majeure partie de notre vie à crever dans des camps de concentration ambulants qui s'appellent bus ou trains de banlieue. Où peut-on aller au bahut pour se faire des amis ? Où pouvons-nous d'un bond nous échapper de la prison de nos têtes ?

Au lycée de Pontoise, la cafette semble le point de départ d'une rencontre entre élèves, mais très peu de communication en réalité. Au bahut, les cours pèsent trop dans les discussions : « **La cafette, c'est un hall de gare** »,

intervient un élève sur l'écran. La cafette, une tentative d'autogestion avortée par un manque de prise en charge, le bahut restera la prison de l'âme, une crèche pour jeunes pour qui l'importance des relations humaines tient pourtant une grande place, ce qui explique sans doute la très grande vague des professions médicales, para-médicales et sociales et la « vocation » d'éducateurs de certains.

Une histoire de graffitis au bahut renoue avec le débat sur la communication : « **Les murs sont trop tristes, pour-quoi pas des graffitis** ». Mine de rien, on glisse sournoisement vers un sujet plus vaste, plus présent, plus d'actualité. Aurons-nous droit au couplet sur la liberté d'expression ? « **Les tracts ne sont pas un moyen de communication mais d'information** », ce qui nous amène tout naturellement à la politique : « **On ne fait pas rentrer la politique dans un lycée, on la vit au niveau de notre quotidien, on la fait nous-mêmes** », affirme un lycéen. Il est cependant dommage que le questionnaire de *Get bac* ait peu porté sur la vie quotidienne à l'intérieur du lycée (la discipline, la vie en classe, la liberté d'expression, la « participation », le foyer socio-éducatif...). A ce sujet, je trouve surprenant que, pour une fois que des lycéens avaient la parole, pas

un n'a voulu dire ce à quoi il aspirait. Il est vrai que ces problèmes touchent dans leur ensemble l'autorité toute-puissante de l'administration et que sur ces questions, si j'en juge d'après les dires des réalisateurs de *Get bac*, profs et élèves se sont volontairement autocensurés...

Get bac consacre aussi un chapitre à la sexualité. Si, d'après une enquête du **Guide de l'Étudiant**, en 1978, 50% des lycéens et 33% des lycéennes ont déjà eu des relations sexuelles, on affirme au lycée d'Etat mixte de Pontoise que « **la libération sexuelle est un leurre** ». Il est vrai que cette soi-disant libération se mesure à l'inquiétude de certain(e)s élèves sur la faiblesse des moyens d'information mis en œuvre en ce qui concerne la contraception : « **Dans la région de Pontoise, le seul centre de contraception n'est ouvert qu'aux heures scolaires...** » quant aux profs, ils ne connaissent de la vie sexuelle des lycéen(ne)s que « **ce qu'ils en voient dans les couloirs** ». « **On ne peut pas assumer sa sexualité à travers le lycée, y'a rien pour...** », répliquera une lycéenne.

Une seule petite intervention sur l'homosexualité, un peu moins fréquente chez les filles que chez les garçons mais qui concerne 5,4% des élèves en France, dont 1,2%

« régulièrement ». Rien sur la drogue, alors que selon une enquête réalisée par des chercheurs de l'INSERM au cours du premier semestre 1978, un lycéen sur dix aurait goûté au moins une fois au shit. Les tabous demeurent bien ancrés

Le dernier volet du film est consacré, non sans humour, à l'enseignement en général. Il en ressort que la majorité des profs du bahut ne savent pas intéresser les élèves, restent trop près du programme, ne sont pas assez disponibles, ne s'intéressent qu'à eux-mêmes et à leur carrière. *Get bac* tente alors d'esquisser une nouvelle approche enseignant/enseigné, mais sans grand succès. A chacun son tuyau de gaz personnel, y'a encore des flics dans les yeux des agrégés... Ceux-là sont heureux, rient béatement aux futilités anecdotiques de la vie et tapent dans leurs mains comme des mômes quand ils touchent leur paie. Et moi, je tape à la machine. Ils bouffent à la cantine et leur vie s'écoule dans la plus parfaite désertion.

Je me demande donc, bon Dieu, pourquoi j'écris !

Mandrin

Get bac : c/Alain Deveau, 9 rue des Plantes Verts, 95000 Cergy-Pontoise.

JOURNAL DES RÉPONSEUSES

Le Centre de documentation féministe est maintenant installé dans un local vaste et un coin lecture très agréable permet de consulter toute la presse féministe et les divers dossiers constitués à partir de revues de presse.

Permanence chaque samedi de 15h à 19h au 50 rue de l'Ouest, 75 004 Paris. Tél.: 327 97 35. Adhésions annuelles : individuelles 50F, de soutien, pour les groupes 150F.

Bulletin spécial « Dossier Avortement, octobre 79 : Historique de la lutte depuis 1971, positions des organisations et des syndicats, bibliographie, situation dans les autres pays. A partir d'une sélection des articles de presse, tracts et débats les plus marquants. Disponible au Centre, 8F.

Nous cherchons à nous procurer le texte de la chanson entendue durant la marche du 6 octobre : « Oh mon Dieu, que c'est embêtant d'être toujours enceinte, oh mon Dieu, que c'est embêtant tous ces avortements... »

Réponse : Beaucoup de tracts et de chansons ont été distribués pendant la manif, vous trouverez les paroles de celle-ci, mais aussi de la « moto » et de « la pilule » au Centre de documentation féministe (cf. plus haut).

Les Baragouineuses, groupe lesbiennes, banlieue nord, reprend ses réunions et surtout ses permanences téléphoniques chaque premier et troisième mardi du mois au 820 20 59 de 19h à 22h

Pour constituer un centre « avortement-contraception », notre petite équipe a besoin de s'adjoindre une infirmière à mi-temps. Téléphonez à Christine : 645 96 47.

Le Lieu-Dit, salon de thé et de lecture ouvre maintenant pour le déjeuner à 12h30, tous les jours sauf dimanche et lundi. La bibliothèque s'agrandit et a débuté le 19 octobre dans la galerie une exposition d'assemblages magnétiques d'une œuvre de femme. Le Lieu-Dit, 171, rue Saint Jacques, 750005 Paris.

Je connais un artisan très sympa

qui a beaucoup de boulot et qui voudrait faire travailler des femmes. Il cherche des menuisiers, des plombiers, des peintres en bâtiment. Demandez Raphaël au 209 69 66.

Les éditions « Le Peuple prend la parole » recherchent des poèmes, des textes, des contes, des récits et témoignages de femmes travailleuses dans le but de réaliser une collection d'expression prolétarienne au féminin. Pour tous envois et contacts : Aisha Bernier, 36 rue des Haies, 75 020 Paris.

Si, comme moi, vous êtes malades à en crever deux jours par mois au minimum, si, comme moi, « on » vous disait que c'était « psychique », que c'était « un refus de féminité »... vous seriez bien aise d'apprendre que ces messieurs du corps médical ont enfin admis que ces malaises avaient une cause organique et qu'un remède simple, efficace et sans effets secondaires venait d'être découvert. Alors, les copines, vous saurez tout en lisant la page « Médecine » dans le Monde au 17 octobre...

Quelqu'un connaîtrait-elle l'adresse du groupe femme de Nanterre ? (Réponse sur répondeur 539 80 30 ou à la GO).

Serait-il possible de connaître la permanence du groupe femme du 15ème ?

Le restaurant (et lieu de créativité) Le Potiron ouvrira fin octobre de midi à trois heures du matin, 16 rue du Roule, 75 001 Paris, tél.: 233 35 68. Au menu : un bol d'oxygène, une pincée de folie, cinq grammes de désir, huit cuillerées à soupe de bien-être et trois graines de génie.

Adresse du groupe femmes de Vincennes Saint Mandé : BP 34 Vincennes Principale, 94 300.

Isabelle (580 62 95) désire rencontrer d'autres femmes ayant comme elle de grandes difficultés à voir. Ceci afin d'écrire sur leur expérience de la réalité pour celles qui voient très peu ou ne voient pas du tout.

Sylvie (558 28 44) programme des ordinateurs et aimerait savoir si des femmes seraient intéressées par un stage sur les ordinateurs.

Dans le numéro 16 de la revue « Histoire », 15F, un intéressant article sur l'histoire de l'avortement.

Catalogue « Histoire des femmes et des féministes », Librairie Biffurés, 21 rue Saint Jacques.

J'étais très déprimée, envie de me suicider. C'est bien de retrouver la vie avec vous... Merci, je vous embrasse.

Des hommes, des vrais, des femmes, des vraies, revendiquent un attentat contre le collectif homosexuel Jeune Parole. Cet attentat aura lieu la semaine prochaine, prévenez-les. (En fait d'attentat, il y a effectivement eu un bombage de croix gammées, signées des fafs).

La librairie Carabosse déménage à dater du 6 novembre au 50 rue de la Roquette, ouverture 14h-20h du mardi au vendredi, 10h-20h le samedi. A côté de la librairie s'ouvrira courant novembre un café de femmes non mixte où se tiendront régulièrement des discussions sur les différents aspects de la culture des femmes, et des questions ouvertes sur la pratique du MLF. Tout cela coûte très cher. Il nous faut un million ancien d'ici la fin du mois sinon le café ne pourra pas ouvrir. Rappelons que les carabosses sont toujours bénévoles aussi vendent-elles actuellement des cartes de soutien à 100f et 200F. Remboursables en livres ou en consommations à partir de mars. Nous vendons aussi des affiches de soutien à 515F et comptons sur beaucoup de dons. Le samedi 10 novembre, tirage au sort d'une loterie qui dure du 6 au 10.

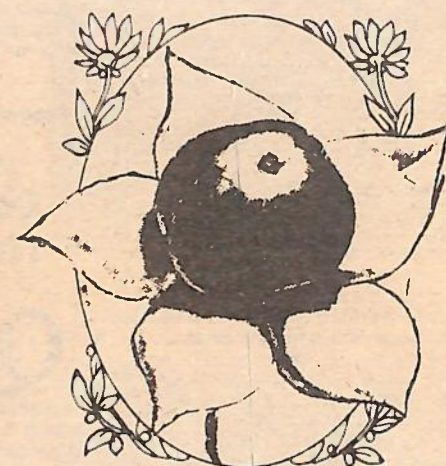
Connaissez-on un groupe de femmes lesbiennes dans le 19ème ?

Thérèse Davera cède une crêperie rue de l'Ouest, tél.: 655 36 28.

Constitution d'un groupe homosexuel femme et homme contre le fascisme. Tél au 340 07 22.

Isabelle et Brigitte cherchent un groupe femme dans le Val-de-Marne. Tél.: 569 64 85.

Les femmes libertaires qui éditent le journal « Colère » se réunissent tous les mardi à 18h30 au 8 rue Gracieuse.



Abonnement

Un an (52 n°) : 200 à 300F selon vos revenus.

Six mois (26 n°) : 100 à 150F selon vos revenus.

Trois mois (13 n°) : 50F

Tarifs «étrangers», sur demande.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de Saint Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette.

Nom, prénom

Adresse

Ville

Code postal

souscris un abonnement de mois et verse la somme de F.

Défendre quoi ?

Si une puissance étrangère menaçait le territoire national, seriez-vous prêt à mourir pour la patrie ? Non, ont répondu 57% des personnes interrogées dans le cadre d'un sondage de Paris-Match. Pas mal ces 57% ! C'est ce que l'on dit en apprenant ce chiffre. Marc Thivolle a eu la même réaction dans son article (G.O. du 17 octobre). Alors que d'habitude on ne se fie pas trop aux résultats des sondages, là, nous n'avons pas eu la même réaction, trop contents sans doute du pourcentage annoncé. Mais faut-il vraiment pavoiser ? Marc Thivolle a noté que la répression continue de frapper les insoumis. C'est juste. Mais est-ce suffisant ?

Car un sondage, c'est un sondage, c'est à dire une enquête dont on rend les résultats publics si les auteurs du sondage veulent en tirer parti. Et s'ils le font, on n'hésite pas à manipuler les chiffres avant d'annoncer les résultats de l'enquête. Dans cette affaire, que cherche Paris-Match ?

Dans ce numéro de Paris-Match, outre les résultats du sondage, on trouve une belle photo qui vous vante l'intérêt des dernières grandes manœuvres de l'armée française (saône 79), opération qui a rassemblé 17500 hommes, 900 blindés, 120 hélicoptères et 200 avions, ce qui s'était jamais vu à une telle échelle. Et ensuite, dans les pages suivantes, Jean Cau s'est mis dans la peau de Jean Daniel, Barre, JJS, Miterrand et bien d'autres pour relater leurs réactions « Si les Russes étaient à Paris ». Le début de la troisième guerre mondiale, comme si vous y étiez...

Pas innocent, tout ça. Et encore, s'il n'y avait que Paris Match à nous entretenir de la guerre qui vient. Mais on sent bien, qu'en fait, une vaste campagne idéologique et psychologique se développe pour faire admettre que la guerre est là, pour bientôt. Car les apprentis sorciers jouent sur du velours : les conflits armés se multiplient au Moyen-Orient et en Afrique la crise économique est toujours là et le prix du pétrole qui monte, qui monte. Tout cela accredit l'idée que « la France » doit savoir défendre ses intérêts, y compris de façon militaire. Avec cette peur qui gagne, le désarroi ravageur, l'avidité pour consommer le pétrole... on sent que cette campagne accroche bien, sans faire l'unanimité pour autant, heureusement...

Alors, pour Paris-Match, publier les résultats du sondage, c'est une façon d'alerter « l'opinion » et les hommes politiques sur le sentiment populaire (peut-être d'ailleurs ont-ils truqué les chiffres pour les rendre encore plus tranchants). Et déjà, ils ont marqué un point. Car, en parlant de ces résultats, on participe, malgré soi, à tous ces débats sur la guerre mondiale et on renforce l'idée que, un jour ou l'autre, ça arrivera.

Mais attention ! On est en train de se faire avoir. Non

pas que l'hypothèse de la troisième guerre mondiale soit une hypothèse folle. Mais parce que aujourd'hui, ce n'est pas cela qui est à l'ordre du jour. Car parallèlement à tous ces discours sur la guerre mondiale abstraite, on ne parle pas de ce que fait l'impérialisme français, je veux dire que l'on parle peu de toutes ces interventions militaires à l'étranger, la dernière en date étant celle en République Centrafricaine. Et lorsqu'on en parle, c'est pour se moquer de Bokassa, de façon raciste, ce qui revient à oublier du même coup que les paras français sont à Bangui.

Il y a dans toutes ces interventions militaires une logique. C'est celle qui devrait considérer à intervenir pour défendre « les sociétés industrielles » directement contre les pays producteurs de pétrole, ceux-là même qui voudraient aller trop loin dans la surenchère. Déjà, l'armée française s'y prépare, des mesures ont été prises. Et le jour où les paras iront en Lybie, en Iran ou ailleurs, on se retrouvera le dos au mur, pris au dépourvu.

Tout cela pour dire que le patriotisme, ce n'est pas exactement la question centrale. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas de savoir qu'il y aurait 57% de nos patriotes si une « puissance étrangère menaçait le territoire », mais bien de savoir comment, dès maintenant, nous pouvons contrer la logique d'intervention militaire de l'impérialisme français.

Robert Chevallier (Parti Pris)

Couleurs et rires à Bonn

Quatorze octobre, j'étais à Bonn, pour cette manifestation internationale contre le nucléaire dont on a si peu parlé en France. Les mots d'ordre se passent de discussions vaines et de gymnastique verbale :

Arrêt immédiat de toutes les installations nucléaires qu'elles qu'elles soient ; suppression de l'armement atomique et arrêt de la criminalisation et des poursuites à l'encontre des antinucléaires ; déblocage de crédits pour les énergies douces...

Combien de personnes arriverait-on à rassembler en France avec de tels mots d'ordre ? Ne vous raclez plus la face et lisez la suite. Dans l'Immenstadt (immense place au centre de Bonn) les organisateurs annonçaient déjà la présence de plus de 120 000 personnes sur la place alors que de partout les manifestants affluaient longtemps encore, issus des trois marches d'une dizaine de km, qui les conduisaient au centre de Bonn. 150 000 ; 200 000 personnes on n'en sait rien, mais le spectacle de la foule, était inouï, des marches convergeant sur Bonn, les paysans de Luchow-Dannenberg sont venus en tracteur (50km de route), des couleuvres, des rires, une chaleur humaine fantastique...

A une extrémité de la place à côté de l'immense panneau aux lettres peintes de paysa-

ges, de lutte... « Gorleben soll legen, wir auch », Gorleben doit vivre et nous aussi, une sono gigantesque où se suivaient des orateurs qui n'ont pas l'habitude de parler pour ne rien dire... Walter Mossman objecteur, chanteur et militant antinucléaire du tout début de la résistance antinucléaire a lancé un appel à la résistance active non-violente contre tous les états atomiques (en particulier à la lutte directe sur les sites, à l'autoréduction, en Allemagne, le mouvement limité à Hambourg se gangrène dans tous les lands !), et entre autre un australien du peuple des aborigènes (en lutte contre le génocide, le pillage de leurs terres et l'extraction d'uranium surtout dans le nord du pays), une femme de Harriburg appelant à l'internationalisation du mouvement antinucléaire (dimanche 14 octobre, à Bonn, un grand pas a été fait), un allemand parlant des berufs-verbote (interdictions professionnelles en BRD à noter que la résistance active au nucléaire devient un motif d'interdiction courant), et à la criminalisation des antinucléaires. Je garde pour la fin une phrase de Sitting Bull prononcée par une indienne d'Amérique du Nord. « Seuls, nous sommes comme les cinq doigts de la main, ensemble nous formons un poing ! »

J.O.

Réponse à Vincent

(La G.O. n° 284).

Pour nous l'avortement n'est pas un problème particulier mais un aspect fondamental des grandes aspirations ; pour nous la liberté de disposer de son propre corps est la plus élémentaire de toutes les libertés. C'est par le corps que s'apprend d'abord la soumission, et nous refusons toutes les soumissions, qu'elles soient à un ordre social, divin ou « naturel ».

Je ne me sens pas de devoirs envers la « nature », mais plutôt des droits : le droit de préserver le bon état de ma planète contre les déprédations de ceux qui s'arrogent le privilège de sacrifier irrémédiablement notre environnement commun au maintien d'un ordre social qui les sert. Mais le respect de la nature n'a rien à voir là-dedans. Je n'attache pas moins d'importance à la sauvegarde des « chefs d'œuvres en péril » qu'à celle des espèces en voie de disparition. La nature, c'est qui ? C'est quoi ? C'est toi, moi, la pluie, mes plantes vertes, les puces du chien de Sophie... Impossible de tout mettre dans le même sac ; et pas question d'en faire une entité supérieure, un genre de divinité. Ce n'est pas la vie que je respecte : ce sont les personnes au rang desquelles je ne classe pas les fœtus ; ce n'est pas la nature que je défends, ce sont les conditions de la vie des personnes, de notre vie, de la mienne. J'avoue que je ne respecte pas la vie des moustiques, mais il faut dire que de leur côté ils ne font absolument aucun effort pour respecter ma nature.

Parler « d'affront à la nature », ça suppose la croyance en une « bonne » nature. Ça veut dire quoi ? La nature est-elle bonne « en soi », « objectivement » ? Alors c'est la diviniser, et je ne te suivrai pas sur ce terrain, car je suis athée. Ou bien « la nature » est-elle bonne « pour nous » ? Mais alors comment se fait-il que puisse même se poser le problème de l'avortement ?

La nature n'est ni bonne ni mauvaise à mes yeux. Elle est tantôt « bonne », tantôt « mauvaise », pour nous et les autres espèces, mais pas nécessairement au même moment. L'éruption d'un volcan, les raz-de-marée, les tempêtes ou les séismes ne sont ni bons ni mauvais en soi, mais sont généralement mauvais pour nous.

L'idéologie de la « bonne nature », par son simplisme, fait le jeu de sa sœur ennemie, l'idéologie de la « mauvaise nature », chère à nos dirigeants : celle qui leur fait dire qu'après tout, il y a tellement d'accidents et de catastrophes dans la nature, alors hein, une de plus, une de moins... et puis prendre des risques c'est inhérent à la vie, c'est ça qui fait son prix, etc. Ces deux idéologies sont complémentaires.

Loin de clarifier les problèmes, la notion de nature ne fait que les rendre plus confus. Qu'est-ce qui est naturel et qu'est-ce qui ne l'est pas ? Quel est le contraire de naturel ? Artificiel ? sophistiqué ? contre-nature ? culturel ? chimique (encore que les processus chimiques spontanés soient infiniment plus nombreux que ceux que nous provoquons) ? surnaturel ? Chacun de ces mots renvoie à un sens différent du mot « nature ». Le terme « biodégradable », par exemple, a un sens précis : le terme « naturel », au contraire, peut vouloir dire à peu près n'importe quoi. Un barrage de castors est-il naturel ? et une cabane de pêcheurs ? L'humanité est-elle une espèce naturelle ? Quand une chatte mange ses petits, est-ce qu'elle fait un « affront à la nature » ? Et quand une femme avorte ? Où finit la nature, où commence « l'affront à la nature » ? Nulle part, car la « nature » n'est rien qu'un fantasme. On a bien le droit de fantasmer. Nous-mêmes ne nous en privons pas. Mais nous ne sommes pas prêts à sacrifier nos libertés pour un fantasme.

Marie-Jo Dhavernas
du Comité de Soutien au
Front des Petits Oiseaux
en Lutte contre la
Voracité des Chats.

Une rumeur hurlante

Conscience journalistique, scrupule judiciaire, Amnesty International, ligue des droits de l'homme, militants, intellectuels, humanistes... A TOUS LES VERNISSEURS DE LA SOCIÉTÉ BARBARE, je vous saisis de mes cris, entendez ! Mais entendez donc ! Onze années d'erreur judiciaire ! En parlant de moi, je parle de vous.

Je suis aussi quatorze années de militantisme carcéral,

quatorze années de gauchisme né-carcéral, quatorze années de révolte, de refus ! Quatorze années de résistance à l'ordre barbare.

Je suis l'innocence, la lutte salie, niée de vos consciences de nervis honorés.

Je suis un non-vécu, l'animal né en cage, je suis une pensée accouchée sur les barreaux, un contresens ! Une création à partir de votre négatif, je suis un œil vivant dans vos déserts humains, je suis la violence d'une chaleur physique suppliciée, je suis paradoxe ! Bonne conscience de la morale d'honnêteté, je suis le regard sur vos vomissements, déjection d'inhumanité

... Ecoutez ! Je suis la rumeur hurlante, le cri intolérable, perçant les fers, les dalles, l'enceinte tombale, miradors, grilles, cerbères, je suis l'agonie du gisant, un produit de souffrance dont vous êtes géniteurs. Entendez mes cris, entendez les cris, entendez l'écrit.

Roger Knobelspiess.

P.S. Pour aider Roger, une adresse : Comité de soutien, librairie « la Boulangerie », 67 rue de Bagneux, 92120 Mont-rouge.

Dernière minute : Jacqueline Knobelspiess est sortie en liberté provisoire le 2 octobre. La Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Rouen en a décidé ainsi, après 31 mois de détention préventive...

Condition féminine

Les femmes ?... y'en a en Ardèche et même que le CIF (centre d'information féminine) va venir y faire une enquête auprès des femmes en milieu rural pour éventuellement déceler le fait que peut-être, il se pourrait que... ces petites dames auraient besoin d'aider leur mari à boucler leur fin de mois (c'est dur d'être paysan) et puis les journées sont longues à la campagne, dans les montagnes... après la traite des chèvres, entre la vaisselle et la bouffe... elles ont du temps de libre... alors le travail à domicile ? « Eventuellement ça vous intéresserait ? » Petites bretelles de soutien-gorge à coudre, petits zotos à assembler, enveloppes, etc... Elle est dans de bonnes mains la condition féminine en Ardèche !

Faut pas que les touristes n'aient plus de paysans à cotoyer l'été... faut les clouer au pais ?... c'est pas du vent ce que je raconte... je suis allée moi-même voir la déléguée de la condition féminine à Privas et c'est elle qui m'a dit tout ça ! C'est quoi encore cette magouille ?

Ils me font peur avec leurs combines... déjà ici c'est dur de faire bouger les femmes... les mentalités... on est pas sortie de l'auberge les copains alors ! Mais la marche du 6 nous a stimulées à nouveau (et oui, on y est allé aussi ! on dépense bêtement nos économies, abonnement G.O., voyage à Paris !) Mais faut que ça bouge...

Marie



PENELOPE

PENELOPE, C'EST LE PREMIER NUMERO d'une revue ? d'un journal ? (« en tous cas pas un ghetto, mais plutôt des modestes cahiers ») publiés par le Groupe d'Etudes Féministe de l'université de Paris 7 et du Centre de Recherche Historique de l'Ecole de Hautes Etudes en Sciences Sociales qui traite de l'Histoire des femmes.

Ce numéro est axé autour du thème : «les femmes et la presse» et court sur la France du XIII au XXème siècle. Des historiennes en parlent et des journalistes témoignent. Au sommaire : **Pourquoi Pénélope ?** Une présentation de ce que veulent être ces cahiers.

Les femmes et la presse : 1) **Presse féminine, presse féministe, recherche sur deux siècles d'histoire** ; un article de Caroline Rimbault qui, au travers de l'histoire de la presse met à jour les images de la femme et le système de la mode qui s'en dégage. Pour la période de 1830 à 1850, Laure Adler raconte «l'avènement de la Parole des femmes» ; avec, en annexe, une liste impressionnante des journaux féminins pour cette même période. Sur Séverine, la «princesse du journalisme», Kirsten Mc Fadden tente de résumer l'histoire de sa carrière, de sa pensée et de sa vision du socialisme. Sur la période de 1895 à 1914, Evelyne Diébold parle des femmes feuilletonnistes de la grande presse. Françoise Winock couvre la presse féminine de 1919 à 1939. Puis, on passe aux années 60 à 78, avec un exposé très clair de très percutant de Marie Hazan sur l'évolution des idées féministes dans la presse féminine ; elle s'appuie sur les exemples de «Elle» et de «Marie-Claire».

Ceci pour l'Histoire et pour clore temporairement ce débat «historique, je parlerai d'un dernier article, qui pourrait être une petite collaboration à un débat auquel les lecteurs de la GO de ces dernières semaines sont désormais habitués : il s'agit du MLF et de la presse.

Brigitte Lhomond le rouvre en demandant «comment les mass-médias et tout particulièrement la presse écrite rendent-elles compte de l'existence et des interventions du MLF ? Quelles en sont les images ?

Comment la presse a fabriqué «l'objet MLF» ?

Pour l'auteur, la définition est simple : «Sous ce sigle, nous entendons l'ensemble des femmes qui collectivement revendiquent cette «appellation» avec les caractéristiques qui le définissent à minima, c'est-à-dire l'autonomie par rapport à toute organisation politique, syndicale, ou autre, et la non-mixité (traduite dans les faits par l'exclusion des hommes des

réunions et activités diverses du Mouvement)» (p.37). Comment de là on en est venu à faire jouer au MLF le rôle de «mauvais» objet (cf. : «je suis féministe, mais surtout pas au MLF» de Françoise Fabian in Marie-Claire, octobre 77), «parce que la presse en a créé une image mythique, dit-elle, en considérant les éléments de la terminologie utilisée au sujet des femmes du MLF : hystériques, excitées, lesbiennes, mégères... les enfermant dans la problématique de l'excès».

MLF repoussoir

Là, elle enfonce le clou en ajoutant que «les femmes du MLF fonctionnent dès lors comme mauvais objet par rapport à l'image traditionnelle de la femme, fut-elle «libérée». Si le MLF incarne le scandaleux, le dangereux, le discours de la presse peut passer pour une stratégie défensive, d'autant plus marquée que l'existence du mouvement sous-entend l'exclusion des hommes (lesquels, comme on sait, majoritairement, font la presse)».

«D'où tous les discours de dénigrement que l'on sait...» Elle en conclue (pour l'instant !) que «le féminisme ne faisant plus scandale aujourd'hui, le MLF tend à disparaître derrière des édulcorations ; et c'est peut-être son existence même qui constitue pour les médias, le véritable scandale».

La deuxième partie de Pénélope, (ce n'était que la première !) porte sur la presse féministe aujourd'hui. Et Lilianne Kandel fait là une magistrale démonstration de ce que peut être une mémoire du Mouvement. Comme il est question ici de «reproduire in extenso» le contenu de cette étude, (et si vous saviez comme c'est dommage !), je vais tâcher sans le «détourner» de m'en faire l'écho. Car il me semble qu'entre toutes les urgences, nous avons celle de clarifier, d'explicitier, de mettre à jour les moteurs (des élaborations secrètes et latentes aux actions spectaculaires) qui ont fait, au sens de créer, le mouvement, en l'occurrence le Mouvement des Femmes : mais on peut lui trouver des analogies avec d'autres, amalgamés aussi sous le vocable «Mouvement social».

«C'est par un article-manifeste que le mouvement de libération des femmes

apparut pour la première fois publiquement en France. C'eût pu être une manifestation, une fête, une intervention violente, ce fut un article de journal, et ce n'est peut-être pas un hasard. «Ensuite elle dit pourquoi, tout en racontant les points forts et les grands moments du Mouvement, de sa naissance à maintenant. Elle pose aujourd'hui, et dans les mêmes termes, les questions de toujours : «Fallait-il apparaître publiquement tout de suite ou poursuivre un travail souterrain de sape et de subversion et/ou de réflexion ? Des manifestes ou des poèmes ? Produire seulement des textes issus d'un long travail d'élaboration collective, ou accepter d'en voir paraître certains écrits par l'une ou l'autre ? Signer, ne pas signer ? Accepter les noms connus (...) ou les gommer ? Distribuer des tracts ou harceler les grands journaux, etc...» Questions sans réponses...

Ceci qui n'est pas seulement valable pour les femmes : «... les arguments et les femmes changeaient d'une réunion à l'autre, les choix politiques ou idéologiques, eux aussi, étaient en mouvement». Ceci, comme partout, avant que vienne le «temps des institutions». Or, donc, «passé le premier temps de surprise, la réaction, et même la Réaction, ne se fit pas attendre». Et elle raconte l'histoire. C'est gai, vivant et subversif. Ça donne envie de le re-vivre, ou plutôt de le continuer, avec le même souffle et le même élan.

Suit aussi une analyse des plus fines et des plus humoristiques de la presse, par rapport aux femmes et au féminisme. Des «femmes objet aux luttes marchandises, des hystériques» aux comme d'habitude «historiques», comme il se doit.

Jusqu'à l'irruption de notre presse, celle qui court d'Histoire d'Elles à la Revue d'en face en passant par, eh oui, et elle ne rate pas, F-Magazine, Femmes en Mouvement, et toutes les autres publications, (cela va sans dire qu'elle n'en oublie aucune, mais elles se vendent mieux en le disant, c'est-à-dire en les nommant, toutes les unes à côté des autres).

L'analyse qui suit est en soi une somme difficile à résumer, lisez-la, je ne vois que ça. Pour vous appâter, je vous livre ses conclusions de l'heure : «Il me paraît évident que l'avenir de la presse des femmes dépendra de sa capacité (...) à

saisir, restituer, (...) les luttes, manifestations des groupes, et surtout, ses aspects les plus informels (...) des initiatives et activités de femmes aujourd'hui : autrement dit de sa capacité à éviter que le Mouvement ne devienne à nouveau, comme le travail des femmes lui-même, clandestin, et invisible... Sans compter l'autre défi auquel elle se trouve aujourd'hui confrontée : arriver à aborder et à traiter de façon inédite et spécifique, les questions longtemps considérées comme étrangères à son domaine ; tout ce qui touche à - et nous concerne dans - la politique dite «générale» et/ou internationale, entre autre.

Merci Lilianne Kandel, de ce magistral topo. J'espère que tous ceux à la GO et ailleurs qui ont l'ambition de contribuer à la vie et au développement du mouvement de libération des femmes, s'étendront et sauront te comprendre.

Quant au reste de la revue encore riche, dense et dont je n'ai pas eu la place de causer, voici vite la fin du sommaire : un témoignage d'Anne-Marie de Villaine qui s'appelle «De l'Express à Maintenant, ou 24 ans de journalisme au féminin», un autre de Catherine Valabregue : «Trois ans de collaboration à "Secrétaires d'aujourd'hui", ou comment faire du féminisme quand on ne vous le demande pas».

Et, d'une de nos collaboratrices occasionnelle, un petit texte vengeur, rapide, précis et superbe sur «à l'extrême gauche non plus, les vieilles habitudes ne se perdent pas», j'ai nommé Laurette Biterman (à vous donner envie que sa collaboration à la GO ne soit plus occasionnelle que ça).

Bref, il y a urgence à lire Pénélope, au cas où vous ne vous en seriez pas rendus compte.

Pour se le procurer : à la librairie Carabosse, qui a démenagé et qui crèche maintenant (on en profite pour vous le dire) au 58 rue de la Roquette à Paris 2ème ; et pour tous les autres, écrire à Pénélope, Centre de Recherche Historique des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 54 Bd Raspail, Paris 6ème.

S.G.

En écrivant : UER, GASS, GESF. Pénélope Tour 34, Couloir 34-44. Pièce 303, Paris VII. 2 place Jussieu 75 005 Paris.



FEU DE JOIE A GOLFECH

Voilà maintenant plus d'une semaine qu'ils sont là. De Golfech à Dunes, d'Auvillar à Lamagistère en passant par Goudourville on ne voit plus qu'eux. Mousqueton à la bretelle, les troupes de choc de l'Etat nucléaire avancé montent la garde. Pas moins de quatre escadrons de gendarmes mobiles sont sur le pied de guerre pour protéger de curieuses petites camionnettes rouges baptisées « mairie annexe » dans lesquelles les autorités ont placé les dossiers mis à la disposition du public. Car chez nous, voyez-vous, on est démocrate. Tout se fait régulièrement et l'on respecte la Loi.

Du moins formellement. Parce que pour ce qui est de la décision finale, inutile de faire un dessin : on la connaît ! Sauf si - comme à Plogoff - la population locale refuse de se laisser marcher sur les pieds par les vassaux de la famille Schneider ou du baron Empain.

Il semble que ce soit le cas du côté de Golfech, où il y avait beaucoup de monde le jour de l'ouverture de l'enquête d'utilité publique. Et même des élus, dont le député radical de gauche, M. Baylet (tôt lancé dans la bataille) ainsi que le maire qui, comme neuf de ses douze collègues concernés, avait refusé d'accueillir les enquêteurs et les pièces du dossier... D'où les fameuses voitures rouges. « Nous avons trop le respect de la démocratie pour accepter de couvrir cette mascarade, devait-il déclarer. Nos responsabilités vis-à-vis de la population qui nous a élus pour la représenter et la défendre, nous imposent de dénoncer l'hypocrisie des autorités officielles et d'Electricité de France ».

L'hypocrisie, elle est ici aveuglante (comme d'ailleurs partout où l'on organise ce simulacre de consultation populaire qu'est l'enquête d'utilité publique). Songez que chaque citoyen de Valence d'Agen dispose très exactement de six minutes pour lire un dossier comportant plusieurs dizaines de pages avec plans, schémas et tableaux ! De deux choses l'une : soit on espère que les gens ne se déplaceront pas, soit on considère la cause comme déjà entendue et la procédure en vigueur comme un reliquat inutile et vieillot légué par des hommes d'un autre âge qui ne pouvaient pas deviner, les pauvres, qu'un jour nucléaire et démocratie seraient aussi peu compatibles.

LE SITE DE GOLFECH EST SITUÉ près du confluent du Tarn et de la Garonne à une vingtaine de kilomètres de la ville d'Agen. On trouve, dans un rayon de 30 km, cent quatre vingt communes essentiellement rurales regroupant une population de 200 000 habitants.

Juin 1975 - Un référendum est organisé sur les cantons de Valence d'Agen et Auvillar (21 communes). Le « non » à l'implantation de la centrale recueille 81% des suffrages exprimés.

Juillet 1977 - Cinq mille manifestants envahissent le site où EDF a implanté sa station météo. Celle-ci est totalement détruite.

Juillet 1978 - Le Conseil Régional Midi-Pyrénées se prononce contre le projet à l'unanimité moins deux abstentions.

Janvier 1979 - Le Conseil Général du Tarn et Garonne se prononce à son tour contre le projet (21 contre, 2 pour, 3 abstentions).

En fait, c'est évident, on fait semblant. Cela est d'autant plus clair qu'EDF poursuit les études préparatoires et engage



Photo D.R.

L'annonce de l'ouverture de la procédure d'enquête d'utilité publique de la centrale nucléaire de Golfech a provoqué récemment de sérieux remous. Pourtant rien n'est encore joué malgré le cynisme d'E.D.F. et de l'administration.

la réalisation du projet en achetant les terrains et surtout les gravières qui lui seront nécessaires pour couler les centaines de milliers de mètres cubes de béton de la centrale. Sans compter la désignation des équipes de techniciens et la préparation de leur accueil. A qui fera-t-on sérieusement croire que le pouvoir est prêt à suspendre les investissements considérables déjà engagés au sort d'une vulgaire enquête d'utilité publique ?

Trois à zéro

Dans ces conditions, il était prévisible que les choses n'iraient pas toutes seules. D'autant que les très actifs comités locaux n'ont jamais rechigné à la besogne, organisant de nombreuses réunions d'information dans les villages.

Lundi 22 octobre : pendant que M. Baylet rappelle, face aux gardes mobiles, pourquoi la population refuse massivement l'enquête, les dossiers déposés dans la camionnette disparaissent comme par enchantement. On les retrouvera quelques instants plus tard en train de brûler joyeusement. Stupeur de la flicaille qui s'échauffe quelque peu elle aussi.

La farce ayant bien fait rire, on abandonne la place aux envahisseurs casqués.

Direction Goudourville où, de nouveau, le dossier est brûlé dans l'allégresse générale. Les cent vingt corbeaux noirs qui entourent la « mairie annexe » n'y ont vu que du feu !

A Lamagistère, les papiers sont en mairie. Après une bousculade, le dossier est défenestré et s'enflamme joliment. Et de trois !

Village suivant : Donzac où les habitants ont décidé une opération ville morte.

Volets fermés, affiches antinucléaires en forme de faire-part de deuil... Par respect pour la douleur de la population, la caravane des joyeux drilles organise un sit-in puis se retire sur la pointe des pieds afin d'aller porter la bonne parole du côté d'Espalais où les gardes mobiles ont eu le temps de se ressaisir. Là, nul n'est autorisé à pénétrer dans la mairie. « On n'a pas envie de se faire baiser une quatrième fois » déclare un gradé.

L'ennui est qu'il y a comme une certaine contradiction à interdire l'accès à des dossiers qui n'existent justement que pour être consultés !

Qu'à cela ne tienne, on va réquisitionner une jeune fille bien sous tous rapports qui rentre tranquillement de son travail et la forcer à venir donner son avis. Ubuesque !

Rien n'est perdu

Plusieurs éléments favorables jouent en faveur des opposants à l'enquête.

D'abord, et avant tout, une population particulièrement concernée et quasiment unanime dans son refus. Ensuite des élus qui, sous la houlette du député Baylet, n'hésitent pas à « se mouiller ». Enfin une presse locale, *La Dépêche*, qui a pris

Reunis en Assemblée Générale le soir du 22 Octobre, cent trente personnes -toutes du pays- ont décidé d'installer un piquet de surveillance devant les mairies annexes.

Enfin, retenir bien ces dates, deux grandes journées antinucléaires auront lieu les samedi 24 et dimanche 25 novembre. Rendez vous le 24 à 9 heures devant la mairie de Golfech.

LA PROCÉDURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

LORSQU'UN PROJET D'implantation de centrales est mis en route, la loi prévoit la mise à disposition des habitants d'un dossier détaillé pour consultation et consignation des « remarques éventuelles sur les registres prévus à cet effet ». De puis quelques mois, ce dossier doit être accompagné d'une étude d'impact portant principalement sur les problèmes d'environnement et de sûreté.

Une commission d'enquête est parallèlement mise en place qui sera chargée d'examiner les observations recueillies, puis d'établir un rapport contenant ses conclusions motivées, qui doit « recevoir la plus large diffusion ».

Après quoi la procédure prévoit l'établissement des avis définitifs des ministères concernés et la transmission au Conseil d'Etat d'un projet de décret déclarant l'utilité publique des travaux, décret devant être signé par le Premier Ministre et le ministre de l'Industrie.

Des procédures distinctes sont suivies pour le permis de construire, la demande d'autorisation de rejets radioactifs liquides et gazeux ainsi que pour l'implantation des lignes Haute Tension.

PRUDENTS

A Lamagistère, pour voir le dossier, il faut passer un cordon de gardes mobiles et franchir la porte enchaînée de la mairie qui ne laisse le passage qu'à une seule personne à la fois. Une fois dans le Saint des Saints, le citoyen consultant est encadré de deux gardes mobiles qui ne le lâchent pas d'une semelle jusqu'à sa sortie. Quant au registre de signatures placé au fond de la pièce derrière un comptoir, il est enchaîné à une table.

clairement position pour le « non à la centrale ».

Tout cela compte mais sera-ce suffisant ? Faut voir.

Il est en tous cas un personnage qui peut jouer un rôle important dans cette affaire : le président de la commission d'enquête M. Daudignon. Cette honorable personne, maire de Beaumont-de-Lomagne, est membre d'un parti socialiste dont on dit ici qu'il se pare de vertu antinucléaire, mais pas plus loin que Montauban. De là à penser que M. Daudignon a été choisi par le préfet à la fois pour trahir les antinucléaires (il est plutôt pour la centrale) et faire porter le chapeau aux socialistes, il n'y a qu'un pas que certains n'hésitent pas à franchir. L'avenir dira s'ils ont eu raison de s'inquiéter. De toutes façons avec à ses côtés un colonel à la retraite et un ancien sous-préfet, M. le président de la commission d'enquête est, comme on dit, bien entouré !

J.L. Soulié

Dernière minute : A Valence d'Agen et Auvillar, deux mairies annexes parallèles ont été placées à côté des « officielles » mais le sous-préfet a fait verbaliser pour usurpation de mairie. Gonflé le mec ! Pleins d'à-propos, les maires de ces deux villes viennent de prendre un arrêté portant création d'un centre municipal itinérant d'information antinucléaire.

C'est une révolte ? Non, sire, une révolution.

Coordination Régionale Antinucléaire Golfech, 33 rue Guilhem, 82400 Valence d'Agen.